



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futuroouest	02
Envoi n°01 : Spatial : le privé s'invite	03
Cogito n°01 : Après les vieux	05
Cogito n°02 : Pêcheurs sortez vos cannes	11
Cogito n°03 : La Science et la crise	15
Mémoires du futur	21
Bibliographie, Web...	64

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futuroouest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST

Éditée par Futuroouest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Deuxième trimestre 2014

Conférences

- **Mardi 21 octobre 2014 à Nantes - de 18h00 à 20h00**
« *Les nucléaires et leurs avenir* » - Nucléaire médical (Jean-François CHATAL)
Filière Thorium (Daniel HEUER – CNRS), Sortir du Nucléaire
- **Jeudi 04 décembre 2014 à Quimper- de 18h00 à 20h00**
« *Reprise, ni sang ni dette ; comment remettre l'économie française en marche...* »
Jean-Michel TRUONG
En partenariat avec *La Liberté de l'Esprit*.

Colloque

- **Vendredi 06 Juin 2014 à LORIENT (Espace Courbet) – De 13h30 à 18h30**
« *Les atouts du futur : anticipation et prospérité* »
Six intervenants + Débats avec les participants.
Entrée libre et gratuite sur inscription => www.futuroouest.com

Publications

- « *Jeunesses – Educations – Formations 2025* »
Disponibles gracieusement en ligne sur www.futuroouest.com
- « *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN - L'Harmattan 2012 - 280 pages
- « *Conduire une démarche de prospective territoriale* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN – L'Harmattan 2009 – 140 pages
- « *Périples d'un Consultant 1987-2010* »
Liam FAUCHARD D'autres Univers 2013 – 200 pages
Envoi postal gratuit, contre un chèque de 15 Euro à l'ordre de « FutureScan »,
=> 177 Hent Ar Vadalen – Lokileg – 29300 Baye

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - Vendredi 23 mai 2014, à Lorient

Index

- Index des Cogito
- Indes des NDL par auteurs
- Indes des NDL part thèmes

www.futuroouest.com [Publications]

Agenda

- Se reporter au site : www.futuroouest.com

« Aussi longtemps que le vol spatial sera dans le domaine des gouvernements, nous serons limités sur ce que nous pourrons faire car tous les gouvernements seront contraints par des budgets disponibles. Mon espoir est que, dans le futur, des systèmes de propulsion peu onéreux rendront le vol spatial accessible et par le fait que nous pourrons avoir davantage de participation privée pour voler au-dessus de l'atmosphère. Quand nous pourrons le faire avec de l'argent privé nous aurons fait un grand progrès. »

L'auteur de ces propos était le premier homme ayant marché sur la Lune, Neil ARMSTRONG.

De nos jours, les contributions des sociétés privées prennent deux grands aspects : contribution au spatial « public » et opérations entièrement dirigées vers des clients privés.

Premier cas : des missions de ravitaillement destinées à l'ISS – International Space Station – qui ont déjà été effectives avec le cargo Dragon de la société Space-X qui cumule les succès avec sa fusée Falcon9. De son côté, la société Orbital a développé un lanceur Taurus2 (*Antarès*), lui-même propulsé par une version Aerojet ... d'origine soviétique, qui a conduit un vaisseau Cygnus vers l'ISS avec succès. Avec ce premier vol, la base de Wallops en Virginie s'ajoute à la liste des sites d'envol (*vers l'ISS*) tels que Baïkonour au Kazakhstan, Kourou en Guyane, Cap Canaveral en Floride et Tanegashima au Japon. Une étape supplémentaire sera franchie à court terme avec l'envoi d'astronautes publics dans des cargos privés; l'appel d'offres de la NASA est en cours et devrait se concrétiser par un premier voyage privé habité en 2017.

Deuxième cas : des entreprises privées proposant des voyages spatiaux réservés à des personnes privées, avec cette réserve qu'il s'agit à court terme de vols suborbitaux durant quelque minutes pendant lesquelles les voyageurs auront l'occasion de voir la Terre depuis l'espace dans toute sa splendeur et de vivre en impesanteur momentanée. Les sociétés qui se sont positionnées sur ce créneau croulent sous les demandes d'inscription pour un coût de l'ordre de 200 000 US\$ le vol sont notamment Virgin Galactic fondée par Richard Branson, Blue Origin fondée par Jeff Bezos (*Amazon*) ou encore SpaceX fondée par Elon Musk (*Paypal*). On notera les investissements réalisés par des milliardaires issus de l'économie numérique, signe important de la réorientation de l'allocation de ressources... vers le spatial.

Ambitions encore plus élevées, les projets privés qui sont apparus en concurrence directe avec le projet Mars Direct (*Mars 500*) de la NASA envisagé pour les années 2025-2030, celui du milliardaire Denis Tito avec « *Inspiration Mars* » qui propose d'envoyer un couple d'astronautes faire le tour de la planète Mars dès 2018, comme cela s'est fait lors du programme Apollo lors des missions de répétitions avant d'alunir définitivement en Juillet 1969. Ou encore le projet venu d'un consortium néerlandais « *Mars One* » programmé pour 2022 et qui consiste à installer des hommes en permanence sur la planète rouge, transposant ainsi dans le spatial la configuration des pilgrims fathers du May Flower lors des premières installations européennes sur le continent nord-américain avec la conquête ultérieure en perspective.

Que Neil soit tranquille, l'espace reste encore et encore une nouvelle frontière ô combien mobilisatrice tout en représentant des retombées innombrables ; à titre d'exemples, depuis bientôt vingt ans plus de 1500 expériences impossibles à faire sur Terre furent accomplies dans l'ISS.

Par ailleurs, dans le domaine spatial peut-être le plus connu du grand public c'est-à-dire les satellites qui interviennent dans nos quotidiens, les intervenants privés sont nombreux et de longue date. Dans ce domaine particulier, au-delà des deux principaux acteurs publics majeurs historiques, les USA et l'URSS-Russie, l'Europe est très présente à travers des sociétés qui sont

même parfois leaders dans leurs secteurs respectifs, que ce soit dans les télécommunications, la télévision ainsi que pour les observations à usage dual, civil et militaire. Pour mémoire : SES (*Luxembourg*), Eutelsat (*France*), Immarsat (*Royaume-Uni*), Telespazio (*Italie*), Hispasat (*Espagne*), Telenor (*Norvège*), Avanti Communications (*Royaume-Uni*), Astrium Services/Airbus Defence & Space (*Allemagne, France, Royaume-Uni*).

La place nouvelle tenue par le privé est une triple bonne nouvelle :

- La mise en concurrence technologique puis économique d'une part et les modulations d'échelle vont amener des diminutions de coûts significatifs, rejoignant ainsi la formule déclarée au début du 21^e siècle pour les voyages spatiaux au long cours (*robots et humains*) « *Better, faster, cheaper* ».

- Le fait que des entreprises privées puissent prendre, au moins partiellement, le relais de l'étatique devrait accroître l'indépendance des acteurs dans ce domaine, a fortiori si les investisseurs sont de plus en plus diversifiés. Il est plus souple et plus sain de dépendre de dizaines d'investisseurs que d'un programme de financement étatique qui varie au gré des humeurs des politiciens et de la démagogie associée.

- Avoir un nombre d'acteurs indépendants va aussi conduire inévitablement à ce que la sérendipité (*serendipity*) joue pleinement son rôle : on finira par découvrir des solutions auxquelles on ne pensait pas à l'origine de la conception des engins, des programmes, des plans de vol, etc.

C'est sans doute la conséquence la plus intéressante.

Que Neill soit tranquille (*bis*).....

Liam FAUCHARD / FutureScan / Janvier 2014

Références :

- *Revue Espace & Exploration* / www.espace-exploration.com

En 1978, dans la revue de Prospective Futuribles paraissait un texte signé Pierre CHAUNU et Alain PARANT « *Quel avenir pour une France ridée ?* », situé à l'horizon 2010, horizon que nous avons maintenant dépassé et pour lequel un bilan peut être fait ... agrémenté d'une recherche prospective à l'horizon 2035-2040 pour tenir compte des mutations vécues et à venir.

Quel avenir pour une France ridée ?

Le moins qu'on puisse dire c'est que les pouvoirs publics étaient prévenus ! Mais bien entendu, les classes politiques imbues d'elles-mêmes et de leurs croyances n'en ont évidemment pas tenu compte.

Pourtant, sans accorder une confiance absolue à La Démarche Prospective, il suffisait de demander à quelques équipes complémentaires de vérifier les hypothèses présentées en 1978 pour se rendre compte que, vaille que vaille, ce serait bien la situation qui se présenterait à l'horizon 2010. Situations au pluriel, au demeurant car les composantes du sujet sont nombreuses. Au demeurant, nous constatons que si les projections démographiques se sont révélées assez exactes – il n'y a pas eu de veille d'accompagnement mise en place comme il est recommandé de faire en pratique – à quelques deltas près, les conséquences sociétales du « *vieillesse de la population* » furent appréhendées avec légèreté, mais visiblement ce n'était pas le point fort des auteurs ni leur objectif premier qui était, lui, d'alerter les pouvoirs publics ; notamment sur la double question du financement des pensions de retraite et du financement des dépenses de santé, des seniors et des seniors+ à venir.

La question que nous voulons traiter ici est celle du dépassement de la problématique du vieillissement pour nous interroger sur ce qui se passera, passera, après...

En effet, d'un point de vue mécanique, c'est vers 2025 que les premières vagues du « *baby boom* » atteindront la rive des 80 ans ; autrement dit, c'est vers cette année que le basculement se fera, du fait des cohortes de naissances des années 1945-1965, d'une part, du fait des cohortes de naissances des années 1995-2015, d'autre part.

Or, en Prospective, comme chacun sait, du fait que nous sommes déjà en 2013-2014 lors de la rédaction de ce texte, 2025... c'est demain matin !

Le point en 2012

Il est évènement – au demeurant de faible importance pour les diverses populations de la Planète - qui s'est produit en 2012 lors du décernement de la Palme d'Or du Festival de cinéma de Cannes au film de Michael Haneke « *Amour* » ; j'ai eu la sensation que l'Europe vieillissante se regardait vieillir en se donnant des raisons de croire aux vertus de l'affection entre deux vieilles personnes et de leur entourage quotidien ; bref, pas de quoi pavoiser. Et quand l'actrice Emmanuelle Riva – dont nous ne contestons pas les qualités artistiques, évidemment – déclara « *Ca nous concerne tous...* » il eut fallu que quelqu'un, sur scène, dans la presse, dans les médias divers lui explique « Ben non, au mieux 10% de la population ! »

Dont acte.

Le paradoxe qu'aurait pu relever l'actrice est que « *la population vieillit et nous rajeunissons* », selon le titre éponyme d'un livre paru en 2008 (*Voir références*). En effet, qui était considéré comme vieux à 60 ans il y a cinquante ans est considéré comme vieux à 80 ans un demi-siècle plus tard ; et ça va continuer...

Nous observerons au passage que les statistiques françaises produites par l'INSEE sont trompeuses. On y trouve des âges-pivots de -20 ans pour caractériser la jeunesse et de +60 ans pour caractériser la vieillesse, tandis que dans des organismes internationaux comme l'OCDE, Eurostat... ou encore de temps à autre l'INED en France, on utilise depuis le milieu des années 1990 les âges-pivots de -25 ans / +65 ans / +75 ans qui prennent compte les mutations vécues tout au long du 20e siècle et donnent ainsi des représentations bien plus fidèles de la réalité, l'âge-pivot de +65 ans étant notamment déconnecté des âges éventuels d'obtention de pensions de retraite.

Ainsi, lorsque nous regardons une photo de Charles Aznavour à 83 ans, nous le trouvons plus jeune physiquement que ne l'était Emile Zola sur une photo où il avait 62 ans.

Ce qui compte effectivement, c'est la caractérisation de l'âge vital : la machine d'un Terrien du 21^e siècle – avec des différences dues aux pénibilités rencontrées durant la vie professionnelle – est réellement moins fatiguée. La santé s'est affermie, les réflexes sont plus rapides, les artères sont en meilleur état. Bref, la vitalité s'est accrue ; chacun a un âge vital qui définit bien mieux sa place dans l'échelle de la vie que le comptage si trompeur des années d'état civil.

La difficulté de perception vient du fait que nous n'arrivons pas aisément à nous faire à l'idée que la vieillesse glisse imperceptiblement vers une zone d'âge plus grande... mais que sa durée ne s'allonge pas ; or, il est probable que le glissement vers les grands âges va continuer, contrairement à ce que croient des auteurs en mal de sensationnel (Voir références) ; les percées de la médecine et le développement assuré des nanotechnologies pourraient même en accélérer la progression, sans omettre toute les avancées retombées de la conquête spatiale.

Le nombre d'adultes dans la société française est passé de 50% du total en 1900 à 54% en 1960 et à 63% en 2008. En quelque sorte, plutôt que d'un vieillissement il faudrait parler d'un mûrissement de la population, car cette dernière présente une image de force et d'équilibre. La seule préoccupation que nous devons avoir est celle de la liberté créatrice laissée aux jeunes, la mesure de l'âge adulte dominant ne devant pas empêcher les excès et l'impavidité de la jeunesse.

Sur la question des dépenses de santé inhérentes à la « *longévité* », expression qu'Hervé Le Bras (Voir références) estime plus conforme à la réalité plutôt que « *vieillesse* », celui-ci trouve excessif de considérer qu'elles auraient augmenter par la faute des vieux. Il montre, en utilisant les chiffres donnés par les organismes officiels que l'impact du vieillissement représente 0,3 point des 5 points de l'augmentation annuelle des dépenses de santé en France. Les 4,7 point restants doivent donc être imputés à d'autres causes, soit presque 95 % du total de l'accroissement annuel.

Sur la fin du « *désert français* », H. Le Bras revisite les étapes suivies par d'autres Etats européens quant aux migrations des campagnes vers les villes, l'industrialisation et l'urbanisation. Il montre que le décalage français – migration campagnes => villes, plus tardif qu'ailleurs – se constate encore de nos jours. L'examen des quatre étapes historiques d'un peuplement aurait permis d'anticiper sur le retournement actuel français – depuis les années 1990 les campagnes se peuplent plus vite que les villes -, celui qui a atteint l'Allemagne (*Ouest*) dans les années 1950 ; sur ce point, il aurait aussi pu intégrer le rôle qu'à jouer le fédéralisme territorial germanique en donnant des moyens importants aux Länder pour gérer des situations contrastées. L'urbanisation de la France ayant été décalée, il n'est pas surprenant qu'elle se trouve aussi en retard au moment où la population s'étale sur l'ensemble du territoire accessible. De même, l'Angleterre, précurseur de l'urbanisation puis de l'étalement, semble l'être aussi pour la baisse de population dans ses grands centres urbains à laquelle nous serions prudents de nous attendre au lieu de nous émerveiller sur la résistance des villes-centres et de leurs périphéries.

La croyance en des spécificités culturelles intangibles françaises masque d'autres futuribles. Projection démographique (*France métropolitaine*)

En 2012, la France comptait 63 700 000 habitants et les plus de 65 ans étaient 11 280 000, soit 17,7% du total.

L'excédent des naissances sur les décès était de 232 000 ; le solde migratoire était de 62 000 ; le total d'accroissement de la population était donc de 294 000 unités.

Or, avec le « *papy-boom* », le nombre de décès annuels – 560 000 en 2012 – va progressivement atteindre le chiffre de #700 000 unités durant la période 2020-2030.

Nous prenons pour hypothèse réaliste qu'il n'y aura plus de « *baby boom* » à la fois pour des raisons économiques liées au niveau de vie, sociologiques liées à l'émancipation continue des femmes, géopolitiques (*plein d'enfants à adopter dans le Monde*), et écologiques (*aller lentement vers une réduction du nombre de Terriens*). Nous nous appuyons aussi sur le constat que dans les Etats nordiques

qui ont réalisé depuis plusieurs décennies l'équilibre entre vie professionnelle (*plus fort taux d'emploi de la Planète*) et vie personnelle des femmes, et des mesures impliquant les géniteurs masculins, le taux de deux enfants par couple est devenu quasiment un standard [85%] dans une courbe de Gauss.

En accord avec Hervé LE BRAS, nous garderons donc l'hypothèse d'un taux de descendance finale – le seul qui compte au demeurant – de 2,05 enfants par femme en âge de procréer.

Pour l'évolution des flux migratoires nous esquisseront deux hypothèses, soit la continuité de ce qui est connu au début du 2^e siècle, soit un doublement.

H1/ Solde naturel annuel = 100 000 + Solde migratoire annuel = 65 000, soit un total d'augmentation annuel de 165 000 unités.

En 2025, nous arrivons ainsi à une population de +65 ans de 13 170 000 unités pour un total de 65 850 000. Les vieux représenteraient alors 20% de la population totale.

H2/ Solde naturel annuel = 100 000 + Solde migratoire annuel = 130 000, soit un total d'augmentation annuel de 230 000 unités.

En 2025, nous arrivons ainsi à une population de +65 ans de 13 170 000 unités pour un total de 66 700 000. Les vieux représenteraient alors 19,5% de la population totale.

En 2030, les classes « creuses » formées à partir du milieu des années 1960 – et encore plus nettement à compter des années 1975 – atteindront l'âge-pivot de 65 ans.

A partir des années 2035-2040, la proportion de vieux baissera inexorablement laissant les jeunes réoccuper tout l'espace disponible, comme tout gaz parfait qui se respecte..... sauf si le transhumanisme transforme les possibilités de longévité supplémentaire ... ou encore si les vieux émigrent en masse dans le système solaire... deux évolutions contraires... nous y reviendrons.

Chemin vers 2035

A l'horizon que nous explorons, le papy-boom sera derrière nous et la période de transition aura vu une recomposition des comportements et des liaisons sociales intergénérationnelles, dans le cadre d'une sorte de chevauchement démographique.

La question de fond qui est très délicate à trancher est « A quel âge devient-on vieux en 2020-2040 ? »

Jean-Pierre OLLIVIER (*Référence*) a tenté de répondre à cette question. A quel âge en 2010 devient-on une personne âgée ? Cela a-t-il changé avec la mondialisation ? En gros de Cicéron à Simone DE BEAUVOIR en 1970 il y a moins de changement qu'entre cette dernière et aujourd'hui. Premier changement décrit par Simone DE BEAUVOIR dans « La vieillesse » : « L'âge entraîne une disqualification. » ce qui nous éloigne considérablement du respect qui accompagnait les Anciens jusque dans les années 50. D'ailleurs nous n'avons plus de vieux et encore moins de vieilles seulement des seniors dont l'âge perçu est plutôt un signe de niveau social ou de maladie. Cependant, il ne nous dit rien de ce que pourrait être la perception de la vieillesse dans le futur proche.

Faute de savoir fixer quand commence la vieillesse individuelle on peut aborder le vieillissement des populations, notion collective que les statistiques peuvent éclairer. « La durée de vie moyenne de 25 ans en 1740 est passée à plus de 80 ans en 2010. » Ce constat suscite immédiatement une interrogation, et un espoir, sur le futur : quelle est aujourd'hui notre espérance de vie ? « En 1900 un homme de 60 ans pouvait espérer vivre durant encore 12,7 ans. En 2000, son espérance de vie atteint 21,4 ans. » Cette espérance de vie continue de progresser et elle dépasse 80 ans dans la plupart des pays du monde développé, mais présente mondialement de très forts contrastes liés à la situation économique, au sida (*Afrique du Sud 50 ans*) ou à des situations de conflit (*Sierra Leone 43 ans*).

Une autre question est de connaître l'espérance de vie à l'âge de 65 ans par état de santé. Une étude publiée par l'INED et portant sur 27 Etats-membres de l'Union Européenne montre à la fois une

certaine homogénéité et des disparités selon les trajectoires sanitaires vécues dans les Pays depuis plusieurs décennies. Trois critères sont utilisés : Sans limitation d'activité / Sans maladie chronique / En bonne santé perçue ; les données étant fournies par sexe.

En espérance totale, on trouve au plus haut les hommes de France (18,7), d'Italie (18,4) d'Espagne et de Suède (18,2), de Chypre et de Grèce (18,1), du Royaume-Uni (18,0)..... En espérance totale pour les femmes on trouve la France (23,2), l'Espagne (22,3), l'Italie (22,1), la Finlande (21,5), le Luxembourg (21,3)..... A l'opposé, en espérance totale plus courte on trouve chez les hommes la Lettonie (13,2), la Lituanie (13,5), la Bulgarie (13,7), l'Estonie (13,9), la Hongrie (14,0)..... et chez les femmes, la Bulgarie (16,9), la Roumanie (17,2), la Slovaquie (17,9), la Lettonie (18,1), la Hongrie (18,2).....

Pour le critère « *Sans limitation d'activité* », le tiercé gagnant hommes est : Suède (13,6), Danemark (11,7) et Malte (11,3). Le tiercé gagnant femmes est : Suède (14,7), Danemark (12,4) et Luxembourg (11,8).

Pour le critère « *Sans maladie chronique* », le tiercé gagnant hommes est : Danemark (10,7), Luxembourg (10,7) et Belgique (10,6). Le tiercé gagnant femmes est : Danemark (11,4), Luxembourg (11,4) et Belgique (11,2) ; étrange corrélation.

Pour le critère « *En bonne santé perçue* », le tiercé gagnant hommes est : Suède (11,4), Irlande (11,1) et Royaume-Uni (10,7). Le tiercé gagnant femmes est : Irlande (11,9), Royaume-Uni (11,9) et Pays-Bas (11,2). Toujours pour ce critère subjectif, les mal classés sont pour les hommes : Lituanie (1,2), Lettonie (1,7) et la Hongrie et la Pologne (2,1)..... ; pour les femmes : Lituanie (1,0), Portugal (1,5), Lettonie (1,7), Slovaquie (1,8).....

De ces données ramassées, apparaissent quelques traits spécifiques, notamment pour le critère « *En bonne santé perçue* » ; aussi bien pour les femmes que pour les hommes il semble qu'il vaut mieux vivre en Nord-Europe (*perception optimiste ?*) qu'en Europe centrale et dans les Pays baltes. Si on cumule les trois critères, le gagnant absolu est le Danemark, enfin plus précisément les Danoises et les Danois qui, dans des enquêtes récurrentes opérées ces dernières années se déclarent comme les Terriens les plus heureux.

Potager et transhumanisme

Les phénomènes de métaruralisation – des ménages actifs quittent les agglomérations urbaines pour s'installer dans le rural proche voire dans le rural isolé avec leurs activités ou en reprenant des TPE locales – qui se sont enclenchés au début des années 1990 et qui ont perduré jusqu'au moment où ces lignes sont rédigées, ont concerné plus de trois millions de ménages en moins de trente ans ; et le phénomène est européen en tant que tel, et aussi européen pour la France elle-même car un part significative des métaruralisés (#15%) vient des autres Etats de l'Union Européenne.

Si l'hypothèse d'une stagnation économique de longue durée n'est pas avérée pour nombre de Pays européens – pensons simplement aux Pays nordiques (*ou à la Suisse*) qui vivent la même globalisation que nous et la même « *crise* » que nous et qui s'en sortent nettement mieux -, elle ne peut pas être exclue pour la France proprement dite. En conséquence, les métaruralisés de plus en plus âgés auront fort légitimement retrouvé l'usage d'un potager pour à la fois se garantir en alimentation et en variétés nutritionnelles. Or, ce sont les successeurs qui nous intéressent à notre horizon d'investigation, ceux qui hériteront de ces pratiques tout en étant eux-mêmes, avec des variations notables, encore plus « *new age* » que leurs prédécesseurs. Après les vieux, les pratiques se seront encore plus exprimées dans la culture du ET qu'auparavant.

La génération du « *baby-boom* » aura été la première génération de l'Histoire à avoir vu vieillir longuement ses parents, ceux-ci ayant une espérance de vie globale dans une fourchette 70-80 ans. La génération qui suit le « *papy-boom* » aura vu vieillir ses parents encore plus longuement

avec une espérance de vie comprise entre 80 et 90 ans ; la relation intergénérationnelle aux « *super vieux* » aura forcément été impactée par cette évolution, à moins que la révolte ne vienne des petits-enfants des papy-boomers pressés d'en finir avec cette génération ectoplasmique et profiter des actifs qu'elle laissera... de gré ou de force. Mais cette situation elle-même aura des répercussions dans la période « *post papy-boom* », car on ne peut pas jouer impunément avec les vies humaines sans que des conséquences diverses ne se produisent dans la société... à moins que les successeurs des vieux soient tous devenus des hommes augmentés dénués de sentiments et d'altérité envers les autres populations.

Dans un ouvrage remarquable (*Référence*), Bernard CLAVERIE nous emmène en voyage.

Il nous fait explorer tout d'abord les types d'augmentation humaines, notamment celles déjà à l'œuvre ; puis les augmentations et substitutions motrices et à l'intérieur de ce domaine les orthèses et les prothèses.

On peut différencier les prothèses des orthèses en ce que ces derniers appareillages compensent une fonction motrice absente ou déficiente, assiste ou stabilise une structure musculaire ou articulaire, alors que les prothèses, pouvant bénéficier des mêmes fonctionnalités que les orthèses, remplacent directement un élément corporel manquant.

Les cyberthèses sont des prothèses ou des orthèses fonctionnelles couplées à une commande cybernétique du système en boucle fermée avec un dispositif de calcul et une série de capteurs ou de stimulateurs neuromusculaires.

On trouve aussi les exosquelettes, déjà bien connus des spationautes.

Preennent également place dans la panoplie les drones, robots télécommandés et mécanisme de cognition déportée.

Le recours à des augmentations et des substitutions sensorielles embarquées est également détaillé (*substitution sensorielle, substitution et enrichissement*). Puis on arrive aux implants bioniques ou cyberwares, dont on constate souvent l'hybridité.

Le statut de l'homme simple est donc aujourd'hui profondément modifié. Sans les technologies pervasives qui augmentent ses capacités d'action, de communication, de réflexion ou de commande, il est souvent démuné. En fait, il est amputé d'un pouvoir fonctionnel et se retrouve diminué, handicapé, parfois hors course et éliminé d'un espace social où la compétition est technologiquement armée et chaque jour plus rude. L'homme augmenté par la pervasion est en fait devenu la norme, celui qui ne l'est pas perd du pouvoir et sera conduit à socialement disparaître dans une sorte de « *darwinisme technologique* ».

Femmes

Le 21^e siècle sera féminin ou ne sera pas « *Malraux, l'anti-prophétie* » (*Référence*).

Nous pensons que cette composante de notre exploration se réalisera et aura des impacts encore plus prononcés que ceux connus jusqu'à la fin du 20^e siècle. Concernant les femmes actives de la période considérée, il est vraisemblable que leur taux d'emploi aura encore augmenté et qu'elles auront investi largement des lieux décisionnels inaccessibles auparavant, ce qui amènera des considérations nouvelles sur leur vie professionnelle/personnelle d'une part, et sur la manière de voir le vieillissement de leurs parents. D'un point de vue statistique, nous aurons vu s'établir une courbe de Gauss où 70% des ménages ayant voulu des enfants – y compris via l'utérus artificiel qui libérera les femmes du temps contraint de la maternité – en auront effectivement deux, les extrêmes se partageant entre ceux qui n'en voudront pas du tout (#20%) et ceux qui auront plus de deux enfants (#10%).

Quant aux femmes âgées, si la tendance connue au début du 21^e siècle se poursuit, elles seront dans un ratio de 70-30 à partir de l'âge de 75-80 ans, c'est à dire 70% de femmes pour 30% d'hommes. Ce déséquilibre – mais en est-il vraiment un ? – aura des conséquences notables sur les modes de vie des « *post-vieux* » dont nous tentons de relater les évolutions. Maintenant, comme dans d'autres parties du Monde le ratio sera sans doute inverse, toutes les migrations sont envisageables... et dans tous les sens.

Mars One

Si le projet Mars One du néerlandais Bas Lansdorp aboutit, alors la configuration de notre recherche sera nettement modifiée, en ce sens qu'à compter de 2022, des équipages seront partis pour la planète rouge pour s'y installer et ne pas en revenir : la logique du programme est d'assurer un flux continu de Terriens de manière à créer rapidement (20 ans) des communautés comprenant des effectifs significatifs et représentatifs de toutes les populations diverses de la Terre de manière à générer dès le départ un cosmopolitisme total inconnu à ce jour. Ou bien les papy-boomers seront spontanément candidats en y voyant l'apothéose de leur longue vie, ou bien quelque processus « augmenté » les y enverra à l'insu de leur plein gré, ou bien des négociations auront conduit à ce que les « après vieux » s'embarquent en masse laissant leurs ascendants âgés et post-âgés se dépatouiller avec les conditions de la Terre.

« Je ne pense pas que l'espèce humaine survivra les mille ans à venir si elle n'occupe pas l'espace. »

Stephen HAWKING

Religions

Je n'aborderai pas ce point car le pari est énorme : émancipation ou régression, croyeurs versus penseurs, connaissance versus obscurantisme, liberté versus oppression, etc. Le basculement en un sens ou dans l'autre aura des conséquences gigantesques pour l'homo sapiens.

Je fais néanmoins mien le propos de Steven WEINBERG.

« Il y aura toujours des gens biens qui font de bonnes choses, et des gens malhonnêtes qui font de mauvaises choses. Mais pour que des gens biens agissent mal, il faut la religion. »

Liam FAUCHARD / FutureScan / Janvier 2014

Références :

- Liam FAUCHARD & Philippe MOCCELLIN, *Conduire une démarche de prospective*, L'Harmattan 2009.
- Paul BERNARD & Dominique CANCELLIERI-DECROZE, *La population vieillit et nous rajeunissons*, Alphée 2008.
- Claude AUBERT, *Espérances de vie, la fin des illusions*, Terre Vivantes 2006.
- Dominique BURONFOSSÉ, *Vieillesse, atout ou handicap ?*, Conférences pour le Groupe FUTUROUEST, Dinan 2008, Auray 2010.
- Hervé LE BRAS, *Les quatre mystères de la population française*, Odile Jacob 2007.
- *Population & Sociétés*, INED, Mars 2013
- Jean-Pierre OLLIVIER, *Demain les vieux !*, CNRS-Editions 2010.
- *Population & Sociétés*, INED, Avril 2013.
- Bernard CLAVERIE, *L'homme augmenté (Néotechnologies)*, L'Harmattan 2010.
- *Le 21e siècle sera féminin ou ne sera pas*, FuturWest n°36 – Automne 2010.
- www.mars-one.com

**Adieu filets, palangres, sennes, dragues et chaluts :
Pêcheurs, sortez vos cannes à pêche.**

Avec la publication en français du dernier ouvrage de Callum ROBERTS⁽¹⁾, il y a de quoi alimenter les diatribes des médias et de la presse contre les pêcheurs, si du moins ils ont le courage de lire un livre de 500 pages, un peu plus long et plus sérieusement argumenté qu'une petite BD.

Callum ROBERTS, un scientifique très influent.

Callum ROBERTS est un biologiste britannique, spécialiste de la conservation marine, particulièrement des coraux. C'est un scientifique rigoureux et influent qui est à l'origine, en 2010, de la création du premier réseau mondial de réserves intégrales en haute mer. Il a bénéficié comme beaucoup d'autres du programme Pew fellows et il est très lié aux ONG environnementalistes où il a une très grande influence. Il est l'ambassadeur officiel du WWF de Grande-Bretagne.

Dans « *Océans* », il analyse longuement toutes les menaces qui pèsent sur les océans, maintenant et dans l'avenir. Il nous fait découvrir certaines menaces méconnues, mais sa critique principale s'adresse à la pêche qui représente pour lui la menace la plus ancienne et la plus grave. La pêche intervient comme un facteur aggravant des autres perturbations. Sont analysées, les menaces classiques bien connues : le réchauffement, l'acidification, la hausse du niveau des mers, les pollutions liées au pétrole et aux produits chimiques. De manière plus originale, il évoque des perturbations moins connues comme le développement de virus qui mettent en péril des espèces, les pollutions sonores qui perturbent sévèrement les mammifères marins, la multiplication des espèces invasives qui s'installent loin de leur écosystème d'origine. L'argumentation est basée sur les travaux scientifiques, mais on peut regretter que la traduction soit parfois erronée, ainsi on est étonné de découvrir des marais salants en Ecosse alors qu'il s'agit de marais maritimes naturels, ou encore la confusion entre les crevettes et les langoustines.

Une charge virulente contre la pêche.

Tout au long du livre, même dans les chapitres qui ne sont pas consacrés à la pêche, il ne peut s'empêcher de revenir sur le rôle négatif et destructeur de la pêche. Il n'attaque pas seulement la surpêche mais des pratiques millénaires. Ainsi il considère que la pêche est la principale responsable de la mortalité des oiseaux marins. Il cite d'ailleurs un cas étonnant de pêche à la palangre où les hameçons ont accroché, grâce aux appâts, bien plus d'oiseaux que de poissons. Il en tire la conclusion que la palangre est un engin à proscrire. Si les cas qu'il cite sont tout à fait réels, son analyse est uniquement à charge, car il pourrait aussi indiquer que la pêche a favorisé le développement de certaines espèces d'oiseaux attirés par les rejets des bateaux de pêche (*poissons et résidus de l'étrépage*). Callum Roberts remet également en cause les filets, qu'ils soient dérivants ou calés, car ils ont le tort de prendre également des poissons non désirés, des tortues ou des mammifères marins. Il a l'honnêteté d'aller jusqu'au bout de la critique des filets alors que les ONG se sont contentées jusqu'à présent de demander l'interdiction des filets dérivants. Evidemment, il s'acharne contre les engins comme les dragues et chaluts accusés de la destruction des fonds marins et de captures accessoires qui génèrent des rejets. Pour lui, tout atteinte à l'intégrité des fonds marins est nécessairement négative alors que, suivant les milieux touchés, les effets sont très différents. S'il y a des effets négatifs, il y a aussi des effets positifs pour la pêche et, certaines espèces, comme le montrent des études récentes sur l'impact du chalut sur la production de poisson⁽²⁾.

Par ailleurs, les pêcheurs ont depuis longtemps constaté qu'après de fortes tempêtes, les pêches étaient plus fructueuses, car les fonds remués avaient mis plus de nourriture à la disposition des espèces démersales. Les sennes sont aussi largement critiquées du fait des risques de captures accessoires sauf pour les sardines, l'anchois et les harengs.

Une vision idéalisée de la mer sans l'homme.

C. Roberts est, à juste titre, fasciné par la beauté des coraux, la richesse de la biodiversité marine, la productivité des milieux marins peu impactés par les activités humaines. Nul ne niera que

⁽¹⁾ Callum Roberts. *Océans, la grande alarme*, éd Flammarion, 2013, 490

⁽²⁾ P. Daniel van Dederen, Tobias van Kooten et Adriaan D. Rijndorp. *When does fishing lead to more fish ? Community consequences of bottom trawl fisheries in demersal food webs. Proceedings of the Royal Society B : Biological Sciences. Sept 2013*

PÊCHEURS SORTEZ VOS CANNES... suite

les océans étaient plus riches avant que diverses activités humaines, comme la pêche, ne viennent les transformer de diverses manières. Il en était de même des espaces continentaux avant que des milliards d'hommes ne viennent les transformer pour assurer leur existence. Mais pour renforcer sa charge contre la pêche, l'auteur en vient à oublier certaines réalités comme la variabilité dans le temps de la productivité des océans, en fonction des modifications environnementales tout à fait indépendantes de l'action humaine. Il va jusqu'à écrire que « *dans le passé, ils (les pêcheurs) étaient au moins sûrs de faire bonne pêche* ». Ce fut loin d'être toujours le cas, avant même l'intensification de la pêche, puisque, tout au long de l'histoire de la pêche à la morue à Terre Neuve, il y eut des périodes, parfois longues, où la morue avait déserté ses zones habituelles. L'histoire des pêches sardinières est marquée par de longues décennies de disparitions des bancs de sardines qui ont entraîné une misère effroyable pour les pêcheurs bretons. Aujourd'hui encore, les stocks d'anchois dans le Golfe de Gascogne ou au large du Pérou varient considérablement en fonction des conditions environnementales. Un film comme « *The Silver of the Sea* »^[3] décrit avec finesse l'attente angoissée des macareux en Norvège. Si les bancs de harengs n'arrivent pas, leurs poussins vont mourir, et cela arrive fréquemment. Bien sûr, cette variabilité est aggravée par la surpêche, mais, indépendamment de celle-ci, les stocks de poissons varient considérablement et cela rend d'ailleurs très difficile, et aléatoire, une gestion scientifique de la pêche.

Même un phénomène comme la pollution est plus complexe qu'on l'imagine puisque des chercheurs viennent de découvrir^[4] que la pollution des animaux marins par le mercure est pour une bonne part liée à des processus naturels et aux conditions environnementales. La mer n'est donc pas toujours l'Eden dont on rêve.

L'idéal de la Wilderness marine.

Si Callum Roberts s'inquiète pour l'avenir, à cause de la forte pression démographique et des bouleversements de l'environnement, il ne fait pas partie de ces biologistes ultraréactionnaires, comme Garret Hardin, qui souhaite une extermination, par la famine ou les maladies, de milliards de pauvres pour sauver la biodiversité.^[5] Roberts est un vrai humaniste qui s'inquiète, à juste titre, de la dégradation de l'environnement et veut éviter le malheur à l'humanité. Cependant sa vision du monde est profondément marquée par le souci de préserver et promouvoir la « Wilderness » sur les océans, d'écarter l'homme du maximum d'espaces marins. Il semble regretter que les hommes aient transformé la nature pour assurer leur subsistance parce qu'une forêt primaire est plus riche en biodiversité qu'un pâturage ou un champ de blé : « Le fait est que les herbages offrent moins de moyen de subsistance que les bois... »^[6] S'il a du mal à admettre que l'agriculture ait pu modifier la nature pour répondre aux besoins des hommes, on comprend qu'il ne puisse accepter que les pêcheurs transforment le milieu marin en appauvrissant sa biodiversité, certes, mais pour répondre à leurs besoins du moment. De ce point de vue, les océans sont d'ailleurs bien moins altérés que les milieux terrestres et la pression sur la biodiversité marine est bien inférieure à celle qui s'exerce sur les continents ; ceci ne justifie pas bien sûr de poursuivre l'exploitation des mers sans prendre en compte cette biodiversité.

C. Roberts propose ainsi de mettre en réserves intégrales 35% des océans. L'objectif de 10%, fixé par l'ONU, ne peut être qu'une étape. Il assure évidemment que ces réserves permettront d'accroître les ressources disponibles pour les pêcheurs. Cela est parfois vrai et les pêcheurs eux-mêmes ont mis en place des réserves dans ce but. Mais les réserves marines sont loin d'avoir toujours des effets sociaux positifs, contrairement à ce que prétendent Roberts et de nombreux biologistes, d'abord intéressés par la biodiversité. Tarik Dahou, un chercheur de l'IRD, le constate : « *La création d'une AMP (aire marine protégée) se fait le plus souvent sans tenir compte des usages locaux d'exploitation du milieu marin, et en se focalisant uniquement sur la conservation. De plus, il y a un déficit de compensation économique pour les secteurs les plus touchés par les mesures de protection, en particulier, les pêcheurs artisanaux* ». Il poursuit : « *Si l'on exclut la pêche d'une zone protégée, les exploitants artisanaux sont doublement perdants face aux armateurs plus importants, qui ont les moyens de partir au large, et aux promoteurs de l'écotourisme qui vont profiter des effets de la conservation* »^[6]

^[3] Are Pilskog, *The Silver of the Sea*, documentaire de 30 mn, 2012, Norvège.

^[4] In *Sciences au Sud - le journal de l'IRD*, N° 72, nov/déc 2013, Pollution au mercure, plus naturelle que prévue...

^[5] Fabien Locher, *Les pâturages de la guerre froide : Garrett Hardin et la Tragédie des communs*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013/1 n°60-1, p.7-36.

^[6] C. Roberts, *op. cit.* p 312.

^[7] in *Sciences au Sud. Le journal de l'IRD*, n°71, sept/oct 2013. Mieux prendre en compte les acteurs locaux

De curieuses indulgences

Certains chapitres du livre contiennent de curieux passages qui paraissent dédouaner les grandes entreprises polluantes de leurs responsabilités. Mieux même, l'auteur vante parfois leur action. Ainsi, à propos des compagnies pétrolières : « *On diabolise facilement ces compagnies, mais les principaux responsables de la pollution des mers ne sont pas les déversements accidentels des pétroliers, ni les forages pratiqués avec négligence : ce sont les gens comme vous et moi* », et il poursuit : « *le pétrole a valu quelques bienfaits à la flore et à la faune marine. Les effets délétères des marées noires ont contribué à la création de quelques-uns des premiers parcs marins, de même que l'exploitation des forêts avait encouragé celle des parcs nationaux au XIX^e siècle* ». ⁽⁸⁾

Le chapitre sur la pollution chimique se conclut ainsi : « *Il est facile de s'indigner de l'ubiquité de la pollution chimique et de se répandre en injures contre la rapacité des firmes qui colportent ces produits, mais c'est oublier les milliers, peut-être les millions, de vies qu'ils sauvent* ». Il y a une part de vérité dans ce constat, mais cela signifie clairement qu'un représentant du WWF ne va pas se répandre en injures contre la rapacité des multinationales de la chimie ou du pétrole. Le WWF, comme beaucoup d'ONGE, a trop besoin des gros financements de ces multinationales pour financer leurs parcs, leurs campagnes sur la pêche, leur bureaucratie et souvent, le train de vie de leurs dirigeants. Les pêcheurs, par contre, n'ont pas le droit à ces considérations positives, ils ne sont que des ravageurs et ils n'ont même pas l'excuse de faire vivre des millions de gens, à la différence des multinationales de la chimie et du pétrole. Contre eux, tout est uniquement à charge, curieuse distorsion...

Une vision libérale de la conservation.

Comme beaucoup d'ONGE, C. Roberts est un fervent partisan d'une privatisation des ressources halieutiques pour assurer leur durabilité. Il propose ainsi une adjudication des droits de pêche au plus offrant. On peut facilement imaginer qui en bénéficiera. La pêche et la conservation passeront sous le contrôle des milliardaires, financeurs des environnementalistes qui seront aussi leurs conseillers, ils iront même jusqu'à acheter des droits de pêche pour que la pêche disparaisse de certaines zones, comme c'est déjà le cas parfois aux Etats-Unis. George Holmes, dans un récent article a bien analysé ce phénomène et les liaisons entre grandes entreprises, fondations et ONGE pour la défense de la biodiversité. De cette manière, la défense de la biodiversité vient conforter le capitalisme libéral ⁽⁹⁾, marginalisant totalement les pêcheurs, au point de les condamner à une quasi-disparition.

Vive la pêche à la ligne.

S'il ne préconise pas une interdiction immédiate des méthodes de pêche qu'il juge destructrices, ses propositions finales aboutissent à la programmation de cette interdiction. Il faut ici citer C. Roberts dans ses conseils au consommateur. « *Choisissez des animaux capturés avec le minimum de dégâts pour l'environnement. Les espèces « attrapées à la main », « pêchées à la ligne » (attention, cela peut vouloir dire à la palangre), « à la canne » ou « à la nasse » sont généralement recommandables. Evitez ce qui a été pêché au chalut, à l'aide de dragues, de filets maillants, de palangres ou de filets dérivants. Pour aboutir à ses objectifs, il aurait dû ajouter qu'à la main, à la ligne ou au casier, on peut très bien réduire à néant des stocks de coquillages ou de poissons.*

Les dérives d'une réflexion salutaire.

Avec « *Océans* », C. Roberts nous offre une analyse alarmante et salutaire de l'état actuel et futur de nos mers et de nos ressources marines. On voit pourtant clairement les dérives qu'entraînent ses analyses et surtout ses propositions. La pêche constitue pour lui la pire des menaces, alors que les multinationales de la chimie et du pétrole compensent leurs destructions par des éléments positifs. Il est certain que les pêcheurs doivent tenir compte de leur impact sur la biodiversité. Beaucoup en sont d'ailleurs conscients et ils sont souvent les premiers à se mobiliser lorsque les milieux côtiers et marins sont menacés. Ils sont également soucieux de changer leurs pratiques lorsqu'elles mettent en péril des ressources vitales pour leur avenir. Mais C. Roberts ne se contente pas de cela, il rêve du retour à un Eden océanique où des pêcheurs à la ligne viendraient parfois capturer quelques poissons. Pour lui, ils seraient plus nombreux qu'aujourd'hui ; peut-être, mais avant que cela se produise, la majorité des pêcheurs actuels auraient été sacrifiés au nom de la protection de la biodiversité. Même avec des lignes et quelques sennes pour les pélagiques, les pêcheurs du Sénégal sont déjà trop nombreux pour

⁽⁸⁾ C. Roberts. *op. cit.* p 195-196.

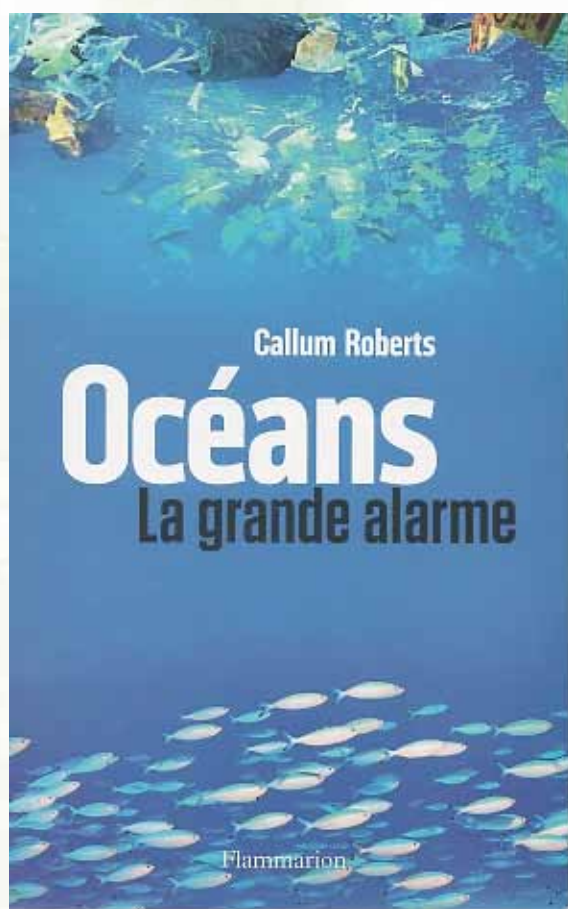
⁽⁹⁾ George Holmes. *Biodiversity for billionaires : Capitalism, Conservation and the role of Philanthropy in saving/selling nature. Development and Change*, 43(1), 2012.

⁽¹⁰⁾ cf les propositions de Bloom comme alternative au chalut pour la pêche de grands fonds. La revue FuturWest est éditée par le Groupe FUTUROUEST www.futuroouest.com

PÊCHEURS SORTEZ VOS CANNES... suite

les ressources existantes, ce qui justifie leur opposition à l'intervention de chalutiers étrangers. Les réalités de la pêche sont différentes selon les lieux et sont le produit d'une histoire. C'est en fonction de ces réalités et non en fonction d'une vision idéalisée du futur possible que les adaptations doivent être conçues, en prenant en compte les réalités sociales comme l'état de la biodiversité. La senne, que préconise C. Roberts pour la pêche à la sardine, était critiquée par les pêcheurs bretons partisans du filet maillant. Aujourd'hui, seule subsiste, cette pêche à la bolinche avec une vingtaine de bateaux, le retour au filet maillant est impossible et de plus il poserait le problème des dauphins friands de sardines dans ces filets. Le chalut et la drague ont un impact sur les fonds, mais il est variable suivant la nature de ces fonds, une condamnation généralisée déstabiliserait totalement l'économie fragile des zones côtières au profit d'autres activités qui seraient sans doute aussi dangereuses pour la biodiversité. Il faut donc analyser les situations au cas par cas et travailler avec les pêcheurs pour améliorer leurs pratiques, voire changer d'engin si cela leur est possible. Mais les pêcheurs se méfient des solutions simplistes prônées par de nombreux écologistes ; beaucoup leur conseillent aujourd'hui d'utiliser les palangres au lieu du chalut ⁽¹⁰⁾, mais quand ils auront lu Callum Roberts, ils les dénonceront sans doute parce que les palangres capturent aussi des oiseaux et des requins. Les bons conseillers ne sont jamais les payeurs. Les pêcheurs risquent à l'avenir d'avoir à faire face à de redoutables campagnes qui ne manqueront pas de financements.

Alain LE SANN
Janvier 2014



⁽¹⁰⁾ cf les propositions de Bloom comme alternative au chalut pour la pêche de grands fonds.

1. Les limites du paradigme scientifique dominant

par Nikos Vlantis

Résumé

Dans cet article, on aborde l'antinomie entre le progrès scientifique actuel impressionnant et la crise sévère du monde occidental. On constate l'absence d'un fil conducteur entre la science et la société. En se basant sur la théorie de Thomas Khun sur les révolutions scientifiques, qu'elles créent des paradigmes qui canonisent le progrès scientifique, on fait valoir que la révolution scientifique des XVIe et XVIIe siècles a façonné le paradigme scientifique dominant de la modernité, une vision du monde mécaniste et finie. Il promut la révolution industrielle et influence encore notre regard scientifique actuel, imprègne notre quotidien. Par conséquent, tout progrès scientifique qui met ce paradigme en doute (par exemple la physique quantique) se limite automatiquement au niveau de la science théorique, son potentiel à influencer notre approche scientifique globale n'est pas exploité. Aujourd'hui, on peut même constater que les paradigmes scientifiques sont souvent soutenus par des intérêts économiques qui créent. En absence d'un dialogue scientifique créatif, le public a souvent l'impression que la science courante s'impose dogmatiquement par le fonctionnement du marché, en servant le paradigme scientifique dominant, ajoutant à la résurgence de toutes sortes d'obscurantismes et de pseudosciences.

1. Introduction

Examinons l'état du monde actuel. D'un côté, il y a un progrès scientifique impressionnant.^[11] D'autre côté, le monde occidental s'enfonce dans une crise politique et économique sévère. Pourquoi la science ne peut-elle pas nous aider à surpasser la crise ? Comment pourrait-on se profiter du progrès scientifique courant, afin de promouvoir également le progrès économique et social ? Nous n'avons jamais eu autant de connaissances objectives sur notre Univers, et en même temps une résurgence si forte des obscurantismes de tous ordres (*religions, sectes, créationnisme, écologisme, etc.*). Malgré les avancées scientifiques importantes, on constate qu'on est menacés aujourd'hui de toutes formes de dogmatisme. Dans cet article, on va aborder ces antinomies. Notre hypothèse est la suivante : dans un moment donné, le fil conducteur entre la science et la société a été coupé. On va dérouler l'histoire du fondement de la science moderne, pour découvrir quand ça se passa.

2. La révolution scientifique

Notre monde est fondé au progrès scientifique. La modernité naquit à cause de la révolution scientifique de XVI et XVII siècles. Jusqu'à la fin du Moyen Age, la notion de la science avait un sens complètement différent qu'aujourd'hui. La vision du monde dominante était une fusion de la métaphysique chrétienne et de la philosophie aristotélicienne. L'homme croyait que la Terre était le centre de l'Univers. La philosophie naturelle se dérivait de la Physique d'Aristote.^[12] La méthodologie scientifique appliquée était la logique aristotélicienne.^[13] Les scientifiques étaient plutôt des érudits que des chercheurs. En utilisant la logique et la dialectique aristotélicienne,^[14] ils abordaient principalement de problèmes théologiques, essayant de réconcilier la science et la parole de Dieu.^[15] La science médiévale et la vision du monde sur laquelle elle était fondée reflétait à la société médiévale, théocratique et féodale. Cependant, la philosophie naturelle et les fondations scientifiques de cette

^[11] Voir par exemple la physique théorique actuelle, et sa démarche fascinante d'expliquer l'Univers en explorant le microcosme des particules élémentaires.

^[12] Grant, E., 2007 : p.146-148.

^[13] En bref, il s'agit de la méthode avec laquelle on crée des catégorisations des choses et des notions (des propositions affirmatives ou négatives), et ensuite on compare ses catégorisations afin de créer des déductions logiques. Voir Aristote, *Catégories et De l'Interprétation. Organon I et II* [Traduction : Jules Tricot, 2000].

^[14] Sur la dialectique d'Aristote, voir Aristote, *Topiques, Organon V* [Traduction : Jules Tricot, 1997].

^[15] Voir Le Van Baumer, Franklin [1978], p.46-70, des extraits des textes originales de la philosophie et de la cosmologie médiévale.

société ont été mises en doute pendant la révolution scientifique de XVIe et XVIIe siècles, ^[16] ouvrant le chemin pour l'invention de la modernité, de la société moderne, démocratique et capitaliste.

En 1543, Nicolas COPERNIC, publia son essai *Sur les révolutions des orbés célestes*. ^[17] Il renonça la théorie géocentrique, sur laquelle était basée l'astronomie de Ptolémée, ^[18] largement utilisée jusque-là par les astronomes. Copernic décrivit un modèle héliocentrique, que les planètes tournaient autour du Soleil. Il présenta sa théorie comme hypothèse fondatrice, en proposant qu'elle fût testée comme système mathématique de calculs astronomiques. Bien que prouvée au niveau astronomique et mathématique, son hypothèse héliocentrique ne créait pas une cosmologie concrète. Pourtant, sa contribution scientifique a marqué la naissance d'une nouvelle philosophie naturelle et d'une nouvelle vision du monde, qui a progressivement remplacé celle du Moyen Âge.

Johannes KEPLER ^[19] a testé le système des calculs astronomiques de Copernic et il a montré que son hypothèse principale était (au moins) efficace à produire des résultats satisfaisants sur le calcul de la position des planètes. Il a également proposé de nouvelles lois du mouvement planétaire. Il a soutenu que les planètes tournaient autour du Soleil en orbites elliptiques. Selon lui, c'était le Soleil qui provoquait la force de leur mouvement (dans son *Astronomie Nouvelle de 1609, il l'a prouvé pour la planète Mars*). Ensuite, Galileo Galilei, dans son *Dialogue sur les deux principales systèmes mondiales de Ptolémée et du Copernic (1632)*, a plaidé en faveur du système copernicien, en affirmant que la Terre tournait autour de son axe. ^[20]

Isaac NEWTON, ^[21] dans son œuvre *Principes mathématiques de la philosophie naturelle (1687)*, proposa les lois fondamentales du mouvement planétaire, et il fournit à la nouvelle vision du monde élaborée par COPERNIC, KEPLER et GALILÉE une base mathématique cohérente et concrète, introduisant un nouveau paradigme scientifique. Il inventa une explication rationnelle et mathématique des forces gravitationnelles, la « loi de l'attraction universelle ». ^[22] Selon NEWTON, nous sommes tirés à la Terre car elle nous attire à sa surface, ayant une masse considérablement plus grande que la notre. De même, les planètes tournent autour du Soleil car ce sont des sphères de masse qui se déplacent en orbites elliptiques à cause des forces centripètes exercées à elles par le Soleil, la plus grande sphère dans notre système planétaire.

Mais d'où vient cette force? Comment est-elle transmise? Pourquoi est-elle invisible? Si vous exercez une force dans un objet, en le tirant, la cause de cette force est visible (*votre main*). Lorsque nous sommes attirés vers le centre de la Terre, la cause de la force reste invisible: Nous ne voyons rien ni personne qui l'exerce. Même si les équations de Newton expliquaient d'une manière satisfaisante les phénomènes mécaniques, la source de la gravité restait obscure. ^[23] En tout cas, au XVIIe siècle, grâce à sa théorie, la nouvelle vision du monde se concrétisa.

En cette époque, il y a eu également un progrès substantiel au niveau de la méthodologie scientifique. Francis Bacon, dans une série de livres et surtout dans son célèbre *Novum Organum (1620)*, ^[24] a fait valoir qu'on devrait faire des expériences pour recueillir des données et ensuite analyser les données afin d'induire une théorie qui les explique d'une manière rationnelle et cohésive. René Descartes, dans son *Discours sur la Méthode (1637)* ^[25], a proposé un changement de la méthode scientifique d'investigation de la preuve logique aristotélicienne ^[26] vers la preuve mathématique. Les

^[16] Voir Applebaum, Wilbur (édit.) 2000 et Applebaum, Wilbur 2005.

^[17] Sur la contribution scientifique de Copernic : Applebaum, Wilbur (édit.) 2000, p.248-263, Applebaum, Wilbur 2005, p.24-27,136-138.

^[18] Sur l'astronomie de Ptolémée, voir Applebaum, Wilbur 2005, p.20-22.

^[19] Applebaum, Wilbur (édit.) 2000, p.533-542 et Applebaum, Wilbur 2005, p.31-33,152-155.

^[20] Applebaum (édit.) 2000, p.383-392 et Applebaum 2005, p.33-35,141-145.

^[21] Christianson, Gale E. 1996. Applebaum (édit.) 2000, p.711-721 et Applebaum 2005, p.59-61,155-160.

^[22] Selon cette loi, deux corps dans l'univers s'attirent avec une force proportionnelle à leur masse et inversement proportionnelle au carré de leur distance, Applebaum 2005, p.61.

^[23] Newton a expliqué la cause de la gravité à l'aide d'une notion qui était populaire à son époque, depuis que la physique aristotélicienne était la règle. Il s'agit de l'élément cinquième, l'éther. Selon lui, la gravité était une force transmise par ce moyen subtil, formant une « corde invisible » entre les deux objets où la force d'attraction était exercée. Voir Applebaum, Wilbur (édit.) 2000, p.336.

^[24] Applebaum (édit.) 2000, p.102-111 et Applebaum 2005, p.89-90,131-133.

^[25] Re-Édition 2013. Sur l'œuvre de Descartes, voir aussi : Applebaum (édit.) 2000, p.287-293 et Applebaum 2005, p.48-49,138-141.

^[26] Selon la méthode aristotélicienne, le scientifique crée des déductions en tirant de son expérience, afin de confirmer de lois universellement acceptées (Aristote, *Catégories* et *De l'Interprétation. Organon I et II (op.cit.)*), les mathématiques étant exclues de la philosophie naturelle (Grant, E. (op.cit.) : p.43).

idées des deux scientifiques et philosophes ont ouvert la voie pour la nouvelle méthodologie scientifique, qui est toujours dominante. Il s'agit de la méthode qui comprend l'expérience scientifique pour recueillir des données objectives, la modélisation mathématique pour les évaluer et la formulation d'une théorie pour les expliquer. Elle fut globalement acceptée. Elle a commencé à être appliquée à grande échelle afin d'atteindre de nouvelles connaissances dans les divers domaines scientifiques.

Au XVIII^e siècle, la philosophie a réagi, s'adaptant à la nouvelle vision du monde explorée par la science. L'enquête de nouvelles connaissances, l'éloge de la science et de la rationalité, la condamnation de préjugés religieux, l'idéalisation de la condition naturelle de l'homme, et les aspirations utopiques d'une nouvelle société de liberté et d'égalité caractérisent les Lumières.^[27] Depuis, éclata la révolution industrielle.^[28] La nouvelle vision du monde, le nouveau paradigme d'un univers matérialiste et mécanique se réalisa. On n'y ajouta que la notion de la finitude des ressources naturelles : selon le concept de l'entropie inventé par Rudolf Clausius en 1865,^[29] pendant chaque processus de transformation d'énergie il y aura toujours une perte irréversible d'énergie sous forme de chaleur. Le progrès de la thermodynamique facilita la découverte du moteur à vapeur qui fonctionnait en ces principes d'entropie. Son application à grande échelle dans l'industrie et dans les chemins de fer changea le monde du XIX^e siècle.

Une nouvelle société naquit dans un rythme effréné, grâce à l'industrialisation, l'urbanisation, l'avancement du commerce et de l'économie des marchés financières. Des lignes ferroviaires se pavèrent, les usines produisaient de nouveaux produits, l'urbanisation se généralisait, les idées démocratiques gagnaient l'attention du monde, l'économie des marchés financières devenait dominante.

Les sciences prospéraient. Il y avait un progrès constant dans la biologie, la géologie, la physique, la médecine, la chimie, etc., possible grâce à l'expérimentation et l'application des mathématiques. En 1861-62, James Clerk MAXWELL a proposé les lois de l'électromagnétisme (*en mettant partiellement en question l'applicabilité universelle des lois de Newton*).^[30] Depuis, l'invention de l'électricité provoqua une deuxième révolution industrielle, qui dura jusqu'en 1970.^[31] Les scientifiques du XIX^e siècle, et plutôt les physiciens croyaient que la science avait expliqué l'Univers.^[32]

L'homme était en train de transformer le monde en fonction de ses rêves et ses idées utopiques, grâce à la science et la technologie. La société moderne était fondée. À l'exception de la technologie numérique, les villes de cette fin de siècle glorieuse ne différaient pas beaucoup de villes contemporaines : les caractéristiques sociales, économiques, les structures spatiales et les infrastructures techniques étaient les mêmes.

3. La deuxième révolution scientifique inaperçue

Dès le début du XX^e siècle, la vision du monde mécanique et le paradigme dominant scientifique a été mis en question par de nouvelles découvertes scientifiques.

En 1900, Max PLANCK,^[33] à travers l'expérience du rayonnement du corps noir (*un corps qui rayonne de chaleur thermique*) a réussi à mesurer ses émissions d'énergie et il a prouvé que l'énergie a été transmise en « packs » (*qui seraient appelé « quanta »*), sous la forme d'ondes électromagnétiques. C'était un résultat surprenant. Jusque-là, il a été pris pour acquis que le flux d'énergie serait constant (*équivalent à l'eau courante du robinet*).

En 1905, Albert EINSTEIN^[34] a prouvé la relativité restreinte, que la matière et l'énergie sont équivalentes.^[35] La physique newtonienne revendiquait qu'un objet qui ne bougeait pas n'avait pas

^[27] Voir par exemple l'anthologie par Marianne Gæury *Les Lumières : L'invention de l'esprit critique (2007)*, qui regroupe par thèmes de texte des plus grands penseurs et écrivains du Siècle des Lumières.

^[28] Sur la révolution industrielle, voir Ashton, Thomas, *Southcliffe 1997*, un texte de référence sur le sujet.

^[29] Klein, Sanford and Nellis, Gregory, 2012, p.240.

^[30] La théorie de James Clerk Maxwell sur l'électromagnétisme est présentée dans l'ouvrage Rothwell Edward J. and Cloud J. Michael, 2001 : p.19-112.

^[31] Voir Hennessey Roger A.S., 1972.

^[32] En 1900, le physicien William Thomson (Baron Kelvin), dans son discours à l'Association Britannique pour l'Avancement de la Science avait dit : « Il n'y a rien de nouveau à la physique. Tout qui reste n'est que des mesures plus précises », Morsch, Oliver 2008, p.5.

^[33] Al-Khalili, Jim, 2004 : p. 30-39.

^[34] Sur la relativité restreinte, voir Strobel, Nick, 2010.

^[35] Il s'agit de la fameuse équation $E=mc^2$.

du tout d'énergie. Cela était faux. Selon EINSTEIN, un objet, même s'il est stable, contient une énorme quantité d'énergie. L'hypothèse newtonienne principale de l'inertie a été mise en cause. Einstein a prouvé également que même la lumière est composée de matière, des particules minuscules, des « *quanta de lumière* » qui seraient nommées des « *photons* ». ^[36]

En 1916, il a également proposé la théorie de la relativité générale, ^[37] en appliquant la relativité restreinte à la gravité. Selon cette théorie, le temps et l'espace sont de notions relatives. À la proximité des planètes, l'espace courbe et le temps se relativise, devenant dépendant de l'observateur. La gravité fut abordée par Einstein comme caractéristique de la lumière. La Terre ne tourne pas autour du Soleil parce qu'elle est une sphère de masse attirée par la force centrifuge. Elle est une masse de lumière qui se déplace en orbite elliptique, parce que la lumière suit toujours l'orbite la plus courte (*parabolique*). ^[38]

La vision du monde newtonienne, des sphères de masse tournantes en harmonie autour du Soleil a été fortement questionnée par les découvertes d'EINSTEIN, de la même manière que, quelques siècles avant, COPERNIC avait douté le modèle géocentrique.

En 1924, Louis DE BROGLIE ^[39] prouva mathématiquement la dualité onde-corpuscule. Il fit valoir que chaque particule présente simultanément des propriétés d'onde et de particule. La longueur d'onde d'une particule est inversement proportionnelle à son élan, la fréquence de son ondulation étant directement proportionnelle à son énergie cinétique. Cela signifie que même un corps relativement grand (*un corps humain, par exemple*) ondule, mais d'une longueur qui n'est pas perceptible par nos sens. En 1927, l'expérience de Davisson-Germer a confirmé l'hypothèse de DE BROGLIE sur la dualité onde-corpuscule au niveau des électrons. ^[40]

Cette dualité avait été déjà prouvée comme caractéristique de la lumière dès 1801 par l'expérience des doubles fentes : ^[41] une source de lumière passe à travers une plaque avec deux fentes parallèles, qui donne à un écran. On constate sur l'écran des bandes claires et sombres parallèles : il s'agit d'ondes lumineuses qui interfèrent en frappant les fentes (*se superposant l'une l'autre*). En même temps, la lumière se trouve toujours absorbée sur l'écran, une caractéristique de particules de matière. En 1961, cette expérience a été menée avec des électrons. Le résultat était le même, les électrons suivaient la dualité onde-corpuscule. Quand même, il a eu une surprise étonnante : dès que les scientifiques mirent des détecteurs d'électrons à côté des fentes, afin de définir à partir de laquelle fente chaque électron passait, le motif d'interférence ondulatoire affaiblit, les électrons ne réagissaient plus comme des ondes, mais plutôt comme des particules.

Pourquoi la présence de détecteurs a influencé l'expérience ? Afin d'être détectés, les électrons ont dû interagir avec des photons. Cette interaction a changé leur cours. En tout cas, il s'agissait d'une constatation étonnante et imprévue : une expérience scientifique au niveau du microcosme des particules élémentaires n'était pas objective, comme revendiquait toujours la méthodologie dominante, dérivée de la pensée de Bacon et de Descartes. Son résultat se dépendait de la présence d'un observateur.

En conclusion, déjà aux premières décennies du XXe siècle, le paradigme scientifique dominant a été mis en cause. La vision du monde newtonienne a été questionnée par les découvertes de Planck, Einstein et de Broglie, la méthodologie courante a été prouvée inefficace au niveau du microcosme.

^[36] Al-Khalili (*op.cit.*) : p.43-44.

^[37] Sur la relativité générale, voir Strobel Nick (*op.cit.*).

^[38] La relativité générale est un système d'équations mathématiques et une théorie qui explique la cause de la gravité, mais pas d'une manière totalement satisfaisante. Elle est efficace plutôt à expliquer les phénomènes qui se produisent habituellement dans des conditions où la vitesse d'objets atteint la vitesse de la lumière, dans lesquelles les équations de Newton ne fournissent pas des résultats satisfaisants.

^[39] Al-Khalili (*op.cit.*) : p.47-51.

^[40] Les deux scientifiques dirigeaient un faisceau d'électrons à la surface d'une pièce de nickel, et ils ont observé la diffraction des électrons, un caractère des ondes et pas des particules. Cette découverte accidentelle de Davisson et de Germer de la diffraction des électrons fut la première preuve confirmant l'hypothèse de de Broglie, que les particules disposent aussi les propriétés des ondes. Voir l'article que Clinton Joseph Davisson a publié en Janvier 1928 décrivant l'expérience : « The Diffraction of Electrons by a Crystal of Nickel ». *Bell System Technical Journal* : 90-105.

^[41] Sur les différentes versions de l'expérience des doubles fentes, voir Al-Khalili (*op.cit.*) : p.13-19,24-25.

4. L'influence restrictive du paradigme scientifique dominant

Dans son essai «*La structure des révolutions scientifiques*»,^[42] Thomas KUHN fait valoir que la science avance par l'imposition des paradigmes. Un paradigme scientifique contient un concept principal, une vision du monde nouvelle, une théorie qui promet la résolution des anomalies scientifiques. Ainsi, dès qu'un paradigme est imposé, il dirige et normalise la recherche et les expériences scientifiques vers une certaine voie, qui est liée à sa canonisation.

La révolution scientifique fournit un paradigme scientifique global, au niveau de vision du monde et de méthodologie, qui a dirigé le progrès scientifique, technologique et social. Les technologies qui ont révolutionné le monde occidental étaient basées sur ce paradigme scientifique. Les intérêts économiques investirent des sommes énormes à leur application et à leur imposition.

Quand le paradigme fut questionné par la science, ce n'était plus possible de le questionner au niveau politique, ni social. La modernité s'était déjà concrétisée. Par conséquence, le fil conducteur entre la science et la société se coupa. Le progrès scientifique ne dirigea plus le progrès social. La nouvelle science fut classée au niveau de la «*théorie*», elle a été caractérisée «*physique théorique*», même si jusqu'à ce moment la physique était liée aux applications technologiques, à la découverte et le façonnement du monde. La nouvelle science ne changerait pas le monde, même si elle mettait en doute nos fondations scientifiques, sur lesquelles sont basées également nos institutions politiques, économiques et sociales.

5. Les controverses créées par les paradigmes actuels

Les intérêts économiques s'approprient de paradigmes scientifiques spécialisés qui dérivent du paradigme global dominant, en créant d'économies d'échelle qui entravent le progrès scientifique. Par exemple, le phénomène de serre comme explication dominante du réchauffement climatique et de la déstabilisation du climat a été accepté comme paradigme scientifique. Notamment, ce sont créées d'intérêts économiques liées à son imposition, qui se profitent du commerce d'émissions des gaz à effet de serre entre des pays et des entreprises de la planète.^[43] La recherche scientifique sur le sujet fut canonisée et spécialisée. Par conséquence, les «*climato-sceptiques*» n'arrivent pas même à publier leurs articles ou les résultats de leurs recherches aux revues scientifiques qui suivent le paradigme dominant : selon leurs jurys, il s'agit, bien évidemment, de pseudoscience.^[44] Il n'y a plus un vrai dialogue scientifique qu'un conflit entre la science imposée et la pseudoscience, les informés et les superstitieux, les spécialistes et les non-spécialistes.

En absence d'un nouveau paradigme global, la science s'impose souvent dogmatiquement à l'opinion publique, en créant des controverses.^[45] Ainsi les pseudosciences, les obscurantismes de toutes sortes deviennent populaires en parallèle au progrès scientifique impressionnant, en exploitant le fait que le public désinformé souvent se méfie de la science. Il nous faut un nouveau paradigme scientifique global, pour créer à nouveau un fil conducteur entre la science et la société.

6. Références

- Antes, Ralf (edit.), Hansjürgens, Bernd (edit.), Letmathe, Peter (edit.) and Pickl, Stefan (edit.). *Emissions Trading : Institutional Design, Decision Making and Corporate Strategies*. Heidelberg : Springer, 2011.
- Applebaum, Wilbur. *The Scientific Revolution and the Foundations of Modern Science [Greenwood Guides to Historical Events 1500-1900]*. Westport, Connecticut - London : Greenwood Press, 2005.
- Applebaum, Wilbur (edit.). *Encyclopedia of the Scientific Revolution from Copernicus to*

^[42] Traduction française par Laure Meyer, 2008.

^[43] Sur le commerce d'émissions, voir Antes, Ralf (edit.) (et. al.), 2011.

^[44] On ne juge pas ici si la théorie du phénomène du serre est vraie ou pas. On constate comment et pourquoi elle s'impose dogmatiquement.

^[45] Voir par exemple Seethaler, Sherry, 2009.

Newton. *New York : Garland Publishing, 2000.*

Aristote. *Catégories et De l'Interprétation. Organon I et II. Traduction : Jules Tricot. Paris : éditions Vrin, 2000.*

- Aristote. *Topiques. Organon V. Traduction : Jules Tricot. Paris : éditions Vrin, 1997.*

Al-Khalili, Jim. *Quantum. A Guide for the Perplexed. Quezon City: Phoenix Publishing House, 2004.*

Ashton, Thomas, Southcliffe. *The industrial revolution 1760-1830. Preface : Pat Hudson. Oxford : Oxford University Press, 1997.*

- Christianson, Gale E. *Isaac Newton and the scientific revolution. Oxford : Oxford University Press, 1996.*

- Davisson, Clinton Joseph. « *The Diffraction of Electrons by a Crystal of Nickel* ». *Bell System Technical Journal* : 90-105, 1/1928.

- Descartes, René. *Discours de la méthode : Pour bien conduire sa raison, et chercher la vérité dans les sciences. Paris : Libro Philosophie, 2013.*

- Gœury, Marianne (anthologie). *Les Lumières : L'invention de l'esprit critique. Paris : Libro, 2007.*

- Grant, Edward. *A History of Natural Philosophy. From the Ancient World to the Ninetieth Century. Cambridge (MA): Cambridge University Press, 2007.*

Heilbron, John Lewis. *Ernest Rutherford and the Explosion of the Atoms. Oxford : Oxford University Press, 2003.*

- Hennessey Roger A.S., *The Electric Revolution. Newcastle Upon Tyne : Oriol Books, 1972.*

Khun, Thomas. *La structure des révolutions scientifiques. Traduction : Laure Meyer. Paris : Flammarion, 2008.*

- Klein, Sanford and Nellis, Gregory. *Thermodynamics. Cambridge (MA) : Cambridge University Press, 2012.*

- Le Van Baumer, Franklin (edit.). *Main Currents of Western Thought : Readings in Western Europe Intellectual History from the Middle Ages to the Present. New Haven - London : Yale University Press, 1978.*

- Morsch, Oliver. *Quantum Bits and Quantum Secrets : How Quantum Physics is Revolutionizing Codes and Computers. Weinheim : Wiley, 2008.*

- Rothwell Edward J. et Cloud J. Michael. *Electromagnetics. Boca Raton (Florida) - London - New York - Washington D.C. : CRC Press, 2001.*

- Strobel, Nick. « *Chapter 6. Einstein's Relativity* ». In : *Milky Way Astronomy Notes. Columbus : McGraw-Hill, 2010.*

- Seethaler, Sherry. *Lies, Damned Lies and Science : How to Sort Through the Noise Around Global Warming, the Latest Health Claims and Other Scientific Controversies. New Jersey : FT Press Science, 2009.*

Loin d'être une évidence, le passage de l'inerte au vivant constitue encore aujourd'hui l'une des énigmes scientifiques les plus fascinantes.

Quelles sont les pièces manquantes du grand récit de la vie, depuis la formation des éléments chimiques dans l'Univers à la biodiversité observée sur Terre ? La loi de variation/sélection de Darwin était-elle déjà à l'œuvre aux origines du vivant ? De quels moyens conceptuels et techniques la science dispose-t-elle aujourd'hui pour déterminer – voire recréer – les premières formes de vie ? De quels appuis structurels et financiers la recherche sur les origines de la vie bénéficie-t-elle ? La recherche d'une vie extraterrestre est-elle un programme ambitieux ou un discours publicitaire ?

La complexité de ces questions nécessite une approche interdisciplinaire, scientifique mais aussi philosophique. C'est pourquoi un biologiste, un biochimiste, un astrophysicien et un philosophe des sciences se sont réunis pour mener cette enquête sur les origines de la vie. Ensemble ils exposent et évaluent sans concession toutes les pistes envisagées pour expliquer comme la vie est née de la matière inerte.

Patrick FORTERRE (et all.)

***De l'inerte au vivant / Une enquête scientifique et philosophique
La Ville Brûle – 2013 – 225 pages***

Passionnant dialogue entre les quatre intervenants avec des considérations de haut niveau et avec des approches transversales et raisonnées, bien loin des « *altersciences* » de bas de gamme pour ne pas dire d'obscurantisme.

En partant du constat de la forme du système de Sol, les auteurs remarquent qu'on est bien loin de comprendre toute la structure interne de notre étoile ; et le problème est un peu similaire avec les questions sur l'origine de la vie : le problème est assez simple à formaliser, en suivant les lois de la physique, mais les détails de processus qui ont effectivement conduit à la vie le sont beaucoup moins.

L'évolution chimique est l'évolution qui est censée avoir précédé l'évolution biologique darwinienne, cette dernière n'apparaissant qu'avec le vivant. Nous nous intéressons ainsi à la classification conceptuelle de cette évolution chimique, de ses mécanismes de ses articulations avec l'évolution biologique darwinienne. A terme, il serait même possible d'imaginer que l'évolution biologique ne soit, somme toute, qu'un cas particulier d'une théorie de l'évolution bien plus générale.

L'approche par la physique conduit à définir un concept opérationnel pour définir le système de la vie : celle-ci est un modèle moléculaire qui est capable d'autoréplication, d'autocatalyse et d'hétérotrophie. On peut compléter cette définition en précisant que c'est un système très organisé, qui a tendance à réduire localement son entropie (*mesure du degré de désordre d'un système*), autrement dit un système thermodynamique en général non linéaire extrêmement complexe, mais que l'on peut néanmoins étudier sous bien des aspects par l'expérimentation.

Les auteurs s'expliquent aussi à propos de LUCA – Last Unique Common Ancestor. Pour eux, à l'époque de LUCA, grosso modo entre 3,2 et 3,9 milliards d'années, l'évolution biologique avait un tempo plus rapide.

Durant cette période, la vie est apparue, s'est diversifiée, on est passé par les deux âges du Monde à ARN, LUCA et finalement la formation des trois domaines – archées, bactéries et eucaryotes. Puis il y a eu un ralentissement assez spectaculaire, dans le sens où trois mécanismes moléculaires de base se sont figés. L'une des caractéristiques de LUCA est qu'il a été capable de donner naissance à la fois aux archées, aux bactéries et aux eucaryotes. Or, de nos jours les unes ne peuvent se transformer en autres et réciproquement !

Concernant la biologie de synthèse de notre époque, les auteurs sont dubitatifs. Si l'on arrive, grâce à la biologie de synthèse, à fabriquer artificiellement une cellule qui fonctionne avec mille gènes à ARN, on n'aura pas démontré que LUCA avait un génome à ARN, mais nous aurons en revanche des arguments expérimentaux pour dire si c'est possible ou pas, mais rien de plus.

On ne peut pas reconstituer 3,8 milliards d'années de la vie.

Il est vain d'imaginer que la biologie de synthèse va réussir à re-fabriquer la vie telle qu'elle s'est produite et développée pendant près de 4 milliards d'années. Néanmoins, tous les travaux en biologie artificielle sont éminemment intéressants en termes méthodologiques, conceptuels et technologiques.

En définissant la chimie de départ et les conditions plausibles de la Terre de départ – conditions qui seront prochainement de mieux en mieux connues -, il est possible de suivre un chemin prébiotique amenant à une soupe moléculaire auto-organisée, probablement bien plus simple dans ses constituants que l'extrême complexité abiotique de la chimie météoritique. Si l'on arrive à cela, on aura fait un grand pas vers la compréhension de l'origine de la vie, du passage de l'inerte au vivant.

Les échanges qui débutent p.162 portent le titre « *La vie, ailleurs ?* » et détaillent les avancées de connaissances acquises depuis 1995 avec la découverte des exoplanètes.

Les échanges qui débutent p.177, complètent l'approche en s'intitulant « *Pluralité des mondes, pluralités de la vie* ».

Un tableau et un glossaire des pages 203 à 213 sont une aide précieuse pour le lecteur qu'il convient de saluer pour les qualités pédagogiques.

_____ Renvois :

- Jean-Pierre CHANGEUX, *Du vrai, du beau, du bien (neurologie)* – **FuturWest N°32**
- Surendra VERMA, *Le petit livre des grandes idées scientifiques* – **FuturWest N°37**
- Freeman DYSON, *La vie dans l'Univers* – **FuturWest N°40**
- Dennis SHASHA, *Quand la vie remplace le silicium (Bioinformatique)* – **FuturWest N°41**
- Henri ATLAN, *Le vivant post-génomique* – **FuturWest N°41**

PhS

A lire comme on lit un roman policier : comme une analyse complexe mais systématique qui vous entraîne là où vous ne voudriez pas aller. L'argumentaire met aux prises philosophes (Spinoza, Kant, Hegel, Althusser, Derrida, Habermas, Honneth), historiens du monde moderne (Brenner, Meiksins Wood) et du global (Wallerstein, Arrighi, Sassen), Schmitt, Bourdieu et Foucault. Il fait apparaître qu'émerge, derrière notre dos, un Etat-Monde de classe articulé au Système-Monde impérialiste. Une anti-utopie, donc. Une thèse réaliste, qui n'est pas celle d'un Etat mondial.

Ou bien comme on lit un recueil de nouvelles liées les unes aux autres : comme autant de mises en perspective du même sujet. On peut aussi scruter chaque chapitre pour lui-même. Les uns s'adressent aux économistes, d'autres aux sociologues et aux politologues, d'autres encore aux féministes, altermondialistes, théoriciens du discours ou chercheurs du postcolonial, d'autres enfin aux historiens, juristes et géographes. Ils prennent chaque destinataire sur son terrain « scientifique » particulier. En y impliquant chaque fois le philosophe, c'est-à-dire aussi le citoyen.

Il n'y a qu'une seule idée, un seul paradigme : une théorie. Il s'agit bien sûr de transformer le Monde, mais en commençant par le comprendre, là où Marx a en partie échoué. C'est donc aussi une refondation du marxisme qui est proposée.

Jacques BIDET

L'Etat-Monde / Libéralisme, socialisme et communisme à l'échelle globale

PUF – 2011 – 320 pages

Avertissement au lecteur assidu de polar : il ne retrouvera rien de la spécificité du genre dans le livre analysé ici !

Dès l'introduction, l'auteur reconnaît que le sujet est vaste et propose de suivre un fil directeur dans l'ouvrage : dans le contexte mondial étatique, tout comme dans le cadre national, la domination de classe s'exerce à l'interférence critique du « libre marché », cher aux libéralismes, et de « l'organisation concertée », chère aux socialismes. Pour cette raison, la voie de l'émancipation des rapports de classe porte nécessairement le nom de « communisme ».

Le livre est structuré en trois grandes parties : philosophie / sociologie / Histoire.

Voir aussi = <http://actuelmarx.u-paris10.fr>

Le clivage en deux classes tel qu'il était compris par le marxisme classique (*capitalistes/salariés*), pouvait sembler se traduire tout naturellement dans la dichotomie politique entre droite et gauche. Or, la lutte sociale est bien à comprendre comme un affrontement entre deux classes, en l'occurrence la dominante contre la fondamentale. Mais la domination moderne de classe implique deux forces sociales polairement distinctes, sommairement « *la finance* » et « *l'élite* ». Elle doit donc s'interpréter comme un jeu à trois protagonistes, à trois perspectives d'hégémonie ; et cela sur une scène politique qui ne comporte pourtant que deux places, la droite et la gauche. Lesquelles, paradoxalement, ne correspondent pas à la dualité des classes en présence mais à la dualité des pôles de la domination.

Pour l'auteur, l'épicentre de la lutte des classes s'est déplacé et il s'interroge sur les capacités d'acteurs à émerger comme vraie puissance d'émancipation.

Ce sont les mouvements, actions conduites en commun, animées par des syndicats, par des associations plus ou moins durables, par des conseils ou des coordinations éphémères, qui constituent le plus souvent de nos jours l'épicentre mouvant et concret de la lutte de classe. Leur variété tient à un grand nombre de facteurs et de circonstances ; à la complexification du tissu social, sans cesse remodelé par l'évolution technique et par les stratégies auxquelles elle donne lieu : au caractère imprévisible et

surdéterminé des conjonctures qui définissent à un moment donné des points de rupture.

Le concept de « classe » relève d'une ontologie sociale de la structure (*nationale-étatique*). Celui de « race » renvoie à une ontologie du Système-Monde. Mais par contraste avec le vocable de « classe », celui de « race » se réfère à l'ordre ontologique à travers les formes pratico-idéologiques à laquelle celui-ci donne lieu. Alors qu'il y a des classes, il n'y a pas de race. Le concept de classe est une construction théorique. Les « races » sont une construction idéologique, ou encore cryptologique. Le terme désigne ce qui se cache derrière la prétention vulgaire de « race » : un rapport social d'assujettissement relevant du Système-Monde.

Pour JB, ce qui émerge à notre horizon historique c'est « l'ultimodernité » [*Nota = N'est-ce pas prétentieux ?*].

Ultimodernité selon laquelle la tendance historique de la forme moderne de société conduit, à terme, à un Etat-Monde, encore en gestation, impliqué dans les affres du Système-Monde impérialiste. C'est parce qu'il en va bien ainsi qu'idéologies et utopies commencent aujourd'hui à se recycler dans une nouvelle configuration... dont l'auteur ne décrit en rien ce qu'elle pourrait être, concrètement.

Il s'esquisse à l'échelle globale une communauté politique qui n'est pas seulement internationale mais aussi mondiale : un Etat-Monde de classe, pris dans les contradictions du Système-Monde. Soit un potentiel nouveau de domination et d'aliénation, mais aussi une nouvelle configuration d'affrontement au tour de l'émancipation et de la responsabilité écologique (*sic*).

Le communisme s'oppose à la fois, quoique inégalement, au libéralisme, discours de la propriété capitaliste, au socialisme compris comme schème idéal des « dirigeants-compétents ».

Quant au marxisme, il véhicule la visée ambiguë d'un communisme en termes de socialisme.

_____ Renvois :

- Immanuel WALLERSTEIN, *Comprendre les systèmes-mondes* – **FuturWest N°22**
- Pierre DARDOT (et al), *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel* – **FuturWest N°25**
- Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* – **FuturWest N°37**
- Frédéric LORDON, *Capitalisme, désir et servitude* – **FuturWest N°39**
- Michel GUENAIRE, *Les deux libéralismes* – **FuturWest N°42**

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

L'amour est, et restera toujours, ce à quoi nous ne nous attendions pas. Il nous surprend et nous déstabilise, jusqu'à parfois nous réduire en miettes. Parce qu'il dévoile le sens ou la misère de notre vie, et qu'il révèle autant nos forces que nos faiblesses. Tout cela à la fois. C'est une réjouissante catastrophe...

Aujourd'hui manifestement, l'amour est à réinventer. Le couple traditionnel et monogame craque de tous côtés, comme un vieux névrosé. Mais, face à lui, la prétendue libération sexuelle, purement consumériste et narcissique, a comme un goût de mort et de désolation. Inventons autre chose !

L'amour est un art et l'art est difficile. Habiter cette difficulté ne sera pas de tout repos. C'est pourtant la chose la plus belle que nous pouvons faire, ici et maintenant : l'Amour.

Yann KERNINON

Vers une libération amoureuse

Libella – 2012 – 260 pages

Pour aborder correctement le livre de YK, il faut accepter son postulat de départ : nous vivons dans l'Eponge Connerie Planétaire (ECP) qui nous entoure et nous absorbe. Elle est le lieu étrange dans lequel nous errons. Ni monde libre, ni tyrannie, l'ECP est tout uniment molle. La Connerie est son économie et son carburant par excellence... Dans l'ECP, il ne se passe plus rien.

De « *Faites l'amour, pas la guerre* » à « *Baisez au lieu de vous battre* », il n'y a qu'un pas franchi dans les années 1980, décennie triomphante du porno et du fric. De « *Baisez au lieu de vous battre* » à « *Consommez du sexe au lieu d'agir politiquement* », il n'y a qu'un pas franchi dans les années 1990, décennie de la consommation apolitique et du désenchantement. De « *Consommez du sexe au lieu d'agir politiquement* » à « *Consommez du sexe et faites la guerre quand même* », il n'y a qu'un pas franchi allègrement dans les années 2000, décennie des guerres ultra-techniques et du triomphe de la vulgarité friquée.

Pourtant, si simpliste que puisse apparaître le mot d'ordre « *Faites l'amour, pas la guerre* », il recèle bien en lui un projet politique global et ambitieux. Il suppose, pour les humains, la possibilité de se rencontrer eux-mêmes et de rencontrer les autres dans un échange amoureux et érotique plutôt que dans le meurtre et les bombardements au Napalm... En détournant ce slogan au profit de « *Faites la guerre pour avoir accès à la consommation du sexe* », le libéralisme dévastateur qui règne au sein de l'ECP a réduit à néant le potentiel révolutionnaire de l'érotisme et de l'amour. C'était là son but.

[NOTA = *On aurait aimé connaître la définition de l'auteur du Libéralisme, car visiblement son propos est contraire à cette philosophie politique de la responsabilité.*]

Famille, Travail, Patrie, tel est le triptyque analysé par l'auteur tout en resituant tout cela au sein des mouvements de l'ECP.

Travail, Famille, Patrie : les trois piliers de l'Eponge Connerie Planétaire sont aussi ceux de la pensée bourgeoise généralisée, la pensée de ceux qui dominent l'ECP sans réellement la contrôler. Malgré les apparences, malgré le renouvellement permanent de leurs combinaisons et de leurs formes, ils ne changent manifestement pas.

YK parle de Connerie, qui est un mouvement de fuite au cœur de la vie et l'ECP en est son économie. L'ECP est le monde dans lequel la Connerie se diffuse et s'impose, un monde en extension qui, semblable aux éponges naturelles des récifs, à la fois envahit notre espace et absorbe nos vies. Et l'amour est contre l'ECP, l'amour est notre espoir. L'amour est le dernier endroit où nous nous rencontrons, où nous rencontrons l'autre, où le monde nous porte, où nous rencontrons le plus vivant et notre essence. Il ne se passait plus rien, et soudain, et – ô miracle ! – il se passe quelque chose.

Concernant le travail, l'auteur convient qu'il y a bien du travail passionnant, intéressant, pertinent, plein de joie et de sens. Mais prendre le parti de la vie et des hommes, ce ne sera jamais faire l'éloge du travail comme principe. Désirer être libre, s'échapper un tant soit peu de l'emprise de l'ECP, ce sera toujours, d'une façon ou d'une autre, mépriser le travail, le maintenir en bas, comme une chose inférieure qui réclame, non d'être célébrée, mais soumise, reléguée à un rang secondaire.

P.157, l'auteur attaque le versant offensif de son opus avec « *Ce qui doit nous quitter* ». Et il propose de réinventer l'amour, maintenant !

Par son fonctionnement même, l'ECP dans laquelle nous vivons fait de nous, à proprement parler, de véritables handicapés de l'amour. Comme des oies gavées nous sommes nourris de force aux fantasmes et aux caricatures. Nous en mangeons tous les jours. Non seulement nos désirs sont sans cesse fixés sur des objets, mais ces objets ne sont même pas les nôtres. Ils sont censés répondre à la demande, certes ; mais le désir véritable, justement, ne demande rien, il rencontre, par hasard. Et soudain, le voilà satisfait – et tout surpris de l'être.

Loin des univers pornographiques et des fantasmes publicitaires – qui pour l'auteur sont synonymes -, au-delà des contes de fées – béats ou catastrophistes – que déversent les grands médias à longueur de journée sans nous laisser souffler, la démarche amoureuse est selon YK un antidote de très haut niveau et de très haute efficacité.

Prenons en acte.

La réserve faite à propos du livre fort intéressant de Yann Kerninon est qu'il semble très souvent décrire des situations « *très urbaines* » bien loin des solidarités amicales et amoureuses quotidiennes des « *territoires peu denses* ».

Renvois :

- Valérie CHAROLLES, *Le libéralisme contre le capitalisme* – **FuturWest N°23**
- Antonio A. CASILLI, *Les liaisons numériques (sociabilité)* – **FuturWest N°39**
- Thierry JANSSEN, *Le travail d'une vie* – **FuturWest N°41**
- Vanessa NUROCK, *Carol Gilligan et l'éthique du care* – **FuturWest N°42**
- Alain CAILLE, *Eloge de la gratuité* – **FuturWest N°44**
- Gilles ROUET, *Usages politiques des nouveaux médias* – **FuturWest N°46**
- Patrick MARCOLINI, *Le mouvement situationniste* – **FuturWest N°47**

LF

Elizabeth Anscombe (1919-2001) est l'une des grandes philosophes britanniques du XXe siècle. Influencée par Aristote et la scolastique médiévale, mais surtout par son maître Ludwig Wittgenstein, elle a renouvelé les débats en philosophie de l'action et en philosophie morale.

L'action est un sujet de perplexité pour le philosophe car, irréductible à un mouvement sans agent, elle engage une volonté, des intentions et des valeurs morales. Elle se situe donc entre philosophie de l'esprit et philosophie morale : préciser le rôle de la volonté et des intentions dans l'action nous éclaire sur les degrés de responsabilité – en particulier morale – de l'agent.

Dès lors, comprendre comment s'intriquent la spontanéité de l'action et sa dimension téléologique devient un enjeu majeur de la philosophie.

L'esprit en pratique explique pourquoi la philosophie de l'esprit selon Anscombe doit opérer un détour par la philosophie de l'action et décrire le « mental » dans ce qu'il a de visible. Mais aussi pourquoi toute considération sur l'éthique impose de s'appuyer sur une vision claire des motifs de l'action et du type d'agent qui en est le moteur.

En s'inscrivant pleinement dans les débats actuels sur la subjectivité, l'intentionnalité, la responsabilité, la philosophie d'Anscombe renouvelle en profondeur la notion d'intention.

Valérie AUCOUTURIER

Elizabeth Anscombe L'esprit en pratique

CNRS Éditions – 2012 – 230 pages

En trois chapitres, une introduction et une conclusion, Valérie Aucouturier nous fait découvrir l'œuvre d'Elizabeth Anscombe. Une œuvre peu connue du public francophone dont la fréquentation semble se limiter à deux textes : l'ouvrage *"L'Intention"* et l'article sur *"La philosophie morale moderne"*. Elève et amie de Ludwig WITTGENSTEIN, critique résolue de DESCARTES et de KANT, catholique elle n'entre pas d'emblée dans les canons de notre univers philosophique. Pourtant cette philosophe de l'action développe une philosophie morale d'une stricte laïcité qui pourrait séduire nombre de nos compatriotes.

Sa pensée profondément structurée par Aristote et Thomas d'Aquin, a au contact de la « grammaire » wittgensteinienne dépassé « l'aspect téléologique de l'action pour y voir une dimension grammaticale essentielle ; de même que dans l'intentionnalité de la sensation : cette dimension de visée est constitutive de, ou profondément ancrée dans, nos usages des verbes d'actions et de sensation. » Ne croyant pas à la qualité descriptive du langage ordinaire, celui-ci devant être précisément contextualisé pour être porteur de sens, elle s'interroge également sur les modalités d'acquisition de ce jeu de langage et sur les conditions pratiques de son existence.

WITTGENSTEIN demandait : « *Que sont les parties constituantes simples d'un fauteuil ? Les pièces de bois à partir desquelles on l'a fabriqué ? Ou les molécules, ou bien les atomes ? "Simple" veut dire non-composé. Et voici ce qui importe "composé" en quel sens ? Parler sans plus de précision des "parties constituantes simples du fauteuil" n'a aucun sens.* » Ne pas perdre de vue qu'« une expression ne transporte pas son sens avec elle » cette base de l'analyse grammaticale wittgensteinienne est un moyen pour Anscombe de déjouer les faux problèmes et de préciser les questions qui intéressent la philosophie.

En 1957 elle publie son texte fondateur *"L'Intention"*, cet ouvrage de philosophie de l'action est le préalable à une philosophie morale. Elle y combat en particulier l'idée qu'« un agent pourrait, par une sorte de "mouvement de l'esprit" déterminer la nature de son action et en particulier ce qu'il a l'intention de faire en agissant de telle ou telle façon. » Pour exemple l'ordre de Harry TRUMAN le 6 août 1945 de bombarder Hiroshima. Son intention est-elle de faire capituler le Japon et pas de tuer des civils, se dégageant ainsi de la responsabilité de leur mort ? Peut-on distinguer absolument ce qui relève de l'intention, de la volonté, et ce qui relève de l'action ? Peut-on retenir la position kantienne de l'intention, ou la volonté, suivant des principes moraux universels et donc conduisant à une action morale ? Anscombe rejette cette « *psychologie mentaliste* ». Faut-il alors ne retenir que ce que les gens

MEMOIRES DU FUTUR

suite

font effectivement ? Pas plus. L'amputation qui est une action violente contre une personne, peut être effectuée pour la sauver. Ce n'est pas l'action qu'il faut alors juger mais les raisons de cette action. Pour sortir de cette alternative il importe de préciser les rapports conceptuels entre l'intention et l'action. Les penser dans « *une relation contingente de coïncidence revient à supposer deux phénomènes (voire deux types de phénomènes, l'un mental, l'autre physique), là où il n'y en a qu'un.* »

La philosophie morale cherche à comprendre ce qu'est l'action, volontaire, intentionnelle, pour la juger. Il lui faut donc comprendre comment elle s'articule aux intentions de l'agent. Cette philosophie de l'action nécessite de comprendre le rapport entre nos états mentaux et ce que nous disons et faisons, il faut donc faire en préalable une philosophie de l'esprit. Cette démarche donne la structure de l'ouvrage : philosophie de l'esprit ; philosophie de l'action ; philosophie morale. Cette dernière, préparée par les deux premiers chapitres, est à mon sens l'objet principal de l'ouvrage.

Que dit-elle ? Elle soutient trois thèses :

- on ne peut faire de philosophie morale sans "philosophie de la psychologie adéquate"
- devoir moral, nécessité morale, bien et mal moraux sont obsolètes
- rejet de la morale utilitariste, conséquentialiste anglaise du XXe siècle.

Au niveau de l'action Anscombe emprunte à la scolastique médiévale les notions d'action humaine et d'action d'un être humain. Les actions humaines, sous-ensemble des actions d'un être humain, « *sont commandées par la raison* » dès lors « *toute action humaine est une action morale, bonne ou mauvaise (parfois les deux).* » Cette notion d'action humaine permet d'envisager la question de la responsabilité de l'agent vis-à-vis de son action. La volonté ou l'intention suffit-elle à délimiter la responsabilité de l'acteur ? Le chirurgien, sans faute professionnelle, est-il responsable du décès du patient qu'il voulait sauver ?

Il ne suffit pas que « *l'action soit "la cause d'un certain mal" pour qu'on puisse la juger comme "une mauvaise action humaine", il faut en plus qu'elle soit volontaire de ce mal* ».

Ce qui nie la morale purement conséquentialiste. Mais jusqu'où s'étend la responsabilité de l'agent ? Faut-il par exemple renoncer à l'emploi de la voiture sous prétexte qu'un accident pourrait arriver ? Anscombe nous dit qu'on ne peut juger une action que prise sous une description, la factualité même de l'action est définie par un ensemble de descriptions. Anscombe donne l'exemple d'un document de transfert de propriété signé par le propriétaire alors qu'on a fait croire à celui-ci qu'il s'agissait de signer une pétition. Sous la description « *signer un transfert de propriété* » il n'y a pas eu d'acte volontaire, pas de consentement. D'où « *l'importance du savoir pratique pour juger de la responsabilité d'un agent et de l'action intentionnelle qui a exactement eu lieu.* » Signer un contrat n'est cependant pas du même ordre que tuer volontairement une personne, à moins d'ignorer la notion de meurtre, le savoir pratique commun reconnaît cet acte comme un meurtre, à la différence de la signature du pseudo-contrat précédent. L'ignorance non-coupable peut donc exonérer l'agent de sa responsabilité. Ignorance non-coupable ce qui signifie que l'agent qui a un devoir, non moral mais technique, lié à sa profession, a été confronté à une situation imprévisible et hors de ses capacités requises, il n'est ici ni question d'erreur, ni question d'inadvertance ou de distraction. Reste la question des effets collatéraux, comment décrire ce qui fait partie ou non de l'action, de ses moyens et de ses fins ? La distance entre l'action et ses conséquences prévisibles permet de situer l'intentionnalité de l'action. Si les conséquences fâcheuses sont inéluctables, alors elles ne peuvent être écartées de l'intention et de la description qui permet de juger la responsabilité de l'acteur.

La philosophie morale hérite, nous dit Anscombe, d'une forme déontologique de la morale qui affirme « *qu'il existe des principes moraux universels à respecter, et d'autre part, que ces principes s'appliquent quelles que soient les circonstances.* » Insupportable déni des circonstances pour Anscombe, « *ce qui détermine la nature de l'action c'est en grande partie la description sous laquelle elle est prise et la relation que cette description entretient avec d'autres descriptions de cette même action. C'est prise sous une certaine description que l'action peut faire l'objet d'un jugement d'ordre moral.* » Pas vraiment le point de vue de KANT !

Le devoir moral repose sur l'idée d'une législation et donc d'un législateur ! Mais en l'absence

MEMOIRES DU FUTUR

suite

d'un législateur, entre autre le Dieu des chrétiens nous dit la catholique Anscombe, le sens du devoir disparaît également : « *si l'on ne pense pas qu'il y a un juge ou une loi, la notion de verdict peut conserver son effet psychologique, mais pas sa signification.* » Si la morale est une idole quid du devoir moral ? « *En effet il ne peut y avoir de devoir réel que là où il y a des lois et un législateur pour les faire respecter. Dans une société laïque, en l'absence du législateur, la [loi] morale et son application ne reposent sur rien.* »

Hume, comme d'autres philosophes, fait appel à la psychologie pour expliquer comment le sentiment du devoir nous pousse à agir. En suivant KANT, nous délibérons pour savoir si notre action est universalisable, puis nous orientons notre volonté de façon à agir par devoir et de façon désintéressée. « *Je suis ainsi mon propre législateur, comme si "chacune des décisions d'un homme était le résultat d'un vote majoritaire".* » Mais pour Anscombe l'objet de la délibération n'est pas le vouloir de l'action mais l'action volontaire elle-même. « *Seules des actions particulières peuvent être vertueuses ou non* » d'où la nécessité d'abandonner la vision légaliste de la morale et de revenir à une « *éthique de la vertu* ».

Vertu ? Certaines actions sont vertueuses, d'autres pas. Celles qui contribuent à un résultat intrinsèquement injuste ne sont pas vertueuses. Comme la condamnation d'un homme pour quelque chose qu'il n'a clairement pas fait. Mais pour l'injustice "simple" il importe d'analyser les circonstances et les intentions. La bonne question est celle qui interroge notre forme de vie pour voir quelles sont les actions qui contribuent au développement, à l'épanouissement de l'être humain. Apparaît ainsi tout un ensemble de vertus relatives aux capacités, aux facultés et aux besoins des humains – vertus qui ne sont ni une moyenne, ni un idéal – mais simplement ce qui contribue à « *l'épanouissement optimal de l'espèce* ».

La conclusion de Valérie AUCOUTURIER résume parfaitement la philosophie morale d'Anscombe : « *Dès lors, le devoir moral ne résulte plus d'une législation ou de principes supérieurs qu'il faudrait appliquer. Ce devoir est plutôt l'expression de règles que des humains se fixent pour mieux vivre. Leur rationalité repose sur une norme de la vertu, qui est un idéal d'épanouissement de l'être humain en tant que membre de l'espèce. Il n'y a donc de nécessité de la règle qu'à la mesure de ce que les humains veulent bien lui accorder.* »

Cet idéal d'épanouissement mérite à son tour d'être questionné. Les diverses descriptions confrontées entre elles. Les actes seuls, en tant qu'actions humaines, porteurs d'un effet et d'une intention seront bons ou mauvais. Mais qui interrogera les conséquences à long terme et les effets collatéraux ? Quel récit d'aujourd'hui ne sera pas confronté aux résultats de demain la preuve flagrante de notre incompetence pratique, de nos erreurs, de notre rationalité limitée ? Anscombe ne disait-elle pas dans "The Causation of Action" « *Il n'y a pas qu'une seule sorte d'explication* » mais plusieurs sortes d'histoires et plusieurs histoires causales. Celles-ci « *ne constituent pas des comptes rendus rivaux* » on ne peut simplement pas les assimiler l'un à l'autre d'une quelconque façon.

Si l'action au sens d'Anscombe est par nature morale, la vie humaine me semble elle par nature question. Questions et aventures pour un heureux épanouissement !

JP

MEMOIRES DU FUTUR

suite

What does it feel like to weightless ?
 Would a sneeze propel you backwards ?
 What happens to your body in space ?
 How do you scratch your nose in a space suit ?
 How do you cook your food ?
 What Earth features show up best ?
 What is the greatest fear in space ?
 Do you have any difficulty adjusting to gravity again ?

William R. POGUE

How do you go to the bathroom in space ?

All the answers to all questions you have about living in space.

Tom Doherty – 1999 – 220 pages

Le sous-titre n'est pas trompeur.

Le livre – en anglais des USA - comprend 247 questions précises auxquelles l'astronaute William Pogue répond avec beaucoup de sérieux et parfois d'humour. Le livre est parsemé de dessins qui illustrent les paradoxes de la vie en impesanteur (*weightlessness*). WP a participé à plusieurs missions Apollo, fut le pilote de la mission Skylab4 et a également séjourné dans l'ISS – International Space Station.

Q.074 « *Did you snore ? Did anyone snore on Skylab ? Did snoring bother you or keep you awake ?* »

Q.079 « *How did you go to the bathroom ?* »

Q.081 « *How did you go to the bathroom on a space walk ?* »

Space walk = EVA = *Sortie extra véhiculaire, en français. Où l'on apprend aussi que ka combinaison utilisée comprend quinze couches pour la sécurité et l'isolation (coton, dacron, fibre de verre, polyester, téflon...etc...).*

Q.085 « *Did yiu age less on your space journey ?* »

Q.143 « *Do you believe there is other intelligent life in the Universe ?* »

Q.147 « *Does having men and women on Shuttle flights cause any problems ?* »

Q.155 « *Would it be possible to have a baby in space ?* »

Q.242 « *How has medical care benefited from the space program ?* »

Etc.....

La station Skylab a coûté 6,5 G\$ sur sept ans. L'ISS a coûté 20 G\$ sur vingt ans.

Et les retombées pratiques pour les Terriens sont innombrables. Pour mémoire, le marché annuel du tabac sur la Terre est de 500 G\$.

L'amusant dans les réponses de WP c'est aussi de découvrir qu'il raisonne en degrés Fahrenheit, en miles, square inches, feets, pounds...and so on !

Renvois :

- Jean-François PELLERIN, *50 inventions tombées du ciel* – **FuturWest N°42**
- Jacques MARC, *Comment l'Homme quitta la Terre* – **FuturWest N°45**
- Patrick BAUDRY, *La conquête spatiale en question* – **FuturWest N°46**

Une aventure humaine d'exception racontée par l'équipage de Planète Mars / Mars Society. Les défis du transport spatial et du séjour sur Mars. Les enjeux scientifiques, économiques, géostratégiques et sociétaux.

20 Clés pour 20 Défis à relever.

Richard HEIDMANN, Jean-François PELLERIN, Alain SOUCHIER (Dir.)
Embarquement pour Mars
A2C Médias – 2013 – 220 pages

Quel livre épatant !

La préface de Thomas Pesquet, Astronaute ESA, donne le « *la* » du livre et de toutes ses investigations humaines, techniques, financières, stratégiques, etc.

Pour l'astronaute, l'adaptabilité, la prise de décision en temps réel de l'homme permet de récupérer des résultats pertinents que ne pourront jamais acquérir des robots, si perfectionnés soient-ils. Il cite le rover Curiosity de la mission MSL – Mars Science Laboratory – en fonction depuis l'été 2012 sur la planète rouge pour indiquer qu'il a une autonomie de 50 mètres de déplacement par jour pour espérer parcourir entre 5 et 10 km en deux ans, et analysera environ 70 échantillons de roche martienne, tous inférieurs à un gramme. En comparaison, les membres de l'équipage Apollo 17, en 1972, ont parcouru 36 km en trois jours et ont ramené 110 kg de roches sélectionnées in situ pour leur intérêt scientifique, notamment par le géologue Jack Schmitt.

De plus, une mission habitée vers Mars accélérera également la science « *sur l'Homme* » ; les enjeux scientifiques sont considérables, notamment en matière de médecine et d'éthologie.

Aller sur Mars, et si possible y développer des installations permanentes relèvera vraisemblablement d'une coopération entre nations engagées dans le spatial, et pas seulement d'une seule, à moins que le privé s'en mêle. Un groupe de coordination de quatorze agences spatiales, l'ISECG – International Space Exploration Coordination Group – travaille depuis 2007 à tenir à jour une synthèse mondiale de l'exploration spatiale envisagée pour des missions habitées.

Trois grandes propositions de vols habités vers la planète rouge sont disséqués : Mars Direct / Mars Direct Light / Inspiration Mars Foundation.

Si les deux premières relèvent d'organismes étatiques comme la NASA, avec ou sans partenariat avec ESA et ROSCOSMOS, la troisième est issue d'une réflexion du millionnaire Dennis Tito, ancien ingénieur de la NASA et qui fut, moyennant 20M\$ et un entraînement intensif en Russie, le premier touriste spatial en 2001, avec une mise en orbite et un séjour au sein de l'ISS.

Sa proposition est d'envoyer dès 2018 un équipage de deux personnes qui ira jusqu'à Mars, en fera le tour sans mise en orbite et reviendra sur Terre, à la manière des premières missions Apollo. Pour les auteurs, indépendamment de l'appréciation que l'on peut avoir de la crédibilité technique, calendaire et financière de la proposition, celle-ci est vraiment digne d'intérêt et mérite d'être soutenue. En effet, outre l'apport concret que son aboutissement aurait en matière d'expérience des voyages interplanétaires, elle promet d'avoir un impact considérable sur l'opinion, qui sera passionnée par l'aventure périlleuse et extraordinaire de ces explorateurs héroïques.

Le lecteur curieux trouvera réponse à quasiment toutes les questions afférentes à ce voyage vers Mars et à l'installation et à la vie là-bas d'êtres humains.

Exemples de thèmes abordés :

- Les enjeux scientifiques,
- Les enjeux économiques, [*]
- Les enjeux géostratégiques, [*]

MEMOIRES DU FUTUR

suite

- Les enjeux sociétaux, [*]
- Les défis du voyage,
- Propulsion et production de carburant sur Mars,
- Les scénarios de vols et de séjours,
- La question de la sécurité,
- Aspect santé et physiologie,
- Nutrition et agroalimentaire,
- Communication et mobilité sur place,
- Aspects financiers et contraintes budgétaires...

[*] = Les clés développées sont déjà parues dans la revue *FuturWest* N°38, sous la plume de Richard Heidmann.

Concernant la sélection des futurs équipages, la meilleure méthode serait, après sélection sur le papier, à les tester en longues simulations stressantes sur Terre, voire durant un vol spatial de longue durée – orbital ou lunaire – avant la mission martienne proprement dite. Non seulement de telles répétitions générales permettront de déceler des failles psychologiques chez les individus que la méthode de sélection n'aurait pas décelées, mais ces répétitions auront aussi l'avantage de permettre aux membres des équipages de se découvrir les uns les autres, d'apprendre quels pièges éviter dans leurs relations, et de développer des rapport d'interdépendance et de confiance mutuelles.

Au-delà des bénéfices concrets, c'est avant tout en tant qu'aventure humaine et qu'étape historique que le projet trouve aux yeux de beaucoup sa valeur essentielle. Tout comme l'avènement de l'observation orbitale de la Terre a contribué de façon essentielle à celle de notre conscience planétaire, les connaissances approfondies issues de l'être humain sur Mars apporteront leurs lots de compréhension nouvelle de l'épopée humaine dans le système solaire. A rebours d'un certain pessimisme ambiant fait de renoncement et de démission, comme le péril de décroissance, le besoin d'aventure, d'exploit et d'exploration de l'inconnu reste enraciné au cœur de l'humain.

On ne saurait mieux dire...

Renvois :

- Richard HEIDMANN, *Planète Mars, une attraction irrésistible* – **FuturWest N°20**
- Daniel WILSON, *Mais où est passée ma combinaison spatiale ?* – **FuturWest N°31**
- Jean-François PELLERIN, *50 inventions tombées du ciel* – **FuturWest N°42**
- Jacques VILLAIN, *Irons-nous vraiment un jour sur Mars ?* – **FuturWest N°43**
- Patrick BAUDRY, *La conquête spatiale en question* – **FuturWest N°46**

Et, à mi-chemin entre le scientifico-technique et la SF, la fabuleuse trilogie de Kim Stanley ROBINSON « *Mars la rouge, Mars la verte, Mars la bleue* » - Presses de la Cité – 1994-1995-1997.

PhS

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Le marché est-il utile ? Est-il légitime ? Est-il nécessaire ? Ces questions occupent aujourd'hui une telle place dans le débat public qu'elles semblent nées de la crise actuelle ; et pourtant, elles n'ont cessé d'être posées depuis l'apparition des premiers échanges marchands. D'où l'importance, pour comprendre notre monde, de se plonger dans l'histoire passionnante du débat qui a vu s'opposer, sur la longue durée, critiques et défenseurs du marché, de l'Antiquité à nos jours – d'Aristote à Amartya Sen en somme.

En révélant les racines profondes des controverses contemporaines, ce livre ne jette pas seulement une lumière nouvelle sur notre temps ; il dessine surtout les méandres de la lente affirmation éthique du capitalisme, en dévoilant le mécanisme par lequel le marché est peu à peu parvenu à imposer l'illusion qu'il se situerait hors de portée de toute critique.

Car aujourd'hui tout puissant, le marché semble ne plus devoir répondre à d'autres règles que les siennes. Pourtant nombreux sont ceux qui le dénoncent comme injuste et cynique : se trompent-ils de combat ? Un retour à un capitalisme vertueux est-il encore possible ?

Olivier GRENOUILLEAU
Et le marché devint roi
Flammarion – 2013 – 235 pages

Comment ne pas louer le courage de FFC ?

Livre déroutant !

Une fois refermé, difficile de trancher : l'auteur a-t-il voulu encenser le marché ou le vilipender ? De quel côté penche sa position ? Bien sûr, il dresse une fresque historique intéressante en montrant combien les échanges marchands ont tour à tour engendrer de l'engouement puis de la méfiance jusqu'à nos jours où le capitalisme – où ce qui en reste – est accusé de tous les maux, même ceux qu'il ne génère aucunement...

Voyons quelques passages en textes.

L'auteur précise – et c'est heureux – ce qu'il entend par « marché ». Il utilise les termes de marché, commerce, négoce, négociant, capitaliste et capitalisme. Sans être synonymes, ces mots renvoient à des réalités fortement intriquées, et, l'auteur le précise aussi, extrêmement compliquées. De même, il fait référence au linguiste Emile Benveniste qui éclaire les choses en montrant que donner, prendre, recevoir, commercer, richesse, prix, salaire... sont constitutifs des mouvements de marché. Pour Georges Dumézil, la trilogie qui fonde les sociétés, le prêtre, le guerrier, l'agriculteur... le marchand n'y figure pas, sans doute du fait que le commerce n'est pas le fait d'honnêtes citoyens mais de personnes de condition inférieure qui souvent sont des étrangers au Pays. Aux origines du marché moderne, Impensé initial des sociétés indo-européennes, figure ainsi une violence extrême, à savoir le commerce des êtres humains.

Le passage du livre qui fait références aux textes bibliques, principalement ancien testament, laisse pantois. Comment des textes relevant de la croyance voire de la superstition peuvent-ils étayer la compréhension de mécanismes que l'on veut présenter et analyser de manière rationnelle ?

Du panorama historique, OG retient une chose sûre : depuis l'Antiquité, l'utopie n'est elle-même que lorsque le marché est absent ou transcendé par l'idée d'un échange volontaire et gratuit de biens donnés par la nature ou mis à disposition de tous par le travail de chacun. Tout en reconnaissant qu'aucune des critiques ou tentatives de dépassement du marché n'a concrètement réussi ses logiques.

L'auteur brocarde – à juste titre sémantique – les « lois » de l'économie, indiquant ironiquement qu'il y a là un formidable espoir : celui que les ténèbres se dissiperont un jour grâce à la raison et que, une fois comprises, les lois immuables de l'économie pourront être domptées. Les hommes pourront alors concilier morale, progrès matériel, social et politique. On voit ainsi qu'entre les économistes d'aujourd'hui, les tenants de l'ordre providentiel du Monde et les évolutionnistes du 19^e siècle, le fossé est considérable, voire infranchissable. Mais toutes ces approches, du 17^e siècle – pour ne pas remonter au-delà – à nos jours, conduisent paradoxalement au même résultat. Toutes fournissent des arguments aux tenants d'un ordre économique sinon naturel, du moins universel – les mêmes principes devant s'appliquer partout, à contexte comparable -, contre lequel il est dès lors inutile de s'insurger. Toutes conduisent ainsi à séparer la sphère du matériel, qui obéirait à ses lois propres, de celle de la volonté et du politique.

Le spéculateur n'est pas un être nouveau ; mais pour OG le spéculateur mondialisé n'a pas de racines. Il n'a pas besoin de rendre compte aux hommes de son quartier ou de sa ville, pas plus qu'à ceux de son Pays. Son crédit dépend d'abord du volume de ses affaires. Et que cela dure ou non importe peu. Car les profits peuvent être énormes et extrêmement rapides. Sans compter que, dans un Monde sans frontières, il y a toujours un ailleurs pour investir ses capitaux, toujours de nouveaux gisements de profits à inventer.

Concernant le capitalisme originel – dont les caractéristiques sont parfaitement connues -, l'auteur affirme qu'il est inutile de rêver aujourd'hui au retour de l'enfant roi, celui d'un capitalisme honorable ou vertueux. Les valeurs ainsi incarnées n'ont jamais été celles d'un système – le capitalisme. Elles furent celles de temps et d'hommes particuliers, lesquels par ailleurs n'ont pas forcément hésité à exploiter leurs semblables.

In fine, l'ensemble de l'argumentaire explicitant le marché s'est constitué parce que les marchés ont été critiqués dès le début ; il a fallu alors élaborer une justification éthique du capitalisme, répondant presque point par point aux attaques. Ensuite, avec les progrès de la marchandisation du Monde et de l'idée que le capitalisme s'imposerait aux hommes, on a pu penser qu'il n'était plus nécessaire de le justifier sur le plan éthique, parce qu'il se déployait au-delà de la morale. Jusqu'à ce que, de crise en crise, cette dimension éthique soit à nouveau réclamée.

Que l'économie obéisse à des principes est une chose. Que le politique n'ait plus rien à dire à son sujet en est une autre. Car si la polis s'est toujours posé la question de ses rapports à l'économie, depuis plus de deux millénaires, c'est qu'il est et qu'il doit toujours être possible d'en discuter.

Renvois :

- Bernard GUERRIEN, *L'illusion économique* – **FuturWest N°27**
- Marc FIORANTINO, *Pour tout l'or du Monde [Spéculation]* – **FuturWest N°36**
- Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* – **FuturWest N°37**
- Jean-Pierre DUPUY, *L'avenir de l'économie* – **FuturWest N°46**

La découverte du boson de Higgs va bouleverser le monde de la physique des particules. Mais quelle est la nature exacte de cette particule ? Pourquoi est-elle si importante pour la compréhension de notre Univers ? Celui-ci recèle-t-il une super-symétrie cachée ? Ou s'étend-t-il dans des dimensions supplémentaires ? C'est à ces questions et à beaucoup d'autres que répond Gian GIUDICE, physicien au CERN, dans cet ouvrage exceptionnel.

Le lecteur explore au fil des pages le cœur même de la physique des particules, perçoit la nature des composants intimes de la matière, prend conscience des innovations technologiques inouïes qui ont été nécessaires à l'élaboration du plus grand accélérateur de particules, le grand collisionneur (LHC) du CERN, et découvre les théories spéculatives qui tentent de décrire les lois fondamentales de l'Univers.

Ce guide simple et accessible à tous ne se contente pas d'éclairer son lecteur ; il lui communique aussi l'enthousiasme et l'émerveillement des physiciens, certains qu'une ère nouvelle, révolutionnant la compréhension de notre Monde, a commencé.

Gian Francesco GIUDICE
L'odyssée du Zeptospace
PPUR – 2013 – 350 pages

Effectivement, quel voyage extraordinaire qui aurait ravi aussi bien Jules VERNE qu'Edgar Alan POE !

Néanmoins, un peu délicat à résumer.

Zepto défini une matière de dimension de 10⁻²¹mètre, c'est-à-dire un millième de milliardième de milliardième de mètre. Or, nous commençons à nous familiariser depuis quelques années avec les nanotechnologies qui nous transportent dans une dimension d'un milliardième de m, soit 10⁻⁹m.

Trois grandes parties structurent le livre. 1/ Une histoire des particules ; partie qui apporte des connaissances au débutant mais qui peut être zappé par l'initié. 2/ Le vaisseau du Zeptospace qui raconte la raison d'être du CERN – Centre Européen de Recherche Nucléaire -, et l'histoire de la construction du LHC – Large Hadron Collisionner – ainsi que la révolution apportée récemment par la découverte du fameux boson de Higgs. 3/ Les missions dans le Zeptospace qui amènent les physiciens à reconsidérer les fondements du « *modèle standard* » de la physique, sans pour autant, aujourd'hui le remettre totalement en question.

Les collisionneurs électrons-positons sont des machines idéales pour obtenir des mesures précises car, selon les connaissances actuelles, les électrons sont véritablement des particules élémentaires contrairement aux protons qui sont des structures complexes composées de quarks et de gluons.

Nous ignorons toujours si notre Univers subira le sort que lui réserve la constante cosmologique. L'énergie noire pourrait être une sorte de constante cosmologique qui varie avec le temps et dont les effets pourraient diminuer, voire disparaître, dans le futur, avant de devenir aussi violents qu'imaginés. Tout comme la période inflationnaire de l'époque primordiale s'est achevée au moment où le champ de l'inflation a subi une phase de transition, l'énergie noire pourrait finir par disparaître un jour de l'espace...

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Parmi les Européens, les Français sont les moins heureux au travail. Pourquoi ? D'un côté, des dirigeants qui ne cessent de clamer que les hommes et les femmes sont le bien le plus précieux de l'entreprise ; de l'autre, des salariés qui se plaignent d'être mal aimés, peu motivés et qui se disent en quête de sens et de reconnaissance. Le verdict est sans appel, les Français n'ont plus envie.

Mettant à profit son expérience de consultant au sein de grands groupes, l'auteur a cherché à comprendre les raisons de ce mal français. Traquant les failles de nos chefs d'entreprises et de leur culture du management, il se livre à un réquisitoire sévère mais juste contre un modèle français qui arrive à l'épuisement. Il esquisse, preuves à l'appui, l'art et la manière de recréer l'envie. A l'heure où la situation économique du Pays est liée à la croissance de ses entreprises, ce plaidoyer pour un changement de paradigmes pourrait se révéler salutaire. A elles d'en prendre conscience.

Jean-Michel HIEAUX
La France en panne d'envie
Michalon – 2013 – 170 pages

« La France va mal, la France a peur, la France déprime » sont les premiers mots du livre. Les raisons de cette faillite collective sont multiples : les dirigeants d'une manière générale qui, depuis cinq siècles ont dressé des pans entiers de populations les unes contre les autres + les médias, marchands d'indignation + les politiques qui ont complètement perdu la main + l'Education Nationale et les Universités où diplôme rime avec « *passerport pour un chômage garanti* ». + les DRH, ces fossoyeurs de l'envie + les partenaires sociaux, ces ennemis de l'envie.

Le malaise est donc ancien, c'est un empilage de frustrations, d'abus de droits et d'erreurs historiques qui touchent toute la société française. Le remède à ce malaise JMH va le rechercher dans l'exemple de certaines entreprises. Le management des entreprises, l'auteur sait de quoi il parle.

En guise d'interlude il cite « *le bonheur des tailleurs de pierre, bâtisseurs de cathédrales.* » Certaines entreprises l'ont compris « Plus le salarié est heureux, plus il est productif, dynamique et créatif. » Elles ont mis le bonheur de leurs salariés au cœur de leur stratégie et en ont tiré la multiplication des profits. Aujourd'hui la plupart des grandes entreprises mettent avant comme clé de leur réussite, leurs ressources humaines. En plus du « *green washing* » elles procèdent aussi au « *people washing* » pour améliorer leur image. Souvent cela tient plus de la posture que de la réalité. Il y a un fossé entre la réalité et les beaux discours « *Les salariés de nos entreprises sont les recordmen de la démotivation en Europe* ».

Le propos de l'auteur serait donc, à travers des exemples tirés de la vie des entreprises, de proposer une vision commune de ce que pourrait être la France rassemblée dans une même Envie = Convergence de toutes les envies individuelles vers un projet commun « *L'entreprise le fait, la France doit le faire.* » Il détaille des cas d'entreprises connus : Air France, Thalès, Bouygues, Peugeot, Renault. Certaines ont réussi, d'autres ont échoué suivant que le principal dirigeant ait su ou pas créer l'Envie de son personnel.

P.93, JMH donne la clé de voûte de son projet (*il utilise à plusieurs endroits le symbole de la construction d'une cathédrale*). Il propose de changer de paradigme et d'adopter le « *paradigme de l'Envie* » : le profit est une condition certes nécessaire mais pas suffisante. L'entreprise n'a de raison d'être que par l'homme et pour l'homme. Sa finalité doit résider dans le bien-être de ses équipes. Les profits n'en sont que les moyens.

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Si dans la mise en toute de l'entreprise sur le chemin de l'Envie, le rôle du dirigeant est primordial, la mise en œuvre de ce paradigme n'est pas aisée, aussi l'ouvrage de JMH prend l'allure d'un cours de management pour vaincre les freins en entreprise (*DRH confrontés aux 3369 pages du Code du Travail, managers, ingénieurs...*). Pour le management par la motivation, après la pyramide de Maslow, l'auteur nous fait découvrir les socio-styles de Jon Gornstein issus de l'idée suivante « *On ne peut animer une équipe et faire travailler les gens ensemble si l'on ne comprend pas ce qui forge et inspire les comportements et motivations profondes de chacun* ».

Pour terminer son plaidoyer l'auteur relate l'expérience de Marie, une jeune diplômée qui a été embauchée pour créer l'Envie dans la société Indon (*société réelle ou fictive ?*). Au bout d'un an sa stratégie d'Envie porte ses fruits et ils sont excellents.

En conclusion JMH propose les cinq révolutions de l'Envie, pour permettre à la France de sortir du trou où elle est tombée :

- = La révolution de la conscience de soi : la France doit s'aimer et non plus se détester.
- = La révolution de la vision : bâtir un projet d'avenir pour la France.
- = La révolution de l'Education Nationale : sa mission essentielle devrait porter sur trois matières : l'Histoire, l'économie du Monde, le métier.
- = La révolution du rôle économique de l'Etat : accompagner les entreprises qui demain auront toutes les chances de gagner au lieu d'assister des métiers sans avenir.
- = La révolution de la formation professionnelle : permettre uniquement à un chômeur de se réorienter.

Le principal intérêt du livre est de rappeler aux lecteurs des nouvelles générations le paradigme de l'Envie qui, au demeurant, n'est pas nouveau et a déjà été figuré dans des propositions depuis plusieurs décennies. Un espoir : on arrive à la fin du cycle de 500 ans qui verra disparaître l'ancien modèle économique pour l'apparition d'un nouveau.

Renvois :

- En 1976, le Club des Quatre mettait déjà en avant la « *productivité sociale de l'entreprise* ». Le dirigeant en était le porteur et devait y consacrer au moins 20% de son emploi du temps.
- Revue « *Débat science – économie* » & « *Le capital ce bel objet* » – **FuturWest N°49**
- Rapport de recherches [2010] « *Décroissance ou démission* » / www.futuroouest.com
- Michel DRANCOURT, *Les nouvelles frontières de l'entreprise* – **FuturWest N°19**
- Nicolas BALTAZAR, *La place des salariés dans l'entreprise de demain* – **FuturWest N°47**
- Yves BAROU, *Le modèle sociale européen* – **FuturWest N°49**
- Jean-Pierre GAUDARD, *La fin du salariat* – **FuturWest N°49**
- Jacques LEVY, *Réinventer la France* – Voir ci-après.

PQ

Quels sont les lieux les plus productifs ? Comment les richesses sont-elles distribuées sur le territoire et qui paie pour qui ? Quelles ressources le territoire français peut-il offrir pour sortir de la crise et inventer un nouveau modèle de développement ? Questions fondamentales et trop souvent ignorées. Pourtant, aucun des grands défis posés aujourd'hui à la société française ne peut trouver de réponse sans une autre vision de l'espace.

S'appuyant sur une collection de cartes, ce livre propose une nouvelle image de la France : un territoire qui ne se caractérise plus par l'opposition traditionnelle entre villes et campagnes, mais dont l'urbanisation est désormais achevée ; un espace mobile dont les potentialités se situent à de multiples échelles ; un Pays qu'on ne peut comprendre sans ouvrir son horizon vers l'Europe et le Monde.

Démontant les mythes nationaux fatigués pour considérer la France telle qu'elle est aujourd'hui, l'auteur présente des solutions concrètes et novatrices pour instaurer une plus grande justice spatiale.

Jacques LÉVY

Réinventer la France – Trente cartes pour une nouvelle géographie **Fayard – 2013 – 245 pages**

Le temps où les étudiants français parlaient au monde extérieur de révolution et de grands principes est bien loin : aujourd'hui, c'est le monde « *normal* » qui dit aux étudiants français qu'ils évoluent dans un cadre institutionnel dont les principes affichés sont si peu respectés qu'une révolution s'impose, car, dans l'exercice du pouvoir la gauche et la droite se sont révélées incapables de sortir de l'alternative entre une inaction complaisante et une agitation sans effet. Si on résume l'action des présidents ou chefs de gouvernement français depuis 1983, on peut dire qu'ils ont systématiquement évité de risquer leur capital politique en lançant des réformes un tant soit peu audacieuses. Ce sont ces trente ans d'*(in)action* qui sont payés cash aujourd'hui.

Ainsi l'auteur entame-t-il sa croisade avec une approche rugueuse qui laisse attendre des propositions effectivement novatrices ; mais le souffle est court.

Certes, il est aisé de convenir avec lui que, quelles que soient les variables choisies, quel que soit le registre socio-économique ou socioculturel auquel elles renvoient, le résultat est convergent : les aires urbaines se ressemblent entre elles et se différencient de leurs périphéries. Ainsi, JL, après d'autres, constate que l'urbanité est devenue un mode de vie partagé, y compris dans la plupart des campagnes. Mais pour autant, comment penser la Savoie et la Bretagne sans tenir compte... de la géographie ?

« *La ville, c'est la composante spatiale du développement durable* » [P.83] ; « *La ville c'est le pays de l'espace public* » [P.87] ; « *La ville rend possible une économie de l'habiter* » [P.90]. Trois postulats qui ne seront jamais démontrés dans le reste du livre. A rattacher à ce qui est écrit P.172 : le problème de l'efficacité du territoire français n'est donc pas que Paris soit trop grand. Rien jusqu'à présent ne vient donner crédit à la thèse d'une taille optimale au-delà de laquelle les villes deviendraient des organismes à rendement décroissant. Et pour cause, les effets iatrogènes de la densification – pollutions, mobilité faible, pathologies neurologiques développées, faible productivité eu égard aux encombrements, exacerbation des incivilités et des délinquances...- sont systématiquement passés sous silence, et, bien entendu non mesurés.

Concernant la politique que du logement, l'auteur met en avant les deux objectifs de l'accessibilité et de la mixité sociologique, et considère qu'il faudrait mettre en œuvre les quatre mesures suivantes :

= Incitation à la localisation des pauvres dans les quartiers riches ;

- = Dissuasion à la localisation des riches dans les quartiers riches ;
- = Dissuasion à la localisation des pauvres dans les quartiers pauvres ;
- = Incitation à la localisation des riches dans les quartiers pauvres.

C'est là qu'une politique urbaine conséquente doit se donner des outils puissants et intervenir de manière déterminée pour préserver les équilibres et éviter le basculement dans un processus difficilement réversible. Les gouvernements urbains devraient pouvoir surveiller la dynamique de peuplement des quartiers comme le lait sur le feu et tenir fermement les manettes.

Et qui va mettre ces mesures en œuvre sans coercition ?

Un tableau P.145 montre le décalage qu'il y a entre PIB/habitant et RDB/habitant entre l'Île de France et le reste de la France. Cependant l'auteur tombe dans le piège du « PIB » francilien qui est calculé via la consolidation des comptes des sociétés dont le siège est en Île de France, ce qui fausse complètement l'image de la soi-disant productivité de l'Île de France. Par ailleurs, JL n'aborde jamais la question de l'échelle des revenus, pourtant un élément fondamental dans la localisation des ménages.

Dans une approche semi-fractale, l'auteur considère que l'achèvement de l'urbanisation (*française*), la construction européenne et la mondialisation organisent l'espace français, comme celui des autres Pays européens, selon cinq niveaux : 1/ Celui de la ville (*aire urbaine*) ; 2/ Celui de la région ; 3/ Le niveau national ; 4/ L'Europe (*Union Européenne*) ; 5/ Le Monde.

Dans les conditions de la complexité spatiale, qui est l'un des modes d'existence de la société d'acteurs ouverte dans laquelle nous évoluons, il paraît souhaitable de construire des espaces politiques possédant le maximum de cospatialité. La cospatialité, c'est le partage d'un espace commun à tous, ce qui suppose que les spatialités de chacun communiquent avec celles des autres et fassent système entre elles.

Sur la question des régions et de la pertinence de leur nombre, JL ne déroge pas à une démarche technocratique top-down et indique qu'il voit probablement comme pertinent de structurer l'espace en dix régions ; pour un géographe qui se veut novateur, c'est plus que surprenant !

Pour finir, Jacques Levy imagine trois scénarios qu'il a nommés : « *Le coup de balai* » ; « *Comme si de rien n'était* » ; « *Une rencontre* ». Nous n'en dirons pas plus pour laisser au lecteur la surprise de ce qui peut-être probable ou pas.

_____ Renvois :

- ✘ Michel LUSSAULT, *L'homme spatial / Construction de l'espace humain* – **FuturWest N°24**
- ✘ Martin VANIER, *Le pouvoir des territoires* – **FuturWest N°28**
- ✘ Mathieu CROZET, *La nouvelle économie géographique* – **FuturWest N°34**
- ✘ Marc WIEL, *Le Grand Paris (Conflit de la décentralisation)* – **FuturWest N°39**
- ✘ Jean VIARD, *Nouveau portrait de la France* – **FuturWest N°46**

LF

L'Union Européenne Prix Nobel de la Paix ! Le comité norvégien a décerné en Octobre 2012 le PN de la Paix à l'UE pour sa contribution depuis 60 ans à l'avancement de la paix, à la réconciliation entre les peuples, à la démocratie et aux Droits Humains en Europe. L'UE est en effet le plus gros pourvoyeur mondial d'aide humanitaire et au développement aujourd'hui.

Cette récompense est l'occasion de nous rappeler que cette initiative portée par les pères fondateurs a permis de mettre fin au conflit franco-allemand, de lutter contre les totalitarismes et avant tout de promouvoir une Europe libre, prospère et unie, célébrée par la déclaration de Schuman le 09 Mai 1950.

Même si la crise des dettes souveraines et les récentes négociations à la baisse du budget de l'Union 2014-2020 ont favorisé la montée des critiques, l'opinion des citoyens témoigne de l'attente d'une puissance publique commune. L'annonce de l'éventuelle disparition du programme Erasmus a d'ailleurs suscité de très vives critiques et a été défendu dans plusieurs Pays européens.

Les discussions sur la gouvernance économique et l'accord sur la création d'un brevet européen peuvent être considérés comme des avancées majeures. Alors que se profilent les élections de 2014, il semble utile de dresser un état des lieux de l'opinion européenne.

Dominique REYNIE (Dir.)
L'opinion européenne en 2013
Lignes de Repères – 2013 – 165 pages

Les chapitres sont approvisionnés par des contributions de onze personnes, amenant de facto une diversité de manières de plume fort agréable. L'ouvrage est, comme souvent lors de ses publications antérieures, fort intéressant et ne se contente pas des approximations habituellement entendues dans les grands médias réducteurs. Le lecteur est invité à se documenter, à bien se documenter.

Dans le Chapitre « *L'idée européenne, moyen de la Paix* » : Dans le contexte actuel de crise de légitimité de l'Europe, il est nécessaire de rappeler l'association historique entre le pacifisme et l'idée européenne. Il s'agit sans doute là de trait le plus constitutif de l'imaginaire européen depuis deux siècles, un trait qui gagnerait à nourrir un « *grand récit* » de légitimation, certainement le plus audible pour les sociétés continentales. L'Europe en soi n'existe pas, en effet. Elle ne peut avoir un contenu autonome et, à ce titre, ne peut épuiser une vocation militante ou une adhésion spontanée. Une fédération, une communauté ou une union n'ont de sens que rapportées à un projet plus global que ces entités européennes ont justement pour fonction de promouvoir.

Robert SCHUMAN (09 Mai 1950) « *En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.* »

Renvoi : « *Pour l'Europe* » www.robert-schuman.eu (Cinquième édition).

Dans le chapitre « *Comment l'Union Européenne a transformé l'Europe en continent de prospérité* » : La question des politiques communes et de leur capacité à fédérer des populations aux préférences hétérogènes sera de plus en plus soulevée – donnant au trilemme de Rodrik toute sa pertinence (*l'impossible réconciliation de l'intégration régionale, de l'Etat-nation et du processus démocratique*). Dès lors, si l'UE a sans nul doute contribué à l'essor économique d'après-guerre, elle n'a pas réussi à développer un véritable modèle de croissance européen. Les performances de croissance et les réalisations de politiques communes relèvent bien plus de négociation ou de compromis entre ces forces divergentes que de l'application d'une vision économique préexistante.

Dans le chapitre « *Le budget européen : ce mal-aimé de l'opinion européenne* », il est noté le peu d'intérêt des Européens, en général, pour le budget de l'UE qui est bien modeste en regard de ce

qu'il serait capable de faire avec plus d'ampleur. Une exception toutefois, le budget Erasmus – étudiants dans divers Pays de l'UE. Cela laisse à penser que le programme Erasmus représente l'un des rares – si ce n'est le seul – programmes financiers à être identifié et justifié comme « européen » par l'opinion du Vieux Monde. L'article ne dit rien du programme Leonardo – apprentis dans divers Pays de l'UE.

Dans le chapitre « *Action humanitaire européenne, la solidarité en action* » : Les actions de l'UE dans le domaine de l'aide humanitaire visent à porter assistance et secours aux populations des Pays tiers (*mais aussi parfois intra UE*), victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, et à les protéger, pour faire face aux besoins humanitaires résultant de ces différentes situations.

ECHO : European Commission Humanitarian Office

http://ec.europa.eu/echo/index_fr

Près de 9 citoyens sur 10 (88%) estiment important que l'Union finance des programmes d'aide humanitaire, soit une augmentation de 9 points par rapport aux résultats de 2010 (79%). Et, en dépit de la crise économique sévissant dans nombre de Pays de l'UE, 84% des sondés soutiennent la poursuite des efforts humanitaires, notamment d'une manière centralisée, considérée plus efficace que des actions individuelles. Il n'y a aucune exception nationale à cette acceptation.

Le Chapitre qui présente les élections qui se sont déroulées durant l'année 2012 dans 24 Pays européens (*locales, régionales, nationales, référendums...*) est notamment intéressant pour ce qu'il montre du pluralisme intelligent des partis allemands. On trouve ainsi une coalition CDU-SPD en Sarre ; une coalition SPD-Verts-Fédération des électeurs en Schleswig-Holstein ; une coalition SPD-Verts en Rhénanie du Nord-Westphalie !

Renvoi :

- Daniel INNERARITY, *Le futur et ses ennemis* – **FuturWest N°35**
- Dominique REYNIE, *Populismes : la pente fatale* – **FuturWest N°39**
- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle* – **FuturWest N°41**
- Laurent COHEN-TANUGI, *Quand l'Europe s'éveillera* – **FuturWest N°42**
- Jeanne RIVA, *La difficile cohabitation États-nations en Europe* – **FuturWest N°48**

LF

Les performances économiques et sociales actuelles de la Suède ravivent l'intérêt des observateurs pour le « modèle suédois ». Déjà, au milieu du 20^e siècle, la Suède était l'archétype d'une société démocratique et consensuelle, alliant efficacité économique, redistribution et protection des individus. Plus récemment, du milieu des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, elle a suscité l'intérêt du fait de sa vitalité économique, de la résistance de sa base industrielle et de l'assainissement de ses comptes publics. On en oublierait presque que le Pays a connu une grave crise économique au début des années 1990 qui l'a poussé à revoir en profondeur l'organisation de son modèle social.

A l'heure où la France s'interroge sur les moyens de renouer avec la croissance et de redresser son industrie, il y a beaucoup à apprendre des ingrédients du succès suédois. Le présent texte examine différentes facettes de cet écosystème, telles que le dialogue social, l'innovation, les politiques de l'emploi, la fiscalité... qui ont toutes eu des effets directs ou indirects sur sa croissance économique. Il met en avant les réformes structurelles qui furent menées dans les années 1990 pour assainir les finances publiques tout en conservant un haut niveau de performance économique, de service public et de protection des citoyens.

Plus que les réformes elles-mêmes, qui ne sont sans doute pas toutes transposables au contexte français, l'expérience suédoise frappe par la capacité des acteurs économiques et politiques à organiser des réformes profondes sans blocage, préparées par un long processus d'expertise et de négociation qui favorise leur appropriation. Son succès nous invite à nous demander comment renouveler, en France, la manière de conduire les réformes et d'élaborer des choix collectifs.

Emilie BOURDU

Les transformations du modèle économique suédois La Fabrique de l'industrie – 2013 – 145 pages

Mais comment font-ils ? Cette question revient tout au long de la lecture de l'excellent ouvrage coordonné par Emilie BOURDU.

Le cas suédois frappe par le nombre d'analogies avec le modèle français : prééminence des grands groupes exportateurs, rôle important de l'Etat, attachement de longue date à la redistribution des revenus et aux services publics. Mais il ne faut pas s'y tromper : les deux Pays ne sont que des faux-jumeaux. Quand la France peine à se réformer, la Suède fait figure de social-démocratie décomplexée : elle maintient un Etat-providence très protecteur mais, lorsque le constat est établi que les recettes antérieures ne fonctionnent plus, elle sait rassembler au-delà des divergences idéologiques et des intérêts contradictoires pour concevoir et mettre en place des réformes structurelles pragmatiques.

Service économique régional de Stockholm : « *Les Suédois n'ont pas un anglais académiquement parfait, mais la connaissance pratique de l'anglais est très répandue (91% de la population en 2007, 45% en France – Eurostat), avec une grande aisance à l'oral. Ceci est un atout pour partir à la conquête des marchés internationaux. L'apprentissage de la langue commence très jeune et passe beaucoup par l'expression orale. Dans l'environnement des Suédois et au-delà de l'enseignement, certains éléments facilitent cet apprentissage, comme le fait que les films soient sous-titrés mais jamais doublés ou encore le très fort de connexion à L'Internet de la population et ce dès le plus jeune âge.* »

L'innovation.

Avec une dépense représentant 3,4% du PIB, la Suède est le Pays qui investit le plus au Monde en R&D ; la part publique de cette dépense étant minoritaire.

La Suède dispose d'une base industrielle forte, structurée autour de grands groupes exportateurs et de grands empires capitalistiques détenant in fine une fraction importante des

entreprises. Elle se désindustrialise, comme tous les Pays développés, mais elle le fait moins vite que d'autres Pays, de sorte que son socle industriel, où les secteurs dits traditionnels demeurent importants, bénéficie aujourd'hui d'une importance comparable à ce que l'on trouve en Allemagne. A contrario, le système suédois ne semble pas propice à l'émergence de startups résilientes, ni d'ailleurs favorable aux ETI.

Malgré tous les succès, on peine à trouver une trace écrite de ce qu'est la politique industrielle suédoise aujourd'hui, de ce que sont ses stratégies et ses objectifs pour l'avenir. La Suède est une nation industrielle sans politique industrielle.

L'OCDE distingue deux modèles performants de politique de l'emploi : le modèle libéral, à l'image du système britannique et le modèle nordique. Il y a eu deux types de politiques réussies ces dernières années. L'une repose sur la concurrence sur le marché des produits, de faibles niveaux d'allocations, une faible protection de l'emploi ; le résultat est un haut taux d'emploi, un faible coût public, un haut taux de travailleurs pauvres. L'autre repose sur la négociation et un dialogue social forts, des allocations généreuses, des politiques actives et un strict contrôle de la recherche d'emploi. Elle produit des hauts taux d'emploi, de faibles taux de travailleurs pauvres et un coût budgétaire élevé. Le modèle nordique apparaît comme celui qui est à la fois efficace et équitable.

L'administration suédoise se caractérise aussi par une culture de la transparence et de l'évaluation. Les citoyens disposent d'un droit universel d'accès aux documents officiels et peuvent lire tous les documents administratifs qui ne sont pas classés secret. Des indicateurs de gestion ont été mis en place pour mesurer l'efficacité de la dépense publique et l'Agence nationale pour la gestion publique est chargée de l'évaluation de l'administration.

Rappelons que ce que l'on nomme de nos jours la démarche « *Open data* » fut inventée par le Suédois Anders Chydenius ... en 1766 !

L'ouvrage est illustré de nombreux tableaux, de statistiques, de schémas des organisations du Pays, des évolutions socio-économiques constatées sur de longues périodes... qui laissent souvent pantois par ce que ce peuple a réalisé et continue de construire dans le contexte de la Globalisation souvent invoqué, surtout en France, comme justification à nos difficultés...

Renvois :

- Suzanne BERGER, *Made in Monde (Variétés économiques)* – **FuturWest N°20**
- Gosta ESPING-ANDERSEN, *Trois leçons sur l'État-providence* – **FuturWest N°27**
- François GARCON, *Le modèle suisse* – **FuturWest N°33**
- Eric GUICHARD, *Regards croisés sur L'Internet* – **FuturWest N°45**

LF

MEMOIRES DU FUTUR suite

Cinquante ans après le vol mythique de Youri Gagarine, le 12 Avril 1961, la conquête spatiale privée s'annonce. Ses avancées technologiques, ses ressorts économiques...

Ils sont les pionniers d'une ère nouvelle. Ils ont pour noms Richard Branson (Virgin Galactic) qui prépare le SpaceShip Two ; Elon Musk, cofondateur de Paypal, patron de Tesla Motors et surtout de l'entreprise SpaceX, créée en 2004, dont le lancement réussi de l'attelage fusée-vaisseau Falcon9-Dragon a stupéfié tout le milieu spatial en 2010 ; ou encore Jeff Bezos (Amazon), ou encore Sergueï Brin et Larry Page (Google)...

Faire découvrir l'espace au plus grand nombre : utopie pour réalité déjà en marche ?

Alain DUPAS

Demain nous vivrons tous dans l'espace

Robert Laffont – 2011 – 180 pages

Concernant l'hypothèse « Mars One », d'installation définitive de « colons » sur la planète rouge, le physicien Freeman Dyson s'est livré à un calcul très précis concernant l'effort financier que les ménages embarqués sur le Mayflower en 1620 avaient consentis pour s'extraire d'Europe et affronter en s'y installant un nouveau monde. Le résultat montre qu'il représentait environ la moitié du revenu de toute leur existence. L'investissement personnel était donc considérable, témoignant de l'attraction irrésistible du départ vers une terre inconnue. L'effort équivalent aujourd'hui serait de 1 M\$, donc au standard US, un ménage qui gagne # 50000 \$/an. Why not ?

En 1969, Neil Armstrong commandait le vol historique Appolo-11 auquel prenait part Edwin Aldrin et Michael Collins. Et sa phrase « un petit pas pour l'homme, un bond de géant pour l'Humanité » fit le tour du Monde. Elle s'est imprimée depuis dans la mémoire collective et marque une rupture forte dans la destinée des Hommes.

Marie-Christine BERNELIN & Philippe COUË

Neil Armstrong, Un clin d'œil à la Lune

A2C Médias – 2012 – 155 pages

En écho au livre d'AD présenté supra, ces propos de Neil Armstrong (1994) « Aussi longtemps que le vol spatial sera le domaine des gouvernements, nous serons limités sur ce que nous pourrons faire car tous les gouvernements seront contraints par les budgets disponibles. Mon espoir est que, dans le futur, des systèmes de propulsion peu onéreux rendront le vol spatial accessible et par le fait que nous pourrons avoir davantage de participation privée pour voler au-dessus de l'atmosphère. Quand nous pourrons le faire avec de l'argent privé (...) nous aurons fait un grand progrès. »

Renvois :

- Richard HEIDMANN, *Planète Mars, une attraction irrésistible* – **FuturWest N°20**
- Jean-François PELLERIN, *50 inventions tombées du ciel* – **FuturWest N°42**
- Patrick BAUDRY, *La conquête spatiale en question* – **FuturWest N°46**

Reprendre est le premier essai politique de l'auteur. Il y présente une proposition radicalement innovante pour sortir de la dette sans passer par la case « sang et larmes » à laquelle tous – experts comme politiciens – se résignent comme à un destin incontournable. Cette réforme aurait en outre des impacts économiques et sociaux de grande portée, en protégeant les entreprises des caprices des marchés financiers et en rééquilibrant le rapport capital-travail de façon significative, en faveur du travail.

Jean-Michel TRUONG
Reprendre : ni sang, ni dette
No Man's Land – 2012 – 130 pages

Ca décoiffe !

La lecture attentive amène forcément le lecteur curieux et patient à se poser des questions précises et concrètes quant à la fiabilité de ce qui est proposé. L'auteur y répond pas à pas, pédagogiquement, tout en renvoyant à des annexes fort bien documentées pour qui veut mettre les mains dans le cambouis.

JMT : « Ce livre est né du scandale qui fut le mien lorsque, rentrant au Pays après deux décennies de Chine, je retrouvai une France cataleptique, et le débat politique – c'était aux premiers jours de la campagne présidentielle de 2012 – en mode psalmodie en boucle des même mantras fatigués, avec une équipe sortant de dix ans aux affaires sans avoir rien vu venir, une autre de dix années d'opposition sans une seule idée neuve, et une classe médiatico-intellectuelle en mode comptage de points, façon Roland Garros, tandis qu'aux extrêmes on affutait les couteaux. »

Au début du livre, fort de ses parcours professionnels en Chine, l'auteur montre la lente régression de la France qui passe de la place de cinquième partenaire commercial avec l'Empire du Milieu en 1990... au dix-septième rang vingt ans plus tard. Plus loin, il expliquera combien les arrogances françaises sont totalement décalées avec les réalités – élémentaires - de la Globalisation.

Pour l'essentiel, son livre présente une évolution inédite : consacrer les 200 G€ d'aides diverses déversées vers les entreprises sans contreparties chaque année par l'Etat (*et qui de fait se transforme en dette*) à les reconfigurer en dots pour les citoyens. Le titre du Chapitre 3 est particulièrement explicite à cet égard « *De l'urgence d'enrôler 38 millions d'agents du trésor* ». L'annexe H présente un tableau montrant la montée en puissance des dots mis à la disposition des citoyens (*actifs et non-actifs*), irrigant l'économie réelle sans risque financier et sans création de dette, et l'apurement progressif de la dette cumulée à ce jour (# 2000 G€) qui devient nulle (*et stable*) à partir de N+14. D'autres annexes expliquent très précisément les mécanismes mis en mouvement, se résumant parfaitement dans le titre du Chapitre 7 « *Où les peuples se reprennent et, se reprenant, se reprennent à rêver.* »

Le livre de JMT est sans égal ; il fera vraisemblablement grincer des dents chez ceux qui sont censés gouverner la France depuis vingt ans ; il fera se lever des sourcils interrogatifs quant à la pertinence de la proposition et de la crédibilité de la démarche ; il fera bondir de joie tous ceux qui espèrent encore dans la volonté humaine de prospérité et de réduction des inégalités. Rien n'empêche d'essayer, le processus est sans risque... financier. L'Annexe J est d'ailleurs rédigée pour les contempteurs « *Des risques et de leur contention* ».

Chiche !

Qu'attendons-nous pour abolir un système de notation obsolète ? Quand cessera-t-on d'enseigner les sciences comme on transmet le Coran ou la Bible ? Pourquoi ne pas recruter les enseignants d'abord sur l'obtention d'un BAFA ?

Gabriel Cohn-Bendit, créateur du lycée expérimental de St Nazaire et pédagogue reconnu, lance un brillant appel pour un renouveau de l'école. S'adressant à la fois aux profs, aux jeunes qui se destinent à l'enseignement et aux parents, il appelle de ses vœux la constitution d'un mouvement uni de pédagogues afin de remédier à la crise de l'enseignement.

Gabriel COHN-BENDIT

Une autre école. Repenser l'éducation, vite !

Autrement – 2013 – 135 pages

Ce livre fait partie des éditions Autrement, collection Haut et Fort qui édite des auteurs indépendants et engagés.

L'auteur entame son introduction par la retranscription de sa lettre envoyée à Vincent Peillon peu après sa nomination, et, se rendant compte qu'une lettre ne suffisait pas, il a écrit ce livre. La lettre vise à faire prendre conscience de la gravité du divorce existant entre certains jeunes et l'école, et du fait que les enseignants eux-mêmes ne supportent plus le système scolaire tel qu'il est. Il préconise d'oser l'expérimentation et l'innovation, en regrettant que des centres expérimentaux comme celui de St Nazaire n'ait pas été démultiplié.

Professeur en retraite depuis seize ans, il ne fait aucun doute pour lui qu'une autre école est possible, et il cite des exemples réussis, en Finlande, et en France dans des centres expérimentaux. Les blocages émanent à la fois du corps enseignant et des pouvoirs publics, qu'ils soient de droite ou de gauche. De ce fait, il propose que les enseignants disposés à s'engager pour des pratiques différentes puissent le faire, sans attendre que tout le système soit prêt, car cela prendrait des dizaines d'années. L'auteur relate avec amertume beaucoup d'espairs déçus.

Il rappelle que les constats de perte de pouvoir de l'autorité ne datent pas d'hier (mais d'avant JC ...). Pour lui, la vraie question est de rétablir du sens à l'école, en redonnant notamment l'envie et le goût d'apprendre. Pourquoi n'enseigne-t-on pas le bonheur d'apprendre ? Pourquoi enseigne-t-on la même chose à des élèves différents ?

Il aborde ensuite un large éventail de sujets. Il est partisan de l'abolition de la notation, car celle-ci prend une tournure délirante depuis une vingtaine d'années, qu'elle est subjective (il fait référence à des travaux scientifiques sur le sujet), et que sans elle les élèves liraient les corrections, source d'apprentissage supplémentaire. Il s'indigne contre la focalisation sur la « *faute d'orthographe* » au détriment du fond ; contre les rythmes scolaires, voudrait remettre en œuvre un service civil, diminuer le temps de vacances et y proposer des activités ; permettre aux parents de venir quand ils veulent pendant les cours. Il cite la plupart du temps des exemples issus de la Finlande ou du centre de St Nazaire qu'il a géré.

La question de la laïcité n'est pas éludée. Il prône une école publique où toutes les religions seraient concrètement représentées, soit au niveau des enseignants, soit par la présence de représentants de tous les cultes. Pas question pour lui d'exclure quelqu'un qui montre des signes ostentatoires de sa religion : les permettre tous.

Lorsqu'il aborde la question des matières enseignées, c'est pour affirmer qu'il faudrait supprimer les programmes, afin d'une part que cela ne devienne pas la seule préoccupation de l'enseignant (*avoir fini le programme ...*), et que cela rétablisse la communication entre eux. Il développe l'enseignement de l'histoire (*pour DES histoires*), l'enseignement culturel, des maths et sciences, des langues, des nouvelles technologies, en donnant des « *leçons* » sur la bonne manière de faire. Il va même jusqu'à

avancer que « l'école a le don de dégoûter les élèves de tout ce qu'elle touche : littérature, sciences, mathématiques, histoire, géographie, langues vivantes ».

Dans la dernière partie du livre, il donne l'exemple d'une dizaine d'établissements où la refondation est en marche, et développe le portrait de trois écoles : Vitruve, Clisthène, et le lycée expérimental de St Nazaire. Pour la première, d'influences Ferrer et Freinet, on apprend plutôt comment les enseignants, élèves et responsables gèrent et décident ensemble pour leur école. Clisthène est née du Conseil de l'Innovation, avec un pari d'inventer une école plus efficace. Le rapport au savoir est un thème récurrent. Pour l'auteur, c'est un bon exemple où l'innovation peut prendre quand on réunit des enseignants volontaires et d'accord pour un projet. Le lycée expérimental de St Nazaire est un exemple de cogestion du projet éducatif, avec une volonté de trouver d'autres chemins pour apprendre, sous des inspirations Freinet, mais aussi Rousseau, Comenius, Rogers, etc. (*liberté et respect de l'humain avant tout*). Créé en 1982 (*entre autres par l'auteur*), pour lui il a de plus en plus de raison d'être.

Il conclut par un appel à tous les pédagogues novateurs pour (se) manifester et refonder l'école. Il lance l'idée d'un nouveau Conseil de l'innovation comme l'avait lancé Jacques LANG.

Le ton global du livre pourrait rappeler celui de « *l'indignez-vous* » de HESSEL, son livre est un grand coup de gueule. Il propose ses propres idées, émet beaucoup de critiques négatives, effectue des constats et des propositions que les personnes averties et côtoyant le monde de l'éducation connaissent déjà par cœur. Ses allégations sont ponctuées d'anecdotes et d'exemples, aspect agréable d'une certaine façon, mais globalement, il se sert souvent d'un exemple pour en dégager une vérité globale. Effectivement, comme annoncé dans l'introduction, on a plus affaire à une lettre approfondie à un ministre qu'à une démonstration étayée pour une nouvelle école. Un public moins averti disposera, en un petit livre assez rapide et facile à lire, du tour de tout ce qui ne va pas dans l'école actuelle, au grand complet, et des pistes de réflexion sur des solutions, parfois à un niveau local, souvent à un niveau gouvernemental.

Renvois :

- Michel CARTON (*et all.*), *La société des savoirs (knowledge society)* – **FuturWest N°23**
- François GARCON, *Le modèle Suisse* – **FuturWest N°33**
- Christian COGNE, *Requiem pour un émeutier (Éducation)* – **FuturWest N°37**
- Monique DAGNAUD, *Génération Y (Jeunes et réseaux sociaux)* – **FuturWest N°43**
- Navi RADJOU (*et all.*), *L'innovation JUGAAD (Redevenons ingénieurs !)* – **FuturWest N°49**

MPF

Qui sont les antispécistes? Que veulent-ils? Pourquoi?

L'antispécisme est un militantisme original, développé en France depuis 1985, remettant en question notre rapport aux animaux et à la nature. Fondée sur le principe que tout être vivant doué de sensibilité doit pouvoir vivre sans être soumis arbitrairement à la souffrance et à la mort par d'autres êtres vivants, cette pensée en action s'inscrit dans le cadre plus vaste de la lutte contre toute forme de domination et de prédation.

A partir d'une étude ethnologique approfondie, cet ouvrage examine et situe ce mouvement au sein de notre société. L'auteur, qui a assisté à la naissance de ce courant, retrace son évolution, présente les individus qui se sont engagés, leur mode de vie, leurs difficultés, leurs satisfactions

Catherine-Marie DUBREUIL

Libéralisation animale et végétarisation du monde

Éditions du CTHS -2013 - 225 pages

En France, le mouvement existant déjà chez les anglo-saxons, les antispécistes issus de la mouvance anarchiste, se réfèrent aux penseurs classiques de la libération animale. La réflexion philosophique occupe une place prépondérante depuis son origine, pour asseoir son identité en affirmant son radicalisme.

Les premiers écrits par lesquels le mouvement français s'autonomise, datent du milieu des années 80. La revue «les cahiers antispécistes» existe depuis 1991 et la première manifestation se tient à Strasbourg en mai 1998 dans une totale incompréhension de la population

L'activité des militants jusqu'en 2001 est la réflexion, la discussion, la diffusion des idées et l'organisation de débats d'où émergent les trois piliers de l'action : être végétarien, antiraciste, antisexiste. «*On a l'impression d'être des pionniers*» dit l'un d'entre eux

Etre végan, c'est à dire vivre sans utiliser les animaux, impose un contrôle plutôt compliqué de la nourriture, les sous-produits animaux étant présents dans bien des préparations.

Cette conduite radicale les éloigne d'autres militantismes mais leur permet de tracer leur propre voie.

L'homme est un animal, dans ce cadre le mouvement antispéciste prône une révolution culturelle et morale, il se situe à l'écart des mouvements de défense des animaux, car il ne faut pas mélanger défense et libération. Son combat se dirige prioritairement contre l'élevage et l'expérimentation

Dans le mouvement les réflexions théoriques entraînent toujours des interrogations sur le comportement quotidien, et aboutissent à des conduites, par exemple, vis-à-vis des chiens et des chats, ne pas «être maître», mais plutôt «s'occuper de», «vivre avec»

Les antispécistes français se positionnent aussi contre l'écologie, notamment autour de la prédation et de la justification possible de la mise à mort des animaux.

S'appuyant sur les écrits de Philippe Descola, ils pensent que la coupure nature/culture n'est qu'une construction sociale donc que les actes réputés naturels peuvent être modifiés entre autres la prédation.

Le végétarisme, clé de la conduite anti-prédation, est recommandé pour les humains mais aussi envisagé pour quelques animaux familiers. «*Je rêve de la fin des guerres, et pas seulement des humains entre eux; je rêve de la fin des guerres que livrent les humains aux autres animaux, et je rêve aussi de la fin des guerres que se livrent les animaux entre eux*». Cette déclaration de Théodore MONOD de 1997 reflète bien la pensée du mouvement.

Les antispécistes établissent un parallèle entre la lutte contre la prédation et la remise en cause du système capitaliste.

Ils veulent mettre en lumière d'autres modèles de liens comme la complémentarité et la solidarité, en militant pour la fin des rapports de domination quels qu'ils soient.

Ils luttent contre le racisme, le sexisme, l'homophobie. Ils cherchent des alternatives à l'école publique obligatoire, à la famille patriarcale, ils sont pour le droit à l'euthanasie, etc...

Ce militantisme exigeant est un fardeau par la marginalisation qui l'accompagne. Il entraîne des ruptures de vie et favorise l'isolement, car il faut généralement justifier ses choix alimentaires auprès du corps social comme de ses proches. Il faut aussi supporter la conscience de l'omniprésence de la douleur qui s'affiche à travers de multiples produits de consommation courante (*boucherie-parfumerie-chaussures-pharmacie,...*), côtoyer des personnes qui sont parfaitement insensibles à l'exploitation animale. Ils sont souvent accusés d'antihumanisme, leurs positions questionnant le principe profondément enraciné de supériorité de l'homme sur les animaux, une évidence qu'il n'est pas imaginable d'interroger.

La critique psychologique est aussi utilisée pour les discréditer. L'intérêt vis à vis de la cause animale est décrite comme un rattrapage névrotique d'une relation manquée avec ses semblables

Face au poids social, certains militants s'éloignent du mouvement notamment les femmes qui se sentent plus à l'aise dans des groupes spécifiquement féminins, tout en gardant une pratique végétarienne. Les idées ne sont pas remises en cause, c'est le fonctionnement du mouvement qui est problématique.

Un de leurs grands problèmes a été leurs relations avec les médias entre invisibilité et moqueries, mais actuellement le mouvement gagne en visibilité et pense pouvoir être entendu. Il modifie ses pratiques militantes comme par exemple le lancement de la journée mondiale pour l'abolition de la viande.

On riait d'eux, aujourd'hui on les prend davantage au sérieux, jusqu'à en avoir peur.

Le combat se déplace lentement de la libération des animaux à l'abolition de la viande.

En plus de vingt-cinq ans de présence militante consistante, les antispécistes participent à l'avènement d'une conscience collective occidentale plus attentive à la sensibilité des animaux et plus vigilante quant à sa responsabilité à leur égard.

Même si les pratiques envers les animaux n'ont pas changé de façon décisive, les antispécistes ont fait surgir le doute sur leur légitimité en montrant la réalité des actions qu'ils condamnent. Il faut peut être y voir le début d'une influence qui pourrait s'amplifier.

ALL

L'impôt sur le revenu des personnes physiques est l'enjeu de débats passionnés et passionnants. Bien que presque centenaire, il reste toujours d'une grande actualité à la fois dans le cadre d'une réflexion sur notre système fiscal et plus largement sur les choix politiques encore possibles malgré la crise économique et financière qui impose ses contraintes.

La question de la refondation de cette imposition permet d'alimenter et de renouveler l'analyse de quatre thématiques. La première d'entre elles est la notion de justice fiscale dans le cadre de l'impôt sur le revenu. Elle est essentielle et constitue le point de départ indispensable permettant d'aborder les autres thèmes. Les dépenses ou « niches » fiscales du fait de leur importance tant quantitative que financière tendent à être remises en cause à la fois dans leur principe et quant à leur efficacité. La progressivité, élément fondamental de l'impôt sur le revenu, s'affaiblit et on ne peut que s'interroger à propos de son évolution. Enfin, il s'agit d'analyser la pertinence des mécanismes actuels de prise en compte de la famille dans le cadre de l'impôt sur le revenu face aux profonds changements qui bouleversent la famille.

Outre la perspective du droit français, des contributeurs étrangers nous permettent d'avoir un point de vue différent qui vient enrichir la critique de notre système fiscal. De même, la sociologie permet d'apporter un éclairage complétant utilement l'analyse juridique.

Sous la direction de Laurence VAPAILLE
Refonder l'impôt sur le revenu
L'Harmattan – 2013 – 265 pages

La refondation de l'impôt sur le revenu reste d'actualité, dans le cadre d'une réflexion sur notre système fiscal et sur les choix politiques encore possibles malgré la crise économique et financière qui impose ses contraintes. Ce livre regroupe les contributions de plusieurs intervenants lors d'un colloque sur le sujet qui s'est tenu en 2012.

Historiquement, l'IR a été créé par les lois Caillaux en 1914 modifié en 1917 pour renflouer les caisses de l'Etat alors, déjà, fortement endetté. La mise en place progressive de l'IR fut une évolution majeure de la conception de la justice fiscale : en dépassant la conception, datée de l'époque de la Révolution française, de l'égalité de tous devant l'impôt, l'IR instaure le principe de la personnalisation et de la progressivité de l'impôt. Il permet une réduction des inégalités de revenus qui compense l'iniquité de la TVA qui est un impôt inversement proportionnel pour les plus pauvres. La justice fiscale, fondée sur le contrat social de la démocratie interventionniste, contribue à réduire les écarts de revenus perçus socialement comme injustes afin de répartir les richesses proportionnellement aux mérites de chacun. La fiscalité sur le revenu rapproche ainsi les revenus disponibles par un IR plus ou moins progressif, idéalement selon le consensus sociétal du moment voire, plus basement, pour satisfaire tel ou tel électeur. Pour preuve, selon Gilbert ORSONI, « *En 2012, les personnes disposant de 1000 € par mois ont payé 45% de taux effectif alors que ceux disposant de 63 000 € par mois ont payé 35%* ». L'administration fiscale s'efforce malgré tout d'accentuer la perception d'administration au service de la justice, de l'efficacité et de la performance plutôt que du contrôle ou de la sanction confiscatoire.

L'actualité est donc à la refondation de l'impôt en jouant sur sa progressivité ou par le prélèvement à la source qui aurait le mérite de simplifier grandement la collecte de l'impôt même si l'IR pourrait au passage perdre un peu de sa personnalisation. Les niches sont aussi remis en question ou du moins devrait évoluer vers des niches « vertes » favorables à l'environnement. La fiscalité va ainsi rapidement se mettre au service d'une politique environnementale. L'écotaxe (*principe du pollueur-payeur*), créée récemment dans de nombreux pays, permet de diminuer d'autant l'IR. Décrié en France, l'écotaxe est pourtant l'avenir de la fiscalité environnementale.

Les débats actuels évoquent aussi la fusion de l'IR et de la CSG-CRDS, créée en 1991, qui

finance les dépenses sociales. Pour mémoire, en 2010, la Sécurité Sociale n'a été financée qu'à 56% par les cotisations sociales et 40% par ces recettes fiscales (CSG-CRDS). Un des freins à cette fusion est que le taux de l'IR est caractérisé par sa progressivité et sa personnalisation (*niches, nombre d'enfants, marié ou célibataire,...*) au contraire de la CSG-CRDS qui est caractérisé par sa proportionnalité, son prélèvement à la source et son assiette plus large (revenus du patrimoine, des placements et le salaire). Une fusion au détriment de la progressivité réduirait à néant les ambitions de justice fiscale. Plus vraisemblablement et que pour que la fiscalité soit acceptée, elle restera majoritairement progressive et avec de moins en moins de niches, au moins sur l'imposition des revenus du travail. Les revenus du patrimoine pourraient évoluer vers une « flat tax », une imposition forfaitaire.

En conclusion, au delà de la justice fiscale et des choix politiques, la simplicité de la collecte va finir par s'imposer à tous. L'administration fiscale a ainsi perdu 15 000 postes ces 5 dernières années et ne sera de toute façon plus en capacité de collecter des impôts « compliqués ».

Renvois :

- Gosta ESPING-ANDERSEN, *Trois leçons sur l'État-providence* – **FuturWest N°27**
- Camille LANDAIS, *Pour une révolution fiscale* – **FuturWest N°40**
- Maurice DECAILLOT, *L'économie équitable* – **FuturWest N°41**
- Jean-Marc DANIEL, *Huit leçons d'histoire économique* – **FuturWest N°47**

SD

L'universalité des droits de l'homme, qui sont considérés comme un instrument de la stratégie globale des Nations Unies dans la recherche de la paix mondiale, a largement contribué à discréditer certaines pratiques dont les États s'étaient fort bien accommodés des siècles durant, notamment : la loi du plus fort, l'exploitation de l'homme, les discriminations diverses dont celles fondées sur la race, le sexe ou l'origine, etc.

Même si certaines de ces pratiques subsistent aujourd'hui encore, sous des formes subtiles et variées, le chemin parcouru depuis 1948 laisse penser à un certain progrès de l'humanité. On est loin du temps où l'on pouvait contester ouvertement à certaines personnes ou certains peuples des droits pourtant déclarés universels et inhérents à tous.

Toutefois, les droits de l'homme restent un principe de lutte qui requiert en permanence la plus grande vigilance afin de prémunir l'humanité contre le risque toujours possible d'imposture, voire de régression barbare. D'ailleurs, le bilan des droits de l'homme au cours de ces deux dernières décennies laisse penser que l'humanité n'est pas totalement à l'abri de la ferité destructrice [nettoyage ethnique, génocide, trafic d'armes alimentant ainsi l'industrie de la guerre ; ce à quoi s'ajoutent l'exploitation éhontée des êtres humains, la pauvreté et la misère sociale qui ne cessent de jeter sur des chemins périlleux des milliers de personnes à la recherche d'une hypothétique vie meilleure...].

L'humanité n'est pas non plus à l'abri de la vanitas avec ses remises en question permanentes des « acquis » civilisationnels », entre autres les nombreuses récusations prétendument scientifiques de l'interdit pourtant absolu de la torture.

André S. DIZIDREVIC et Roger Koussetogue KOUDE (Dir.)
Les Droits de l'Homme. Défis et mutations.
L'Harmattan – 2013 – 245 pages

Plusieurs articles composent cet ouvrage dont il faut chercher la cohérence et l'unité au terme d'une réflexion manifestement construite pour et par des initiés. Dommage ! Car ce patchwork visait une ambition explicite : la mutation des Droits de l'Homme nous aide à relever de nouveaux défis. C'est bien nous qu'il faut lire, car quelle autre notion plus que les Droits de l'Homme concernerait chaque individu ? Le néophyte pourrait vite s'ennuyer, s'il n'y avait derrière toutes les expressions livrées une vraie question fondamentale.

Ainsi, au-delà des paroles d'initiés, on découvre que ce livre est un essai sur le balancement entre l'acquis d'une universalité des Droits de l'Homme et la naissance en leur sein de justifications particulières. Celles des singularités, choisies comme des incrémentations subreptices et non comme des ruptures. Autrement exprimé, les Droits de l'Homme mutent-ils en parangon des mutations de nos sociétés mondialisées ? Pour reprendre un peu le vocabulaire des auteurs, « *la dialectique métamorphique* » balance entre les contraintes spatiales des territoires et des cultures, et les garanties concédées aux Droits Humains par les gouvernances qui les affectent.

Toute une série d'articles et de débats va décrire et exposer cette articulation, mais hélas en ne s'arrêtant que trop souvent à l'orée des concepts innovants.

Le premier article pose clairement le débat : la singularité existe, pourquoi en tenir compte ? Mais alors que l'on s'attendait à une démonstration, on reste dans l'intuitif d'un volontarisme politique. Le postulat qui nous est livré est que le singularisme d'une situation accède à l'universalité par le seul fait qu'il existe. La dimension culturelle, que chaque singularisme porterait en germe, le contextualise et le rend exigible à l'attention parce qu'il peut être situé. L'article annonce ainsi une réflexion qui restera cependant trop en filigrane dans le reste de l'ouvrage. Elle se construit sur une scansion rhétorique et dialectique entre universalité, particularité et relativité pour mettre en question une conception uniforme et abstraite de l'humanité.

Le second article traite de la gouvernance, alternative principalement opposée aux Droits

MEMOIRES DU FUTUR

suite

de l'Homme. Elle est désignée comme l'invariant prospectif qui fait face à ce concept de plus en plus protéiforme. D'abord la gouvernance des Etats : le conflit devient plus habituel à notre mémoire. Ce sont les heurts entre Droits de l'Homme et souveraineté qui ont façonné les concepts et les octrois. Mais pour quelles limites et quels moyens d'existence ? La position de l'auteur est originale car elle tend délibérément à retenir que les Droits de l'Homme ne seraient pas les impétrants de la souveraineté mais l'inverse. La question devient alors : comment les Droits de l'Homme sont-ils mis à l'épreuve par la souveraineté des Etats et en corollaire, les Etats peuvent-ils tout demander ? C'est à nouveau la contextualisation qui prévaut lorsque l'auteur passe au crible l'efficacité des Droits de l'Homme dans leur mise en œuvre. De l'attaque portée par les Droits de l'Homme dans la sphère politique qui s'est construite autour du concept de souveraineté, on passerait aujourd'hui à une contre-offensive des imperiums souverainistes à quatre niveaux : les devoirs de respecter, ceux de protéger, de promouvoir et enfin de réaliser les Droits de l'Homme. Là encore la grille de lecture en est la singularité contextualisée.

La question de la gouvernance est également abordée par l'aspect des moyens. L'exemple de la Cour Pénale Internationale y est exposé. Il convient d'en retenir que l'équilibre entre universalisme et particularisme se règle soit au moyen de la définition du contenu même des Droits de l'Homme que la Cour est autorisée à examiner (*notion de crime contre l'humanité par exemple*) soit par le truchement, casuistique, de l'opportunité de l'engagement des poursuites : la solution retenue consiste à s'appuyer sur la notion de poursuites « raisonnables ».

L'ouvrage poursuit son cheminement par un kaléidoscope de sujets embrassés par les Droits de l'Homme, visitant en premier les rapports qui se nouent entre Dignité Humaine et bioéthique. Le glissement sémantique est nécessaire car il vise à étendre et mieux englober la complexité des rapports entre les valeurs « normalement » reconnues comme structurantes pour une société donnée (*notion d'être humain, d'embryon, de droit au corps...*) et la liberté de l'action du « progrès » (*recherche technologique..., avantages socioéconomiques...*). Le bon mot est donné : nous sommes entre expérience et conscience. « *La dignité est un combat pour nous-mêmes, mais aussi un combat contre nous-mêmes* ».

Le livre pose ensuite les Droits Humains sur le tamis de l'efficacité et de leur valorisation juridique en décrivant une série de domaines qui, mis bout à bout, construisent l'édifice de la singularité : le droit à l'alimentation et les expériences juridiques et judiciaires qui l'ont fait valoir ; le droit au logement en France.

La conclusion de cette partie constate que la notion de Droits de l'Homme est fortement teintée de contentieux idéologique au terme duquel il est difficile de reconnaître l'interdépendance dans une dissociation persistante entre droits civils et politiques d'une part et droits économiques et socioculturels d'autre part. Cependant l'ouverture des Droits de l'Homme à une plus grande juridicité (*avec une « justiciabilité » et une « exigibilité » accrues*) est un signe de progrès dans leur reconnaissance. On ne peut néanmoins s'empêcher de penser qu'il y a là une complexification qui recherche une solution dans une démarche de singularité, dont on sait que, paradoxalement, elle peut être porteuse d'atteintes.

Aussi, c'est avec intérêt que l'on parcourt les pages consacrées à la Charte Arabe des Droits de l'Homme de 2004. Là encore, le singularisme et l'universel se livrent un de ces combats dont la stratégie politique est friande. Nous sommes ici dans cet espace où la reconnaissance des Droits de l'Homme a besoin de l'artifice sémantique parce qu'elle aborde des visions fondamentales de sociétés fortement structurées identitairement, culturellement et collectivement, mais que pour autant elle est également structurante pour l'émergence du fait individuel.

Que ne dit-on pas en parlant des Droits de l'Humain et que dirait-on de trop en envisageant le Droit de l'Homme ? La Charte Arabe de 2004 montre encore une fois qu'un standard universel n'a rien de « naturel » et qu'il est une construction collective par adhésion. Il convient à ce titre d'attribuer à la Charte le mérite de s'y atteler par une première formalisation, aussi imparfaite soit-elle.

Comment opère-t-elle ? Par singularisme et pragmatisme (*contraint ?*) : aborder en premier les

domaines consensuels pour que le temps trouve par la suite l'occasion de faire œuvre au plus profond. Mais il se voit aussi que le singularisme marque son intransigeance, poussé par le politique. Le politique n'apparaît pas ici comme l'impétrant du sage.

Enfin l'ouvrage se termine avec une série de rapports et débats sur la discrimination raciale, les pratiques électorales, les diversités communautaires, le management d'entreprise et le journalisme. Ce faisant il conforte la dialectique exposée.

La conclusion générale laisse cependant sur sa faim car elle ne fait que poser les questions habituelles : celles des équilibres consensuels fondés sur les invariants historiques tels les rapports entre force et liberté, ou bien la recherche de l'égalité entre individus, et encore, finalement, leur besoin de fraternité qui ne s'exprime qu'entre commensaux. Ces questions trouvent ici une description pragmatique cohérente lorsqu'elles sont lues par le dialogue entre universalité et singularité. S'agit-il d'un artifice conceptuel ou d'un progrès par essais erreurs ? C'est à cette réflexion que ce recueil, parfois long en explications techniques, nous invite.

Renvois :

- Olivier HASSID, *La société vulnérable (Criminalité, insécurité, terrorisme...)* – **FuturWest N°25**
- Aldo SCHIAVONE, *Histoire et destin* – **FuturWest N°35**
- Dani RODRIK, *Nations et mondialisation* – **FuturWest N°36**
- Danilo MARTUCELLI, *La société singulariste* – **FuturWest N°39**
- Dominique MOISI, *La géopolitique de l'émotion* – **FuturWest N°40**
- Gérald BRONNER, *La démocratie des crédules* – **FuturWest N°48**
- Ruwen OGIEN, *L'État nous rend-il meilleurs ?* – **FuturWest N°49**

MP

Il faut cesser de réduire le travail à « l'emploi capitaliste ». Il faut partir de ce que le travail est réellement, à savoir la faculté de faire humaine. Tout, ou presque tout, en découle. En se substituant au travail, le capital s'attribue tous les mérites de la production sociale et nous réduit toutes et tous à un élément de sa mécanique.

Mais lorsque nous partons du travail, de ce qu'il est devenu à travers l'Histoire, lorsque nous libérons nos esprits du capital, notre vision de monde change. Un autre avenir se dessine. L'idée que « nous n'avons pas besoin du capital » commence à prédominer, nous cessons de nous enfermer dans la critique du capital et pensons déjà à tout ce que nous pourrions faire sans lui.

*Comment produirons-nous ? Comment coopérerons-nous ?
Comment échangerons-nous ? C'est cette discussion qu'il faut mener, non plus pour quémander de petits espaces d'autonomie aux capitalistes, mais pour mettre notre travail en œuvre dans une société que nous aurons nous-mêmes conçue.*

Christian TIREFORT
Manifeste pour un nouveau contrat social
L'Harmattan – 2013 - 230 pages

Le titre et le sous-titre « *Réhabiliter le travail, c'est le libérer de l'emploi capitaliste* » figurant en 1ère de couverture incitent à penser que l'auteur s'est, essentiellement, fixé pour objectif de présenter l'intérêt d'un tel projet et de développer les moyens d'y parvenir.

En réalité, ce livre est, sur les 170 premières pages, une condamnation du capitalisme sous toutes ses formes : la faillite économique et le désastre social, la débâcle écologique, le culte du capital contre la culture des peuples, la mondialisation contre les peuples, la productivité du travail au détriment du travailleur... pour ne citer que quelques titres de chapitres.

C.TIREFORT se déclare « *communiste et démocrate conséquent* » rien d'étonnant, donc, à ce qu'il présente le capitalisme sous son aspect le plus désastreux.

Nous savons bien, aujourd'hui, la dérive condamnable qu'est le capitalisme financier. Peut-on condamner de la même façon le capitalisme industriel ? L'auteur de ce livre le prétend et s'applique à le démontrer.

Mon propos n'est pas de dénoncer des mensonges. Même si, à mon avis, dans cette présentation du capitalisme et de ses ravages sur le plan humain, son auteur force le trait et n'admet aucun élément positif.

Il me semble difficile de nier que le capitalisme, en tant que système économique, ait été efficace dans la période de forte demande que furent les « *30 glorieuses* ».

Il s'agissait d'un capitalisme équilibré s'agissant des centres d'intérêts qui le composaient : les propriétaires, les managers et les travailleurs.

On peut pourtant s'opposer à cette forme d'organisation, même en période de réussite économique, pour des raisons idéologiques, en dénonçant, par exemple, l'exploitation du travail au profit du capital.

Le capitalisme a le besoin permanent du développement du capital pour assurer sa pérennité. Afin d'y parvenir, si l'activité économique ne le permet pas, il met en place des subterfuges tels que le crédit à la consommation, puis des moyens purement spéculatifs qui mènent aux crises successives. Crises dont le peuple est chaque fois la victime.

Dans ces conditions, quel projet alternatif ? J'ai lu avec patience les 170 pages avant d'en arriver à « *Notre projet* ».

Sous le titre « *Sans le capital tout devient possible* » l'auteur s'applique à présenter les objectifs : « *Nous rétablirons la vraie place du travail. Nous établirons le principe des échanges égaux. Nous lierons le mouvement mutualiste à la productivité du travail. Nous remplacerons la hiérarchie du fric par la démocratie entre gens égaux. Nous retrouverons la fonction originelle de l'argent. Nous redonnerons son sens au mot argent* »...et enfin « *Notre avenir sera un bien être qui passe par la coopération* »

La longue condamnation du capitalisme, d'une part, et la présentation des valeurs humanistes et sociales de l'auteur, d'autre part, débouchent sur la proposition affirmée d'une pratique de remplacement qui est : la coopération.

Avoir des objectifs est, effectivement, nécessaire, mais nous savons que cela n'est qu'une belle utopie si les moyens permettant de les atteindre ne sont pas définis et présentés comme réalisables. J'espérais, sans trop me faire d'illusions, que Christian TIREFORT irait jusqu'au bout de la démarche. Il ne le fait pas dans ce livre...est-il en capacité de le faire ?

Je l'ignore, mais ce livre est décevant. Il n'est pour moi qu'un préambule en forme de condamnation au trait un peu forcé, même si le lecteur peut admettre bon nombre de ces condamnations. Cela n'est pas suffisant.

Ce livre n'a donc pas répondu à mes attentes.

Renvois :

- Mike DAVIS, *Le stade Dubaï du capitalisme* – **FuturWest N°27**
- David COSANDE, *Le secret de l'Occident (Science et développement)* – **FuturWest N°29**
- Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* – **FuturWest N°37**
- Samuele FURFARI, *Dieu, l'Homme et la Nature (Deep ecology)* – **FuturWest N°41**
- PaulJORION, *Le capitalisme à l'agonie* – **FuturWest N°41**

PIPELL

MEMOIRES DU FUTUR suite

L'œuvre de John Rawls (1921-2002) a marqué un tournant dans la pensée contemporaine et se trouve aujourd'hui au centre des débats portant sur les conditions d'une démocratie juste. Elle propose une théorie de l'équité démocratique prenant en compte les conditions réelles de sa réalisation sans pour autant transiger sur les principes moraux et politiques. Mais plus encore, elle constitue un classique, central dans les débats actuels, tant en philosophie morale et politique qu'en droit et en économie sur les questions liées à la justice sociale et à la structure de la démocratie.

Vanessa NUROCK
Rawls, pour une démocratie juste
Michalon – 2008- 120 pages

Voilà un « petit » livre très documenté et parfois même trop, pour qui veut aborder et approfondir l'œuvre de John Rawls (1921-2002).

Je ne vous cacherais pas que la lecture de ce petit ouvrage m'a parfois obligé à de multiples aller-retour, tant est parfois complexe la compréhension de l'œuvre de John Rawls telle qu'abordée par l'auteur de ce livre.

Néanmoins, ignorant totalement jusqu'à ce jour la philosophie politique de John Rawls, celle-ci n'est pas sans résonance avec quelques ouvrages de Norberto Bobbio (1909-2004) que j'avais pu lire il y a quelques années et notamment « *l'età dei diritti* » (*L'âge des droits*) et « *Il futuro della democrazia* » Einaudi 1984 (Traduction française parue en 2007 aux éditions du seuil).

Tous deux ont une même interrogation : « *Comment est-il possible d'approcher la perfection démocratique dans le monde tel que nous le connaissons...* ».

Sans pour autant apporter une réponse à cette ambitieuse question, Rawls, à défaut tente d'apporter une méthode appuyée par une analyse très fine des fondements d'une équité démocratique.

L'approche originale mais un peu théorique de Rawls consiste à placer sa réflexion politique sous la double référence du souhaitable et du réalisable, or penser le faisable et le désirable relevait à l'époque dans la philosophie politique anglo-saxonne dont relevait Rawls, de deux approches inconciliables. S'éloignant de cette tradition Rawls va proposer une philosophie politique plus « objective ».

L'un des éléments clé de cette méthode repose ainsi sur sa théorie de « l'équilibre réfléchi ». Rawls insiste beaucoup sur la rectitude du processus de décision de ceux qui ont à juger (*au sens large et non pas au sens restrictif de « Juges »*), pour ce faire il postule deux types de conditions, sorte de pré-requis internes et externes.

Les pré-requis internes sont autant rationnels qu'émotionnels. « *Être un juge (juré) compétent requiert une capacité intellectuelle suffisante, une connaissance de ce qui est en cause, une exigence intellectuelle et une certaine empathie...* ». Les pré-requis externes quant à eux assure que celui qui juge le fasse dans un contexte qui le permet et garantisse son objectivité. Il définit ainsi sept critères qui vont ainsi permettre d'aboutir à ce qu'il qualifie d'équilibre réfléchi.

Dans un second temps, l'auteur s'attache à l'analyse de « *la théorie de la justice* » et plus récemment une forme de complément-amendement intitulé « *la justice pour équité* », les termes Justice et Equité loin d'être synonymes selon Rawls mais à entendre de la même manière que « *la poésie comme métaphore* ». Il précise néanmoins que la justice ne se résume pas à l'équité, même si elle peut en être à la source, de même que la poésie n'est pas seulement métaphore.

Plus qu'une théorie de l'équilibre en démocratie, Rawls apporte plutôt une méthode de raisonnement qui peut parfois paraître quelque peu théorique, mais qui à le mérite de ne pas conduire,

comme bien souvent, à des réponses qui supposeraient qu'il existe en démocratie une vérité première... On pourra néanmoins regretter l'absence de lecture critique par l'auteure des théories édictées par John RAWLS.

C'est particulièrement le cas pour ce qu'il qualifie de position originelle et du voile d'ignorance, sorte de théorie « *Rousseauiste* » qui s'apparente beaucoup plus à des vues de l'esprit, et repose, me semble-t-il sur des présupposés un peu factices. Il est peu envisageable que des acteurs placés dans cette situation puissent concilier libéralisme et socialisme de fait. Tout cela s'apparente parfois à du sophisme.

Malgré cela, le livre de Vanessa Nurock, mérite d'être lu, mais attention il suppose une bonne dose de concentration et est à déconseiller aux rêveurs et aux poètes...Il faut être totalement concentré.

Renvois :

- Dominique BOURG, *Vers une démocratie écologique* – **FuturWest N°38**
- Hakim EL KAROUI, *Réinventer l'Occident* – **FuturWest N°39**
- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21e siècle* – **FuturWest N°41**
- François MIQUET-MARTY, *Les oubliés de la démocratie* – **FuturWest N°42**
- Vanessa NUROCK, *Carol Gilligan et l'éthique du care* – **FuturWest N°42**
- Gilles ROUET, *Usages politiques des nouveaux médias* – **FuturWest N°46**

JR

Ils ont volé la décentralisation est un pamphlet argumenté sur les oublis de la décentralisation et, en particulier, sur l'oubli du citoyen laissé au bord de la route de cette immense réforme de l'action publique territoriale.

L'ouvrage dénonce les dérives et les contradictions d'une décentralisation monopolisée par des élus et les techniciens au détriment des maires des petites communes et des citoyens perdus dans la complexité de l'administration territoriale. L'auteur, critique sur l'état actuel de la réforme et de l'acte III de la décentralisation, propose des pistes pour achever ce chantier de trente ans en simplifiant les niveaux, et surtout en y réintroduisant le citoyen et une pratique plus participative de la démocratie locale.

Michel PERALDI

Ils ont volé la décentralisation !

Pamphlet argumenté pour que la décentralisation soit rendue aux citoyens !

L'Harmattan – 2013 - 135 pages

Au travers des propos engagés de l'auteur agrémentés de ses différentes expériences au sein de collectivités et préfetures, « *l'indigeste* » mille-feuille territorial si souvent décrié est ici décortiqué pour mieux en saisir l'utilité de chaque échelon et les incohérences existantes. Deux axes semblent guider les réformes engagées sur ce sujet complexe :

Comment assurer à chaque échelon territorial à la fois une connexion entre le niveau mondial et garder le contact au territoire, à la proximité avec les citoyens ?

Comment considérer la clause de compétence générale dévolue à chaque collectivité territoriale, basée sur le fameux intérêt général de son échelle (*commune, département, région*) ?

Le système territorial français, est le fruit d'un héritage que nous pouvons remonter à Louis XI, qualifié de père de la centralisation française. Depuis plus de cinq siècles, l'organisation de la France se structure autour de cette approche centralisatrice, rythmée par les quêtes de pouvoirs des édiles, de nos jours incarnés dans l'absolu par la fonction présidentielle. Les débats qui aboutirent à la promulgation de la loi MAPAM le 24 janvier 2014 (*modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles*) en constituent un des plus récents échos. Les métropoles retenues (*pour l'Ouest : Nantes, Rennes et Brest*) semblent ménager des pré-carrés de pouvoirs locaux à des élus nationaux, dans une pure reproduction de la centralisation à l'échelle régionale.

La tradition républicaine cherche à faire contrepoids au travers de la préservation des conditions égalitaires d'accès des citoyens aux services publics. Les réorganisations de ces derniers, impactées par la RGPP (*révision générale des politiques publiques*) des années 2000, mettent en évidence de manière plus criante les problématiques des territoires qualifiés ici de spacieux. En contraste avec les métropoles, ils réunissent un ensemble d'espaces ruraux et périurbains, pour lesquels un article salvateur s'est introduit dans la loi MAPAM avec les Pôles d'Equilibres Territoriaux Ruraux (*PETR*), en d'autres termes la renaissance des Pays.

En lien direct avec ces débats législatifs, la mobilisation des élus locaux – des métropoles et des territoires spacieux – repose sur cette volonté de s'assurer les meilleures conditions au réseau interconnecté mondial. Leur quête de visibilité s'exprime davantage de manière positive dans leur stratégie territoriale, rarement coordonnée entre les différentes échelles, que dans leur manifestation face aux désengagements de l'Etat, exsangue devant son lourd héritage. Les dessertes aériennes, ferrées, routières et surtout numériques constituent ainsi des enjeux forts pour permettre aux territoires d'exister demain. La récente passe d'armes entre les régions et la SNCF, avec pour perspective l'ouverture à la concurrence du trafic express régional (*TER*), en est une illustration.

Et le citoyen dans tout cela ? Si sa liberté de mouvement est un objet central de ces enjeux d'interconnexions, la prise en compte de sa parole reste trop souvent confinée à l'échelon local. Les communes à la française, complétées des arrondissements au sein des grandes villes, préservent ce contact de proximité, symbole des usages quotidiens d'un territoire. Alors que leur poids – 36 600 communes en France soit la moitié de celles de l'Europe – est visé par de multiples réformes institutionnelles inscrites dans une logique apparente de décentralisation, le citoyen intègre pour sa part la commune dans sa géographie sensible constituée de plusieurs échelles territoriales. Pendant que les appareils politiques reflètent la difficulté pour nos « *représentants* » à se décentrer du système national, de nouvelles méthodes d'animation tentent d'accorder toute sa place aux citoyens dans le cadre de démarches participatives. Regroupée autour du courant du design territorial, un des enjeux pour cette approche repose sur sa capacité à conserver une crédibilité technique face à la complexité des politiques publiques.

Renvois :

- Michel KOEBEL, Le pouvoir local ou la démocratie improbable – **FuturWest N°20**
- Noël AMEC, L'impuissance publique – **FuturWest N°33**
- François GARCON, Le modèle Suisse – **FuturWest N°33**
- Gilles ROUET, Usages politiques des nouveaux médias – **Futurwest N°46**
- Gérald BRONNER, La démocratie des crédules – **FuturWest N°48**
- Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN, Démocratie participative : progrès ou illusions ? L'Harmattan 2012

MEMOIRES DU FUTUR

suite

Dans le quotidien de nos vies, parle-t-on réellement de « PIB », de « courbes du chômage », de « taux d'endettement » ? Si l'approche économique de la crise est celle des politiques, des chefs d'entreprises, des journalistes, et sature la sphère médiatique, est-elle réellement celle des français dans leur plus grand nombre ?

Pendant un an, François Miquet-Marty a sillonné la France pour recueillir, dans leur intimité, la parole de femmes et d'hommes de tous horizons.

Loin des discours convenus, ils développent surtout une vision sociétale de la crise, et moins économique. Par-delà leurs différences, animés par des passions collectives, ils explorent des voies pour l'avenir.

François MIQUET-MARTY

Les Nouvelles passions françaises, réinventer la société et répondre à la crise

Michalon – 2013 – 205 pages

La France se situe à un rendez-vous historique. Ayant épuisé une partie des promesses de la révolution de 1789, négligeant les références républicaines, doutant de son « *modèle social* » et de sa capacité à assurer un progrès social, éprouvant l'absence de marges de manoeuvre du politique (*contraintes européennes, endettement public*), trop souvent absente de la mondialisation et confrontée à une crise économique profonde, la France doute de son avenir. Elle redoute la relégation et les Français eux-mêmes apparaissent majoritairement pessimistes et inquiets.

La crise que subit la France serait appréhendée par le plus grand nombre en termes essentiellement économiques. Au-delà des divergences d'analyse, leaders politiques, dirigeants d'entreprises, journalistes, salariés et citoyens s'accorderaient peu ou prou sur cette approche. La stagnation du PIB, le chômage, l'endettement, la baisse du pouvoir d'achat appelleraient des perspectives et des interprétations économiques, et la gamme des réponses envisageables se distribuerait dans ce champ : politiques d'« *austérité* », de « *sérieux budgétaire* », politique de l'offre ou relance par la demande, soutien à la consommation ou aides aux entreprises, etc.

Pourtant, loin des présupposés les plus fréquents, les Français ne cherchent pas les solutions au sein de la mécanique économique. La plupart d'entre eux ne parlent pas d'économie et ne pensent pas en termes économiques. Puissamment préoccupés par l'avenir, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, ils déplorent les valeurs d'une société dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas, et leur attribuent pour une large part la responsabilité des mécomptes économiques actuels. A leurs yeux, la « *crise* », le chômage, les inégalités, les difficultés en termes de pouvoir d'achat sont d'abord le fruit d'une malsociété, et dont la plupart aspirent à s'affranchir.

C'est ce décalage que « *Les Nouvelles Passions françaises* » tente d'appréhender. L'ouvrage présente les résultats et l'analyse d'une vaste investigation réalisée loin des discours politiques, entrepreneuriaux ou médiatiques dominants. Celle-ci s'est faite sur la base d'entretiens menés dans toute la France auprès de personnes d'âges et de conditions très différentes, au plus près de leur vie quotidienne. Les centaines d'heures de dialogues ainsi collectées ont été complétées par des enquêtes d'opinion quantitatives, des données chiffrées au plan national permettant de prendre la mesure des tendances nouvelles.

Pour la plupart des personnes rencontrées, la « *crise économique* » recouvre en priorité des manifestations concrètes et couramment dénoncées : le chômage, les inégalités sociales et les difficultés en termes de pouvoir d'achat. Elle est surtout perçue à travers les expériences du quotidien, sur le registre commun de tout ce qui ne va pas en matière économique : un proche qui ne parvient pas à trouver du travail au terme de ses études, un voisin qui « *profite* » du système d'allocations et qui financièrement n'a pas intérêt à reprendre le travail ; la vie chère attribuée au coût de l'alimentation, des carburants, du logement ; l'ensemble de nos désirs jamais satisfaits et impossibles à assouvir, le contraste injuste entre ceux qui consentent des efforts pour « *faire face* » et ceux qui profitent

du système, etc. Ces appréhensions de « la crise » ne s'entendent pas en termes d'indicateurs ou d'agrégats. Elles sont avant tout l'amalgame des insatisfactions et des épreuves de la vie quotidienne.

L'existence de visions distinctes entre la lecture médiatisée et celle du plus grand nombre n'est pas seulement un facteur d'incompréhension majeur entre les dirigeants et une large part de l'opinion. Plus encore, elle ouvre potentiellement d'autres visions de « *sorties de crise* », d'autres scénarios ou chemins pour préparer la France de demain. Dès lors, l'idée même de « sortir de la crise » ne consiste pas à rechercher des leviers au sein de la mécanique économique ou des engrenages de la macroéconomie. Pour le plus grand nombre, « *sortir de la crise* » implique de tenir compte des réalités humaines avant de rechercher la maximisation des profits. Cela signifie donc, autrement dit, rapprocher l'économie et la société, fonder l'économie sur une société humaine et non uniquement sur un univers d'intérêts matériels. Cette ambition n'est pas de gauche ou de droite, il s'agit d'un projet qui fédère les Français de tous horizons. Fondamentalement, par-delà la diversité des réalités qu'elle recouvre, cette vision est animée par la dénonciation des excès d'une société devenue économique et financière. L'ambition consistant à « *répondre à la crise* » se déploie selon deux voies, d'une part dans sa vie quotidienne, autour de soi, en promouvant d'autres valeurs de société ; d'autre part sur un registre national, en plaidant pour une recomposition de la société française toute entière sur des valeurs jugées prioritaires.

Ces aspirations autorisent un vaste répertoire de possibilités à l'aune de la réinvention des valeurs de la société. La première, qui se décline dans le quotidien de nos vies personnelles, consiste à vouloir façonner sa propre existence, à composer autour de soi une « *petite société* », à l'image de ses valeurs et ambitions pour le monde, sans le concours du politique. La deuxième aspire à faire prospérer dans toute la société française, au-delà des galaxies personnelles, des valeurs jugées indispensables : valeur « *éducation* », valeur « *travail* », valeur « *ordre* » sont érigées en promesses d'avenir, en voies de rédemption de comportements et de relations humaines dévoyées. La famille, l'école, l'entreprise, apparaissent comme des lieux ouverts à ces exigences qui peuvent se décliner en réformes politiques.

La dernière voie est la plus dangereuse. Elle consiste à privilégier des valeurs essentielles et à considérer certains groupes sociaux comme les artisans de leur dévoiement : les riches, les assistés, les étrangers, etc. Ce chemin conduit à des discours de stigmatisation et à la désignation de boucs émissaires. Ce sont les catégories sociales modestes, ainsi que les sympathisants du Front national, qui sont les plus nombreux à considérer que « *si l'on refaisait société avec de meilleures valeurs, cela résoudrait la crise économique* ». L'aspiration à une réhabilitation censément salvatrice des valeurs trouve, dans cas, son exutoire dans la stigmatisation et la politique d'exclusion.

Dans la diversité de ses expressions, cette volonté de réinvention de la société française est cependant d'autant plus notable que la France d'aujourd'hui est en proie à une profonde dépression collective, loin d'être réductible à la crise économique et financière - qui s'est accélérée à l'automne 2008. La dépression de la France est une pathologie de psychologie collective et constitue en cela un phénomène de société. Elle se nourrit en premier lieu d'une crise du lien social marquée par une profonde défiance [71% des Français, de tous milieux sociaux, estiment que l'on ne peut pas faire confiance à des personnes que l'on ne connaît pas]. Une deuxième pathologie est celle de la dérision qui s'érige en exercice universel à l'encontre des politiques, des dirigeants, des riches, de ceux qui ne nous ressemblent pas et de ceux qui nous ressemblent. Elle témoigne d'une société qui ne s'apprécie plus. Cet état d'esprit nourrit la troisième pathologie, « *le ball-trap politique* » marqué par un profond paradoxe où se conjuguent un désir d'affirmation collective de soi et un rejet massif de l'image incarnée par ses chefs, massivement impopulaires, décriés et volontiers moqués [Sarkozy, Hollande]. Au-delà des interprétations de la crise économique, la dépression psychologique française procède, plus profondément, d'un trouble identitaire. Elle s'appuie sur la crainte d'une disparition d'un modèle français qui, depuis le XIX^{ème} siècle avait fait preuve de sa singularité et de sa capacité à imposer la France face à son avenir et face au reste du monde.

Pour la plupart des personnes interrogées, le « *modèle français* » se compose de l'école républicaine qui assure une promesse d'ascension sociale, de la Sécurité sociale et des minimas sociaux (RSA). Or ce système apparaît largement condamné à l'avenir. Sa perte envisagée ne constitue pas un enjeu identitaire au sens où l'entendent une partie de l'extrême-droite et de la droite républicaine, mais

elle induit une révision de l'idéal de progrès qui a animé l'histoire de France depuis les Lumières jusqu'à nos jours. La crise de la dette en Grèce et dans l'ensemble de la zone euro, l'impératif de réduction de l'endettement public, le sentiment de déclassement majoritaire en France (56% des Français s'estimaient déclassés en 2012 contre 30% en 2002) viennent renforcer ce sentiment de ruine de l'imaginaire constitutif de la société française.

Cette combinaison entre crise économique et crise psychologique définit l'épuisement du récit inventé et recomposé depuis la révolution française et met à mal la convergence qui a longtemps prévalu entre le progrès républicain et le progrès matériel, collectif et individuel que promettait la société de consommation. Au regard de sa propre histoire, la France se trouve ainsi confrontée à la redéfinition de son identité qu'il s'agisse d'un alignement progressif sur le modèle anglo-saxon, d'une préférence pour les références des pays du nord de l'Europe, ou de l'invention d'une nouvelle exception française. Pour cela, les idéaux de réinvention des valeurs de la société qui animent aujourd'hui une large partie des Français constitue une promesse indéniable. Celle-ci n'a bien évidemment ni le caractère abouti d'une solution, ni la force séductrice d'une vision politique. Elle n'affranchit pas d'explorer et d'investir des voies économiques nouvelles et soulève davantage de questions qu'elle n'offre de réponses. Elle ne dessine pas d'un avenir écrit mais un champ des possibles, autorisant le meilleur ou le pire. Elle nourrit cependant une espérance, une forme de foi collective en l'avenir qui s'épanouit souvent en silence, dans le quotidien de nos existences.

Renvois :

- Philippe ASKENAZY, *La nouvelle critique sociale* – **FuturWest N°22**
- Julien DAMON, *Questions sociales : analyses anglo-saxonnes* – **FuturWest N°35**
- Denis CLERC, *La paupérisation des Français* – **FuturWest N°36**
- Eric DUPIN, *La fatigue de la modernité (Voyage en France)* – **FuturWest N°40**
- Robin TILLMANN, *Vers une société sans classes ?* – **FuturWest N°48**
- Jean-Pierre GAUDART, *La fin du salariat* – **FuturWest N°49**

CD-V

<i>HOWLETT Patrick</i>	<i>Politique étrangère du Brésil</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FRECHES José</i>	<i>Dictionnaire amoureux de la Chine</i>	<i>Plon</i>
<i>LECLERCQ Arnaud</i>	<i>La Russie, puissance d'Eurasie</i>	<i>Ellipses</i>
<i>CUMIN Daniel</i>	<i>L'Allemagne et le nucléaire</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>TREVISAN Emmanuelle</i>	<i>Les Caraites (un autre judaïsme)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>NAMEUR Gérard</i>	<i>Mémoire sociétal et démocratie</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>HEISBOURG François</i>	<i>La fin du rêve européen</i>	<i>Stock</i>
<i>PICQ Pascal</i>	<i>De Darwin à Lévi-Strauss</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>RANDET Denis</i>	<i>La recherche et l'innovation en France</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>COLLECTIF</i>	<i>Modes de vie et empreinte carboneE</i>	<i>CLIP</i>
<i>DEMETER 2013</i>	<i>Economie et stratégies agricoles</i>	<i>Déméter</i>
<i>SALOMON Danielle</i>	<i>Agir face aux risques sanitaires</i>	<i>PUF</i>
<i>LESOURNE Jacques</i>	<i>Les temps de la Prospective</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>BOUZOU Nicolas</i>	<i>Croire en l'économie de demain</i>	<i>Lattès</i>
<i>PERTHUIS (de) Christian</i>	<i>Le capital vert (perspective de croissance)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>ZUCMAN Gabriel</i>	<i>La richesse cachée des nations (paradis fiscaux)</i>	<i>Seuil</i>
<i>CUSTERS Raf</i>	<i>Chasseurs de matières premières</i>	<i>CLB</i>
<i>CHEVALIER Jean-Marie</i>	<i>Transition énergétique (les vrais choix)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>GRAZ Jean-Christophe</i>	<i>Services sans frontières</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>SENNETT Richard</i>	<i>Pour une éthique de la coopération</i>	<i>A. Michel</i>
<i>BALZACQ Thierry</i>	<i>Traité de relations internationales</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>LE BOULANGER Jean-Michel</i>	<i>Être Breton ?</i>	<i>Palantines</i>
<i>CHAUMET Hélène</i>	<i>Penser la maladie génétique</i>	<i>L'Harmattan</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>LEHALLE Sandra</i>	<i>La prison sous l'œil de la société</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>SERVAN-SCHREIBER J-L.</i>	<i>Pourquoi les riches ont gagné</i>	<i>A. Michel</i>
<i>MUNIER Brigitte</i>	<i>Technocorps</i>	<i>Bourin</i>
<i>SACHEZ Jean-Louis</i>	<i>La promesse de l'autre</i>	<i>Les Liens</i>
<i>FONTAINE Laurence</i>	<i>Le Marché</i>	<i>Gallimard</i>
<i>WEBER Max</i>	<i>La domination</i>	<i>Découverte</i>
<i>CATELLIN Sylvie</i>	<i>Sérendipité. Du conte au concept</i>	<i>Seuil</i>
<i>DECLERCK Michèle</i>	<i>Le principe de précaution</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>CLERVAL Anne</i>	<i>Paris sans le peuple</i>	<i>Découverte</i>
<i>GROUX Dominique</i>	<i>Cultures de l'évaluation et dérivesE</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>AUDOIN Jean</i>	<i>Pour la ville de demain</i>	<i>Club Ville</i>
<i>LEONHARDT Frédéric</i>	<i>Les 101 mots de la rénovation urbaine</i>	<i>Archibooks</i>
<i>RIVA Jeanne</i>	<i>L'Europe à géométrie variable</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>DONGFANG Han</i>	<i>Mon combat pour les ouvriers chinois</i>	<i>M. Lafon</i>
<i>BALIBAR Sébastien</i>	<i>Chercheur au quotidien</i>	<i>Seuil</i>
<i>COQUART Julie</i>	<i>Au cœur de la matière</i>	<i>Ullmann</i>
<i>LUSSAC Samuel</i>	<i>Géopolitique du Caucase</i>	<i>Technip</i>
<i>ORTOLLAND Didier</i>	<i>Atlas géopolitique des espaces maritimes</i>	<i>Technip</i>
<i>PAUN Florin</i>	<i>J'innove donc je suis !</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BAJOIT Guy</i>	<i>L'individu sujet de lui-même</i>	<i>A. Colin</i>
<i>FONTAINE Laurence</i>	<i>Le Marché (Histoire d'une conquête sociale)</i>	<i>Gallimard</i>
<i>BRUGVIN Thierry</i>	<i>Commerce équitable et éthique (les abusE)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>CHABAULT Vincent</i>	<i>Librairies en ligne</i>	<i>Science Po.</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>BOUGARD Christelle</i>	<i>Être esclave en France</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>SACCOMANO Benjamin</i>	<i>La formation professionnelle des adultes</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FRANK Thomas</i>	<i>Pourquoi les pauvres votent à droite</i>	<i>Agone</i>
<i>BUCHET Christian</i>	<i>Cap sur l'avenir !</i>	<i>Moment</i>
<i>CLAESSENS Michel</i>	<i>Petit éloge de d'impertinence</i>	<i>QUAÆ</i>
<i>LEMERLE Sébastien</i>	<i>Le singe, le gène et le neurone</i>	<i>PUF</i>
<i>DARRIGAND Mariette</i>	<i>Comment les médias nous parlent (mal)</i>	<i>Bourin</i>
<i>BRIZMAN Jean</i>	<i>Échec de la gouvernance bureaucratique</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>PORTNOY Sylvie</i>	<i>Le peuple de peu (alerte au populisme)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>NOURBAKHSH Reza</i>	<i>Robot futures</i>	<i>M.I.T.</i>
<i>SINAI Agnès</i>	<i>Penser la décroissance</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>VAN REYBROUCK David</i>	<i>Contre les élections</i>	<i>Actes Sud</i>
<i>PESTRE Dominique</i>	<i>A contre-science</i>	<i>Seuil</i>
<i>PORTAL Thierry</i>	<i>Prévenir les crises</i>	<i>A. Colin</i>
<i>PINTO Daniel</i>	<i>Le choc des capitalismes</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>HOUDE Olivier</i>	<i>Le raisonnement</i>	<i>PUF</i>
<i>TURSZ Thomas</i>	<i>La nouvelle médecine du cancer</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>BENSAUDE-V Bernadette</i>	<i>L'opinion publique et la science</i>	<i>Découverte</i>
<i>GELBERT Gisèle</i>	<i>Les mécaniciens de la lecture (aphasiesE)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>SHELDRAKE Rupert</i>	<i>Réenchâter la Science (Par un ennemi des sciences)</i>	<i>A. Michel</i>
<i>MONGIN Olivier</i>	<i>La ville des flux (mondialisation)</i>	<i>Fayard</i>
<i>LEGLU Dominique</i>	<i>Les dossiers noirs du nucléaire français</i>	<i>P. de la Cité</i>
<i>DURAND Jean-Marie</i>	<i>Le panorama des idées, 2014</i>	<i>Bourin</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>BONNAFOUS Maria</i>	<i>La théorie des parties prenantes</i>	<i>Découverte</i>
<i>MICHAUD Yves</i>	<i>Le nouveau luxe</i>	<i>Stock</i>
<i>PHARO Patrick</i>	<i>Ethica erotica (Mariage et prostitution)</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>HIBOU Béatrice</i>	<i>La bureaucratisation néolibérale</i>	<i>Découverte</i>
<i>MEYER Claude</i>	<i>Chine, banquier du Monde</i>	<i>Fayard</i>
<i>SANSAL Boualem</i>	<i>Gouverner au nom d'Allah</i>	<i>Gallimard</i>
<i>GUETTA Bernard</i>	<i>Comment je suis devenu européen</i>	<i>Seuil</i>
<i>ROSANVALLON Pierre</i>	<i>Le parlement des invisibles</i>	<i>Seuil</i>
<i>BEC Colette</i>	<i>La Sécurité Sociale, institution de la démocratie</i>	<i>Autrement</i>
<i>ROUET Gilles</i>	<i>Mobilisations citoyennes dans l'espace public</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BOURG Dominique</i>	<i>La pensée écologique (Anthologie – 900p.)</i>	<i>PUF</i>
<i>GOUSSOT Alain</i>	<i>Pédagogie et résilience</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>MULLER Jean-Werner</i>	<i>Difficile démocratie (1918 – 1989)</i>	<i>Alama</i>
<i>BOURRY Chantal</i>	<i>La vérité scientifique sur le nucléaire</i>	<i>Echiquier</i>
<i>WENDEN (de) C. W.</i>	<i>Faut-il ouvrir les frontières ?</i>	<i>Sc. Po.</i>
<i>BATTINI Pierre</i>	<i>La France, un Pays innovant ?</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>VIARD Jean</i>	<i>La France dans le monde qui vient</i>	<i>L'Aube</i>
<i>COLONOMOS Ariel</i>	<i>La politique des oracles</i>	<i>A. Michel</i>
<i>LE MOIGNE Jean-Louis</i>	<i>Exercices citoyens de veille épistémologique</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>TEMPLE Henri</i>	<i>Théorie générale de la Nation</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BUFFETAUT Eric</i>	<i>A quoi servent les dinosaures ?</i>	<i>Le Pommier</i>
<i>LEVY Steven</i>	<i>L'éthique des hackers</i>	<i>Globe</i>
<i>WEISMAN Alan</i>	<i>Compte à rebours (nous sommes trop nombreux)</i>	<i>Flammarion</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

LIÉGÉOIS Pascal	<i>La robotique à la portée de tous</i>	Dunod
TERRIN Jean-Jacques	<i>Jardins en ville / Villes en jardins</i>	ParenthèseS
ROUGE Lionel	<i>Réhabiliter le périurbain</i>	Loco
VATIN François	<i>Évaluer et valoriser</i>	PUM
POUIVET Roger	<i>Épistémologie des croyances religieuses</i>	Cerf
TÉSTART Alain	<i>L'amazone et la cuisinière (Division sexuelle du travail)</i>	Gallimard
SCHNAPPER Dominique	<i>L'esprit démocratique des lois</i>	Gallimard
SENNETT Richard	<i>Ensemble. Pour une éthique de la coopération</i>	A. Michel
CHARTERS Claire	<i>Déclaration des droits des peuples autochtones</i>	L'Harmattan
TOURNE Claude	<i>Féminisme, Féminité, Féminitude</i>	L'Harmattan
CLAVEL Gilbert	<i>La gouvernance de l'insécurité</i>	L'Harmattan
DURAND Jean-Marie	<i>Le Panorama des idées 2014</i>	Bourin
SORDET Claude	<i>Hypermarché : 50 ans déjàE</i>	L'Harmattan
MANDELBROT Benoît	<i>La forme d'une vie</i>	Flammarion
KLOSSA Guillaume	<i>Une jeunesse européenne</i>	Grasset
FONGANG David	<i>La PME en Afrique</i>	L'Harmattan
TOUCHART Laurent	<i>Les territoires de l'eau en Russie</i>	L'Harmattan
FLECHEUR Céline	<i>L'horizon</i>	Klincksieck
MAFESOLLI M. / STROHL H.	<i>Les nouveaux bien-pensants</i>	Moment
LAIDI Zaki	<i>Le reflux de l'Europe</i>	Sc. Po.
BYUNG-CHUL Han	<i>La société de la fatigue</i>	Circé
BZH-Propective	<i>Explorateurs d'avenir</i>	Diawell
SERIEYX Hervé	<i>Génération placard, génération d'espoirs ?</i>	Maxima

http://tinyurl.com/nasa-record-froid	<i>Ah bon, y a un réchauffement climatique ?</i>
www.green500.org	<i>L'ordinateur le plus économe au Monde (Tokyo)</i>
http://paysagesdefrance.org	<i>Contre la pollution visuelle publicitaire</i>
www.geminoid.jp	<i>A.I. Laboratory (Japan)</i>
http://ouvronslesbiblio.wesign.it/fr	<i>Pour l'ouverture des bibliothèques le Dimanche</i>
www.atalante-stmalo.fr	<i>Approvisionnement en eau de mer</i>
www.west-web-valley.fr	<i>Incubateur privé de start-up</i>
www.syneika.com	<i>Neuronavigateur (pathologies psychiatriques)</i>
www.hansonrobotics.com	<i>Robots très expressifs</i>
www.pouruneunionpolitiquedel'euro.eu	<i>Comme son nom l'indiqueE</i>
www.archive.org	<i>Comme son nom l'indiqueE</i>
www.nafsa.org	<i>National Association of Foreign Student Advisers</i>
www.compositic.univ-ubs.fr	<i>Innovations en matériaux composites</i>
www.imascap.com	<i>Aide aux gestes médicaux chirurgicaux</i>
www.leciss.org	<i>Collectif inter-associatif sur la santé</i>
www.medicaments.gouv.fr	<i>Site refait « service médical rendu »</i>
www.ariane-cities.com	<i>Municipalités liées à l'activité spatiale</i>
www.airrace.com	<i>Society of Air Racing Historians</i>
www.biotech-finances.com	<i>Biomap – Bio-industries region par region (F)</i>
www.parkingday.fr	<i>La socialisation des parkings (sic)</i>
www.prosylva.fr	<i>Concilier écologie et économie dans la gestion forestière</i>
www.ifpennergiesnouvelles.fr	<i>L'ancien Institut français du pétrole, reconverti aux « énergies nouvelles » (sic)</i>